

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|----------------|--|
| AFD: | Agence Française pour le Développement |
| BAD: | Banque Africaine de Développement |
| BEPC: | Brevet d'études du Premier Cycle |
| BIT: | Bureau International du Travail |
| BM: | Banque Mondiale |
| CAE: | Certificat d'Aptitude à l'Enseignement |
| CAP: | Certificat d'Aptitude Pédagogique |
| CEPE : | Certificat d'Enseignement Primaire Élémentaire |
| CICID: | Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement |
| CITE: | Classification Internationale Type de l'Education |
| CME: | Campagne Mondiale pour l'Education |
| CNUCED: | Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement |
| DSRP: | Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté |
| EDD: | Education pour le Développement Durable |
| EE: | Education à l'Environnement |
| ENF: | Enseignants non Fonctionnaires/enseignants communautaires |
| EPM: | Enquête Périodique auprès des Ménages |
| EPT: | Education pour Tous |
| ETFP: | Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle |
| EUR: | Euro (Monnaie européenne) |
| FC: | Fonds Catalytique |
| FID: | Fonds International pour le Développement |
| FPT: | Formation Professionnelle et Technique |
| FRAM: | Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra |
| GLPE: | Groupe Local des Partenaires de l'Education |
| GPE: | Global Partnership for Education |
| GSE: | Groupe Socio-économique |
| IDE: | Investissements Directs à l'Etranger |
| IDH: | Indicateur du Développement Humain |
| IMOA: | Initiative de Mise en œuvre Accélérée |

| | |
|-------------------|--|
| INSTAT: | Institut National de la Statistique |
| IPH: | Indicateur de la Pauvreté Humaine |
| JICA: | Agence Japonaise de Coopération Internationale |
| MAP: | Madagascar Action Plan |
| MEN: | Ministère de l'éducation nationale |
| METFP: | Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle |
| NPI: | Nouveaux Pays Industrialisés |
| NTIC: | Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication |
| OCDE: | Organisation pour la Coopération et pour le Développement Economique |
| OMD: | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| ONG: | Organisation non-gouvernementale |
| ONU: | Organisation des Nations Unies |
| PAM: | Programme Alimentaire Mondial |
| Ph.D: | Doctorat |
| PIB: | Produit Intérieur Brut |
| PNAE: | Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement |
| PNARS: | Plan National d'Action pour le Redressement Social |
| PNUD: | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| PTF : | Proposition Technique et Financière |
| R & D: | Recherche et Développement |
| SADC: | Southern Africa Development Community |
| SNAD: | Secrétariat National à l'Autopromotion et au Développement |
| SNLCP: | Stratégie Nationale de la Lutte Contre la Pauvreté |
| UNESCO: | United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization |
| TVA: | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| UAT: | Unité d'Appui Technique |
| UE: | Union Européenne |
| UNICEF: | Organisation des Nations Unies pour l'Enfance |
| URSS: | Union des républiques socialistes soviétiques |
| USAID: | United States Agency for International Development |
| USD: | Dollar Américaine |

LEXIQUE DES MOTS CLES

Capital Humain : C'est l'ensemble des talents et compétences productifs du travailleur. Il indique l'ensemble des investissements tels que l'éducation, la santé et l'apprentissage, qui accroissent la productivité d'une personne sur le marché de travail et dans d'autres domaines de la vie grâce aux connaissances, aptitudes et compétences qu'elle a acquis lors de l'éducation et de la formation.

Education formelle : C'est une modalité d'acquisition de l'éducation et de la formation professionnelle dans un cadre scolaire. L'éducation formelle comprend l'enseignement de base, l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur (LOSEN).

Education informelle : Elle se rapporte à une formation sur le tas et aux externalités positives produites par les autres formes de l'éducation. Elle est volatile et se prête difficilement à une analyse statistique (Malam Mamane, 2002).

Education non formelle: C'est un mode d'acquisition de l'éducation et de la formation professionnelle dans un cadre non scolaire. Elle s'adresse aux jeunes et aux adultes.

Taux Brut de Scolarisation Primaire: Il s'agit de l'ensemble des élèves inscrits dans l'enseignement primaire, sans distinction de leurs âges, rapporté à la population des enfants âgés de 7 à 12 ans pour une année scolaire donnée. Il est surtout utilisé comme indice de couverture d'un pays (MEBA, 2005)

Taux net de scolarisation: C'est la proportion d'enfants de 6 à 10 ans effectivement inscrits dans le cycle primaire. D'une manière générale, le taux net de scolarisation au niveau h est le rapport entre l'effectif de la population scolarisée au niveau h et ayant un âge dans le groupe d'âge officiel d'être scolarisé au niveau h et l'effectif de la population du même groupe d'âge.

Taux de redoublement: C'est le rapport entre l'effectif des redoublants et l'effectif total des élèves d'un niveau donné pendant une période précise.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Partie I : GENERALITES ET APPROCHES THEORIQUES SUR LE RÔLE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

CHAPITRE I : Approches théoriques sur l'éducation, la formation et la pauvreté

Section 1 : Les différentes approches sur l'éducation

Section 2 : Notions générales sur la formation

Section 3 : Les concepts du sous-développement et de la pauvreté

CHAPITRE II : Relation entre éducation, formation et développement économique

Section1 : Revue de littérature et théories économiques sur le rôle de l'éducation et la formation dans la croissance économique

Section2 : Rôle de l'éducation et de la formation dans le développement économique

Section3 : Les expériences vécues par les pays développés

Partie II : PRIORITES A L'EDUCATION ET A LA FORMATION POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

CHAPITRE III : Le système éducatif et la pauvreté à Madagascar

Section 1 : Contexte de l'éducation à Madagascar

Section 2 : Réalités de la formation à Madagascar

Section 3 : La dynamique de la pauvreté à Madagascar

CHAPITRE IV : les stratégies de lutte contre la pauvreté à Madagascar par les politiques éducatives

Section 1 : Le financement du secteur éducatif à Madagascar

Section 2 : Analyse sur les politiques éducatives appliquées à Madagascar depuis l'indépendance

Section 3 : Des priorités à considérer et des recommandations pour une meilleure qualité de l'éducation et de la formation à Madagascar

CONCLUSION

INTRODUCTION

Il n'est plus à prouver que Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Des études récentes faites par la Banque Mondiale ont pu révéler qu'actuellement neuf malgaches sur dix sont pauvres et n'arrivent pas à satisfaire suffisamment leurs besoins vitaux. L'analyse et l'étude sur les voies possibles à la réduction de la pauvreté du pays étaient déjà faites par nombreux spécialistes depuis des années passées. Cependant, la pauvreté frappe toutes les catégories de la population malgache et se manifeste par diverses caractéristiques comme la faiblesse du revenu des ménages, la persistance des inégalités sociales, la faiblesse de l'accès aux services sociaux comme la santé et l'éducation, le non accès à l'eau potable et à l'assainissement adéquat, et les diverses déséquilibres macroéconomiques.

Madagascar s'est déjà engagé depuis l'indépendance à mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté : le Plan National d'Action pour le Redressement Social (PNARS) élaboré en 1994, la Stratégie Nationale de la Lutte Contre la Pauvreté (SNLCP) en 2000, le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) en 2003 et le Madagascar Action Plan (MAP) en 2007. Toutes ces stratégies, quelque soit le gouvernement qui était en place, ont pour but de réduire la pauvreté à Madagascar. Mais, malgré divers efforts entrepris par le gouvernement en matière de stratégies de réduction de la pauvreté et la potentialité économique du pays, la pauvreté persiste toujours, voire de façon de plus en plus aggravante. Ainsi, l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement reste encore un défi à soulever. Notre pays est doté des ressources naturelles abondantes, mais n'arrive pas, d'ores et déjà, à être développé.

Face à cette situation peu satisfaisante, il convient de savoir la priorité à prendre en première considération et le secteur dans lequel le gouvernement doit concentrer ses efforts pour faire sortir le pays de l'extrême pauvreté. Ce présent travail consiste à montrer l'importance de l'accès à l'éducation et à la formation pour mieux lutter contre la pauvreté du pays. Ce qui amène la réflexion à se pencher vers la question sur la place et la contribution de l'éducation et de la formation à cet égard. Elles sont primordiales dans la réduction de la pauvreté pour une croissance économique soutenue et le développement du pays. En effet, l'extrême pauvreté à Madagascar est due à la mauvaise qualité du système

éducatif malgache. Le financement de l'accès à l'éducation à Madagascar est largement insuffisant par rapport à celui jugé nécessaire.

Les théories sur le capital humain et les théories de la croissance endogène ont montré que l'éducation et la formation jouent un rôle crucial dans la croissance économique en formant un capital humain plus productif. Ainsi, pour mieux analyser la contribution de l'éducation et la formation dans la croissance économique de Madagascar, une méthodologie d'analyse a été adoptée. En effet, ce présent travail a été réalisé en suivant plusieurs étapes. La première étape correspondait à la recherche des documents nationaux et internationaux liés aux problématiques de l'éducation et de la formation comme des ouvrages, des Rapports, des articles, ... Ensuite, la collecte des données à analyser et des statistiques disponibles sur le système éducatif malgache a été réalisée auprès de l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et du Ministère de l'éducation nationale (MEN). De plus, un cadre conceptuel et une revue de littérature ont été développés afin de mieux clarifier l'importance de l'accès à l'éducation et à la formation dans la lutte contre la pauvreté ; et d'apporter des recommandations dans la formulation des politiques et stratégies éducatives pour les responsables du MEN, des diverses organisations internationales, des ONG et tous les acteurs de la société civile œuvrant pour l'accès à l'éducation et à la formation.

Le présent travail se subdivise en deux parties. La première traite les approches théoriques sur la contribution de l'éducation et de la formation à la croissance économique ainsi au développement où les approches théoriques sur ces deux termes et leur importance dans la croissance économique et le développement selon différents auteurs et spécialistes sont soulevées. La seconde partie est consacrée à l'étude de cas de Madagascar concernant les réalités du système éducatif et la pauvreté afin de mieux savoir les stratégies plus efficaces et nécessitant une nouvelle élaboration pour assurer une éducation et une formation de qualité qui constituent une condition nécessaire et une voie à la sortie de la pauvreté du pays.

**Partie I : GENERALITES ET APPROCHES
THEORIQUES SUR LE RÔLE DE
L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DANS
LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**

La promotion de l'éducation et de la formation est une mesure efficace pour lutter contre la pauvreté d'un pays voulant faire un pas en avant afin d'assurer une croissance économique soutenue et un développement réel. Mais la compréhension de leur contribution dans la croissance et le développement économique nécessite l'approfondissement des notions générales de chacun de ces deux termes avec celles du sous-développement et de la pauvreté. Ensuite, il convient de montrer que la qualité de l'éducation et de la formation ait une étroite corrélation avec la croissance et le développement économique d'un pays.

Chapitre I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'EDUCATION, LA FORMATION ET LA PAUVRETE

Dans ce chapitre, il suffit d'explicitier les différentes notions liées à l'éducation, à la formation et à la pauvreté, tout en essayant de définir le sous- développement, pour mieux se familiariser avec ces termes et comprendre l'importance de l'accès à l'éducation et à la formation dans la lutte contre la pauvreté. Chacun d'eux présente des aspects théoriques différents si on se réfère aux idées des auteurs et spécialistes ou encore aux différents courants de pensée.

Section 1 : Les différentes approches sur l'éducation

L'éducation est généralement le fait de transmettre des connaissances à un ou plusieurs individus. Elle est une relation entre un éducateur et un éduqué dans laquelle l'éducateur joue un rôle plus important de transmettre des connaissances, des savoirs ou des savoir-faire à l'éduqué. Toutefois, il n'existe pas une définition universelle et officielle de l'éducation. Plusieurs auteurs et spécialistes ont tous essayé de la définir en défendant des idées plus ou moins différentes. De plus, elle peut se rapprocher des autres concepts et revêt plusieurs formes visant un même objectif d'instruire ou d'éduquer.

1. Les différentes définitions relatives à l'éducation

a. L'éducation au sens strict du terme

Au sens étymologique, le mot « éducation » vient des deux mots latins « educare » et « exducere » qui signifient successivement « l'action de nourrir, d'avoir soin de » et « l'action de conduire hors de, de guider, d'élever ». Ainsi, l'éducation permet d'apporter des connaissances à l'apprenant mais aussi constitue un outil de développement en tant que personne. Cette définition est relative à celle de Noel Sillamy, qui définit l'éducation comme « *l'art de développer les qualités potentielles physiques, intellectuelles et morales d'une personne.* »

Selon Dicos Encarta, l'éducation signifie l'« *enseignement des règles de conduite sociales et formation des facultés physiques, morales et intellectuelles qui président à la formation de la personnalité* »¹

L'éducation humaine inclut des compétences et des éléments culturels caractéristiques du lieu géographique et de la période historique. Chaque pays dans le monde dispose de son propre système éducatif, avec un rôle traditionnellement dévolu aux parents d'un enfant (ou à leur substitut) d'amener cet enfant aux mœurs de l'âge adulte, et une intervention souvent croissante des États.²

b. L'éducation au sens large du terme

Au sens large du terme, selon Emile DURKHEIM, l'éducation c'est « *l'ensemble des influences que la nature ou les autres hommes peuvent exercer soit sur notre intelligence, soit sur notre volonté* ». Selon lui, « l'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné. »³

Stuart Mill a aussi postulé pour ajouter que l'éducation c'est « tout ce que nous faisons par nous-mêmes et tout ce que les autres font pour nous dans le but de nous rapprocher de la perfection de notre nature. Dans son acception la plus large, elle comprend même les effets indirects produits sur le caractère et sur les facultés de l'homme

¹ Microsoft® Encarta® 2009.

² <http://fr.wikipedia.org/wiki/Education>

³ Emile DURKHEIM (1922), *Education et Sociologie*, p.8

par des choses dont le but est tout différent : par les lois, les formes du gouvernement, les arts industriels, et même encore par des faits physiques, indépendants de la volonté de l'homme, tels que le climat, le sol et la position locale. »⁴ Cette définition de l'éducation implique à savoir le caractère social de l'éducation. Elle consiste à socialiser d'une façon méthodique la jeune génération et crée dans l'homme un être nouveau. L'éducation est considérée comme un élément important du développement des personnes, d'où le développement d'un droit à l'éducation. Ces différentes notions sont liées à celle du droit de l'éducation qui se définit, selon Jean François Minko Obame, comme « l'ensemble des règles, principalement de droit administratif, applicables au service public d'éducation »⁵

De plus, au sens large de l'éducation, elle consiste à changer le comportement d'un individu et à lui faire responsable au sein de la société ou communauté dans laquelle il vit. L'éducation ne correspond pas uniquement à la transmission des connaissances et des aptitudes aux éduqués, elle vise également à leur éduquer sur ce qu'on doit faire et ce qu'on ne doit pas dans la relation avec autrui; par exemple l'adoption de comportement favorable à l'environnement, le respect envers l'autrui, l'exercice de la citoyenneté, etc.

2. Les concepts de l'éducation

Le concept de l'éducation peut être rapproché de la notion d'apprentissage. L'apprentissage englobe « toute amélioration des comportements, de l'information, du savoir, de la compréhension, des attitudes, des valeurs ou des compétences. »⁶ Il recouvre l'ensemble des activités qui visent à apprendre et à acquérir un savoir-faire.

L'éducation comprend quatre grands domaines à savoir : le *savoir*, le *savoir-faire*, l'*être* et le *savoir-être*. Le *savoir* se réfère aux connaissances intellectuelles, le *savoir-faire* aux compétences pratiques, l'*être* à l'état biologique, physique et psychique d'un individu et le *savoir-être* à la capacité de produire des actions et des réactions adaptées à la société humaine et à l'environnement.

En outre, les théoriciens en éducation peuvent être classés en quatre courants de pensée, à savoir le behaviorisme, le cognitivisme, le constructivisme et le socioconstructivisme.

⁴ Emile DURKHEIM (1922), *Education et Sociologie*, p.3

⁵ Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (ENSET) de Libreville, « Sciences de l'éducation et Philosophie de l'éducation », Jean François Minko M'Obame, p.12

⁶ Unesco, 1997, «CITE Classification Internationale Type de l'Education », p. 9

- Le behaviorisme ou bien le comportementalisme est une approche par objectifs. Il met l'accent sur l'apprentissage visant à une modification durable des comportements individuels qui sont influencés par des conditions de l'environnement dans lequel l'individu apprenant vit. Cette modification se fait par conditionnement et par répétition.
- Le cognitivisme a été développé par Bruner, Tardif, Praget et Vygotskin et dont le cadre de référence est le traitement des informations présentées par l'environnement de l'apprenant et qui lui permet de développer lui-même et ses compétences à partir des ressources cognitives.
- Le constructivisme correspond à ce que l'apprenant construit ses connaissances en réfléchissant sur les actions et leurs résultats de façon à pouvoir s'adapter à des nouvelles situations grâce aux modifications de ses connaissances.
- Le socioconstructivisme met l'accent sur l'influence des interactions sociales sur le processus de construction de connaissances. Comme le constructivisme, elle a comme finalité l'adaptation.

Par ailleurs, le système éducatif varie selon le temps et selon l'espace. Mais en général, on peut distinguer: l'éducation prise en charge par la famille pendant la petite enfance où se fait l'apprentissage de la langue orale et des rudiments du savoir-vivre nécessaire à la vie sociale, l'éducation pour les enfants qui concerne marginalement les adultes, l'éducation prise en charge collective pendant l'enfance pour l'apprentissage de rudiments légaux, religieux et culturels et la spécialisation par l'apprentissage chez un maître ou collectivement pendant l'adolescence.

Le secteur de l'éducation est composé de quelques niveaux, à savoir l'éducation primaire ou infantile, l'éducation secondaire et l'enseignement supérieur ; à cela s'ajoute les enseignements techniques. L'éducation primaire est destinée pour les enfants débutants. L'éducation au niveau secondaire consiste à élargir les connaissances des adultes. Tandis que l'enseignement supérieur et l'enseignement technique permettent aux jeunes diplômés de faire face à leur vie professionnelle. Cependant, ils ne sont pas toujours synonymes de formation professionnelle.

3. Typologie de l'éducation

L'éducation revêt plusieurs formes comme l'éducation populaire visant à favoriser des pratiques citoyennes pour réduire les inégalités d'accès au savoir et à la culture en vue

d'une transformation sociale; la psychoéducation ou l'éducation thérapeutique correspondant à l'éducation et la formation d'une personne souffrant d'un trouble psychiatrique et ayant pour but de l'aider à prendre soin d'elle-même avec un meilleur traitement et une réadaptation, ... mais en général elle est soit formelle, soit non formelle ou informelle.

a. L'éducation populaire

L'éducation populaire est liée à la définition habituelle de la démocratie, c'est-à-dire elle correspond à l'éducation populaire qui est l'éducation du peuple, par le peuple, pour le peuple. Dans ce type d'éducation, l'affirmation « Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde » de Paolo Freire est justifiée, là où l'individu et le peuple sont à la fois sujets et objets de l'acte éducatif. L'éducation populaire contribue efficacement à la transformation sociale et politique. Elle possède quatre missions différentes qui sont : la conscientisation, l'émancipation, l'augmentation de la puissance d'agir et la transformation sociale et politique.

Par ailleurs, il existe trois principes sur lesquels ce type d'éducation repose, qui sont : l'accès du plus grand nombre aux savoirs et à la culture, l'accès lié à l'exercice de la citoyenneté et le développement en dehors du cadre scolaire.

b. L'éducation formelle

L'éducation formelle correspond à toute activité délibérée de formation contribuant au développement des facultés intellectuelles et à l'acquisition de connaissances générales ou spécialisées, y compris celle conduisant à l'obtention d'une compétence. Elle se déroule dans des établissements d'enseignement et de formation et permet à l'obtention de diplômes et de qualifications reconnues. Elle comprend souvent l'enseignement de base, l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur (LOSEN).

Selon l'UNESCO (2004), l'éducation formelle « désigne l'enseignement dispensé dans le système des écoles, lycées, collèges, universités et autres établissements d'enseignement organisé qui constitue normalement une « échelle » continue d'éducation à temps complet pour les enfants et les jeunes et débute en général à l'âge de cinq, six ou sept ans et se poursuit jusqu'à 20 ou 25 ans.»⁷

⁷ Université de Genève, Olivier Maulini & Cléopâtre Montandon, « Introduction. Les formes de l'éducation : quelles inflexions ? », p. 13

c. L'éducation non formelle

L'éducation non formelle intervient en dehors des principales structures d'enseignement et de formation, et, habituellement, n'aboutit pas à l'obtention de certificats officiels. Elle peut avoir lieu sur les lieux de travail ou dans le cadre des activités de groupe de la société civile. Elle peut aussi être fournie par des organisations ou services établis en complément des systèmes formels. Cette forme d'éducation concerne toute personne sans exception et n'est pas limitée par l'âge d'un individu. Ses durées ne sont pas déterminées.

D'après la conception de l'UNESCO, selon les contextes nationaux, ce type d'éducation inclue des programmes éducatifs pour l'alphabétisation des adultes, l'éducation de base des enfants non scolarisés, la transmission des connaissances utiles, des compétences professionnelles et une culture générale. L'éducation non formelle est à durée variable et peut être ou ne pas être sanctionnée par un certificat des acquis de l'apprentissage effectué.

d. L'éducation informelle

L'éducation informelle, quant à elle, regroupe des formations informelles susceptibles de modifier les attitudes, les comportements, les modes de pensée et les connaissances d'un individu. Elle est une conséquence automatique et naturelle de la vie quotidienne. Contrairement à l'éducation formelle et non formelle, elle n'est pas forcément intentionnelle et peut donc ne pas être reconnue, même par les individus eux-mêmes, comme un apport à leurs connaissances et compétences.⁸ Les connaissances acquises dans cette éducation sont issues des études hors formelles dans un établissement d'enseignement postsecondaire.

L'UNESCO combine les notions de l' « éducation non formelle » et l' « éducation informelle » pour désigner une éducation à la fois extrascolaire et péri familiale, d'une éducation à tutelle institutionnelle indirecte. *« Elle vise à mettre en synergie les ressources familiales, celles de l'environnement [établissements culturels et socioculturels, notamment] et celles de l'école. Elle se veut une éducation réparatrice autant que compensatrice. »*⁹

⁸ Commission de la communauté européenne. Op. cit. (p. 9)

⁹ Jacques Pain, article " Education informelle " in Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, Nathan, 2000, pp. 358-359.

Section 2 : Notions générales sur la formation

Pour mieux comprendre la contribution de la formation à la croissance et au développement économique, il convient d'abord de la définir et de s'interroger sur ses objectifs avant de finir par distinguer ses différents types existants. Les différentes définitions avancées par divers auteurs sur la notion de formation permettent de savoir de quoi il s'agit vraiment. L'explication de ses différents objectifs, tant du côté des formateurs que des participants, justifie les raisons du recours à la formation. La distinction des types de formation existants attire l'attention sur les différents niveaux de la formation professionnelle qui aide à la meilleure compréhension de son rôle dans l'amélioration des qualifications des travailleurs.

La formation peut être un synonyme de l'éducation dans certains cas. Mais en général, elle est la forme particulière de cette dernière qui concerne plus particulièrement les adultes et vise l'acquisition de compétences spécifiques dont ils vont utiliser dans des activités productives.

1. Définition d'une formation

Selon l'idée d'un formateur appelé Aurélien TOBIE, la définition d'une formation est basée sur les attentes des formateurs et des participants, et aussi sur leurs connaissances et pratiques existantes. La formation est donc différente de méthode d'éducation pour enfants. Elle exige une large contribution des participants à la formation pour mieux résoudre leurs propres problèmes et adapter le contenu de la formation avec leurs besoins. Elle est également différente d'une conférence ou des sessions de sensibilisation d'une population sur certains sujets où l'auditoire est subit par les actions d'un conférencier ou d'animateur. Ces derniers transfèrent des informations et des connaissances et l'auditoire, contrairement aux participants dans la formation, est un juste récepteur et absorbe ces connaissances. Donc, « *La formation est un atelier qui favorise une interaction entre les participants et les formateurs, et dont l'objectif est le changement d'attitude ou de comportement des participants. La formation peut porter sur l'application d'outils utiles aux participants, ou sur l'acquisition de nouvelles perspectives sur un sujet qui est important pour eux.* »¹⁰

¹⁰ International Alert, Novembre 2010, AURELIEN TOBIE, « *Formation de formateurs* », p. 10

L'idée de Thierry Ardouin stipule que « *La formation est l'action de se doter de moyens pour permettre l'acquisition de savoir par une personne ou un groupe, dans une perspective contractuelle, en lien avec un contexte donné en vue d'atteindre un objectif.* »¹¹ Cette définition met l'accent sur les notions de « contrat », de collaboration, d'adhésion et d'objectif.

Un autre auteur, Alain Meignant, postule que « *Disposer à temps, en effectifs suffisants et en permanence, des personnes compétentes et motivées pour effectuer le travail nécessaire en les mettant en situation de valoriser leurs talents avec un niveau élevé de performance et de qualité, à un coût salarial compatible avec ses objectifs économiques et dans le climat social le plus favorable possible.* »¹² Sa définition réside dans la finalité de gestion des ressources humaines. Elle essaie d'expliquer que la formation participe beaucoup à l'amélioration de la qualité des ressources humaines.

2. Les objectifs d'une formation

Selon AURELIEN TOBIE, « *L'objectif principal d'une formation est de provoquer un changement.* »¹³ Malgré que les formateurs et les participants s'accordent sur quelques points, ils ont des attentes divergentes qui justifient leur recours à la formation.

a. Du côté des formateurs

Pour le formateur, la formation vise, premièrement à améliorer la compétence des participants. Elle permet d'accroître l'efficacité de leur travail en leur donnant des connaissances et des compétences, qui les aideront à mieux faire leur travail, ou à les faire différemment. Deuxièmement, elle est l'opportunité de changer le point de vue des participants. Cette formation est basée sur l'utilisation des outils techniques. Il s'agit de changer les opinions des participants, plutôt que de leur apporter des compétences. Troisièmement, la formation est, pour le formateur, une opportunité de favoriser une discussion entre les participants à y trouver des solutions. Autrement dit, elle consiste à favoriser une discussion entre les participants pour qu'ils trouvent eux-mêmes des solutions à des problèmes communs. Généralement, elle vise à améliorer les compétences

¹¹ Mémoire online

¹² Idem

¹³ International Alert, Novembre 2010, AURELIEN TOBIE, « *Formation de formateurs* », p.6

des participants dans leurs activités, à faciliter la mise en place de méthode de travail ou de perspectives nécessaires dans la résolution de problèmes quotidiens et dans la découverte des solutions pratiques et applicables.

b. Du côté des participants

Les raisons qui incitent les participants à recourir à la formation sont nombreuses. Dans la formation, ils cherchent à acquérir des connaissances et d'obtenir des outils qui peuvent les aider à résoudre des problèmes concrets dans la réalité quotidienne de leur travail. Dans ce cas, la formation doit apporter des solutions pratiques à des problèmes concrets plutôt que des théories abstraites. Par ailleurs, la formation est, pour les participants, une opportunité pour asseoir et réfléchir au sens de leur travail. Elle leur permet de se reposer du quotidien de leur travail et de réfléchir à ce qu'ils font pour trouver une certaine motivation. En outre, certains participants peuvent profiter de l'espace offert par la formation. Ils peuvent y rencontrer des collègues qui rencontrent les mêmes obstacles dans leur travail. En général, la formation permet aux participants d'acquérir des connaissances et des outils, de profiter d'un temps de réflexion sur leur travail, de soulever des problèmes rencontrés dans leurs activités et de trouver des voies de sortie ou de changement qui seront appliquées dans leur pratique quotidienne.

c. Les buts généraux de la formation professionnelle

On peut distinguer quatre grands buts de la formation professionnelle, tels que: rendre la personne efficace dans l'exercice d'un métier, favoriser l'intégration de la personne à la vie professionnelle, favoriser l'évolution de la personne et l'approfondissement de savoirs professionnels et favoriser la mobilité professionnelle de la personne. Le premier but consiste, à la personne, de jouer les rôles, d'exercer les fonctions et d'exécuter les tâches et les activités associées à un métier, dès son entrée sur le marché du travail, et d'évoluer de manière adéquate dans un milieu de travail. Le second vise à lui faire connaître le marché du travail en général ainsi que le contexte particulier du métier choisi et ses droits et responsabilités en tant que travailleur. Le troisième concerne à lui permettre de développer son autonomie et sa capacité d'apprendre ainsi que d'acquérir des méthodes de travail ; de comprendre les principes sous-jacents aux techniques et aux technologies utilisées ; de développer sa faculté d'expression, sa créativité, son sens de l'initiative et son esprit d'entreprise ; et d'adopter des attitudes essentielles à son succès professionnel, de développer son sens de responsabilités et de viser l'excellence. Enfin, le dernier but se résume à permettre à la personne d'adopter une attitude positive à l'égard

des changements et de se donner des moyens pour gérer sa carrière, notamment par la sensibilisation à l'entrepreneuriat.

3. Les différents types de formation

A l'heure actuelle, la notion de formation tend à être associée à celle de formation professionnelle. Elle se réalise soit par des études, des connaissances et des compétences acquises dans le but de l'insertion, la réinsertion et le recyclage au travail. Le cas des stages est l'exemple typique de cette période d'éducation. Dans ce cas là, la formation professionnelle vise à augmenter et à approprier les connaissances et les compétences des travailleurs tout au long de leur vie.

De manière générale, on peut distinguer trois types de formation professionnelle, qui sont: la formation professionnelle spécifique ou initiale, la formation occupationnelle, et la formation professionnelle continue.

a. La formation professionnelle spécifique ou initiale

Ce type de formation est destiné aux étudiants qui décident de se lancer dans le monde du travail. C'est le cas des formations assurées par les écoles supérieures ou des universités, publiques ou privées.

b. La formation occupationnelle

La formation occupationnelle n'est autre que l'enseignement adressé aux personnes au chômage et aux demandeurs d'emploi, qui vise leur insertion ou réinsertion dans le monde du travail. Cette formation consiste à leur donner des possibilités pour améliorer leurs qualifications afin d'entrer dans le monde du travail et de trouver un emploi.

c. La formation professionnelle continue

La formation professionnelle continue, quant à elle, concerne les adultes qui travaillent déjà, mais qui souhaitent valoriser les acquis de leur expérience et perfectionner leur savoir-faire, ce qui contribue à l'accroissement de leur employabilité. Les dispositions du Code du travail stipulent que la formation professionnelle continue recouvre divers objectifs à l'attention des salariés, à savoir : favoriser leur insertion ou leur réinsertion professionnelle ; permettre leur maintien dans l'emploi ; et favoriser le développement de leurs compétences et l'accès aux différents niveaux de la qualification professionnelle. Cette formation concerne ainsi les personnes déjà salariées qui viennent de compléter la formation initiale.

Elle peut encore contribuer au développement économique et culturel, à la sécurisation des parcours professionnels ainsi qu'à leur promotion sociale. Qu'en est-il de concepts de sous-développement et de la pauvreté?

Section 3 : Les concepts du sous-développement et de la pauvreté

Le sous-développement est une situation d'un pays dont son développement économique est en retard par rapport à celui d'autres pays qui ont pu faire développer leur économie. On dit souvent pays sous-développés les pays qui sont considérés comme pauvres selon différentes sortes d'indicateurs. Afin de savoir les stratégies efficaces pour la lutte contre la pauvreté de ces pays, il faut savoir ce qu'on entend vraiment par sous-développement et pauvreté, les différentes formes et mesures de la pauvreté et les indicateurs selon lesquels on peut classer un pays comme pauvre.

1. Définitions du sous-développement et de la pauvreté

Même si le sous-développement et la pauvreté sont tous des termes d'appellation des pays vivant dans une situation de retard en matière de développement économique, ils ne sont pas synonymes. Le sous-développement est une notion plus large qui s'étend au niveau international pour qualifier un pays selon son niveau de développement, mais la pauvreté touche particulièrement la population de ce pays.

a. Définir le sous-développement

Le terme sous-développement possède différentes appellations. Plusieurs auteurs et spécialistes en économie de développement ont tous avancé leurs points de vue sur la notion du sous-développement.

Le Président américain Harry Truman, en 1949, a utilisé pour la première fois la notion de « pays sous-développés » en justifiant l'aide que les pays riches doivent apporter aux pays pauvres pour éviter la montée du communisme.

En 1952, Alfred Sauvy a utilisé la notion de « tiers-monde » pour qualifier les pays sous-développés indiquant un monde marginalisé hors des deux blocs (capitaliste et communiste), ignoré, exploité et méprisé comme le tiers état.

L'ONU a évoqué, en 1970, la notion de « pays en voie de développement » pour expliquer le processus de progrès économique et social dans lequel les pays pauvres sont engagés et la volonté d'une approche optimiste et positive du développement.

En bref, le « sous-développement » désigne une situation de non développement d'un pays. Un pays est dit sous-développé s'il connaît des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place, notamment l'industrialisation. Ainsi, les stratégies de développement basées sur l'industrialisation et la sortie de la spécialisation agricole constituent une voie efficace pour faire sortir ce pays de la situation de sous-développement.

Sylvie Brunel a trouvé quatre critères du sous-développement à savoir : une pauvreté de masse ; des fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays lui-même ; l'exclusion du pays du commerce international et des connaissances mondiales mais aussi d'une partie de la population au sein du pays ; enfin l'insécurité environnementale, sanitaire ou encore politique dans laquelle vit la population. Qu'en est-il alors de la notion de pauvreté ? Ces deux termes sont-ils synonymes ?

b. Définir la pauvreté

La pauvreté peut être jugée comme une des caractéristiques du sous-développement. D'une façon générale, elle signifie un état ou une situation d'un ou plusieurs individus qui n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Mais en portant la réflexion sur l'explication économique du terme, on appelle pauvre tout ce qui ne dispose pas de moyens nécessaires pour acquérir des biens en alimentation, touche un faible niveau de revenu, n'a pas la possibilité d'avoir une bonne et saine habitation, ne peut pas accéder à l'éducation et à la santé, etc.

La pauvreté est un manque de moyens permettant d'atteindre un certain niveau de bien-être. Selon les welfaristes, la pauvreté est un état dans lequel l'individu considéré ne posséderait pas suffisamment de ressources monétaires pour rendre maximal son bien-être économique ce qui correspond à la définition de Ravallion : « *Nous pouvons dire qu'une situation de pauvreté existe dans une société lorsqu'une ou plusieurs personnes n'atteignent pas un niveau de bien-être économique censé constituer un minimum raisonnable correspondant aux standards de cette société* » (Ravallion [1998: 3, notre traduction]) Toutefois, la définition de la pauvreté varie dans le temps et dans l'espace. En effet, être pauvre dans les pays développés n'est pas identique d'être pauvre en Afrique.

Par ailleurs, les auteurs ont des points de vue différents quant au concept de pauvreté. Les termes suivants sont les plus souvent utilisés pour qualifier la pauvreté: paupérisation, précarité, vulnérabilité, appauvrissement, exclusion sociale, disqualification sociale et nouvelle pauvreté.

2. Les différentes formes et approches de la pauvreté

La pauvreté peut revêtir plusieurs formes à savoir : la pauvreté monétaire, la pauvreté d'existence et la pauvreté de capacité. En tant que pauvreté en termes de moyens, la pauvreté monétaire prend en compte le revenu d'un ménage qui lui permet de satisfaire ses besoins jugés nécessaires. La pauvreté d'existence met l'accent sur le résultat ; c'est-à-dire la satisfaction des besoins essentiels, et tient compte des indicateurs du bien-être comme l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'accès à la santé et à l'éducation et l'espérance de vie. Enfin, la pauvreté en termes de capacités considère la pauvreté comme un manque d'habileté et de liberté pour une situation plus aisée.

a. Une pauvreté de revenu ou « pauvreté monétaire »

Cette forme de pauvreté n'est autre que la pauvreté en termes de ressources ou en termes de moyens. Selon cette approche, la pauvreté est définie comme un manque de moyens permettant d'atteindre un certain niveau de bien-être. Les théories utilitaristes, d'une part, prennent en compte les critères monétaires pour la définir. L'économie du bien-être, d'autre part, la définit comme un manque de moyens exprimé en termes de possession de biens primaires et essentiels. Pour l'utilitarisme classique, la pauvreté indique un état dont les individus avec une mauvaise condition sociale sont responsables. Tandis que, l'utilitarisme néo-classique ou le *welfarism* considère que la pauvreté résulte d'une inadéquation de la répartition des ressources au sein d'une économie décentralisée. La pauvreté qualifiée de welfariste est donc un état dans lequel l'individu considéré ne posséderait pas suffisamment de ressources monétaires pour rendre maximal son bien-être économique. Cette définition correspond à celle offerte par Ravallion. Le manque de revenu en est le principal symptôme. Pour l'économie du bien-être et la théorie du choix social, la pauvreté indique respectivement une mauvaise répartition des ressources entre les individus et une conséquence des règles de décision collective sur le bien-être des individus composant la collectivité.

Bref, la pauvreté peut être définie comme « *un état matériel (manque de ressources monétaires) de certaines catégories de la population et qui représente de manière approchée (proxy) la souffrance mentale (niveau d'utilité inférieur à une certaine norme sociale) dont sont victimes ces populations.* »¹⁴

¹⁴ Alexandre BERTIN, PAUVRETÉ MONÉTAIRE, PAUVRETÉ NON MONÉTAIRE UNE ANALYSE DES INTERACTIONS APPLIQUÉE À LA GUINÉE, 2007, Thèse pour le Doctorat en Sciences Économiques. P 57

b. Une pauvreté des conditions de vie ou « pauvreté d'existence »

La pauvreté d'existence, contrairement à la pauvreté monétaire, est une approche de la pauvreté en termes de résultats. L'évaluation de cette pauvreté se fonde sur l'observation directe des résultats ou réalisations des individus, c'est-à-dire des activités qu'ils parviennent à mener ou des états qu'ils peuvent atteindre. Selon cette approche, on peut qualifier un individu comme étant pauvre quand il a du mal à satisfaire un certain nombre de besoins fondamentaux. Autrement dit, il est en situation de privation en matière de régime alimentaire, d'habillement, d'habitation, d'équipement de logement, d'environnement adéquat, d'éducation, de conditions sociales, d'activités et de loisirs qui sont habituels ou du moins largement encouragés et approuvés par la société dans laquelle il vit.

c. Une pauvreté de potentialité ou « pauvreté de capacités »

Cette pauvreté correspond à l'incapacité d'une société donnée d'engendrer le capital minimal – humain, social, physique, etc. – jugé nécessaire à posséder pour vivre ou fonctionner. L'économiste indien Amartya Sen (1993) a développé cette approche. Les capacités confèrent à chaque personne l'habileté et la liberté de mener un type de vie plutôt qu'un autre. Dans ce cas, un individu ou un ménage est qualifié pauvre s'il n'a pas les capacités (capital humain et physique) nécessaires pour l'atteinte d'un certain sous-ensemble de fonctionnements considérés comme raisonnablement minimal. Le développement des indicateurs IDH (Indicateur de Développement Humain) et IPH (Indicateur de la Pauvreté Humaine) par le PNUD s'inspire de cette approche, de même que les travaux de Desai et Hossain.¹⁵

3. Mesures de la pauvreté

La mesure de la pauvreté varie en fonction de sa forme. Le fait de mesurer la pauvreté consiste à choisir et à calculer un indicateur qui permet de déterminer le degré de la pauvreté dans une société donnée afin d'identifier quels membres de cette société sont considérés comme pauvres. Pour ce faire, deux types d'approches peuvent être distingués : les approches objectives et les approches subjectives. Dans les approches objectives, le niveau de pauvreté est mesuré par des instruments appropriés tels que le seuil de pauvreté monétaire, les scores des conditions de vie et les indicateurs de potentialités. Tandis que

¹⁵ PNUD, 2007, Mesure de la pauvreté selon la méthode de Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE), Expérience du Niger

les approches subjectives se réfèrent aux différentes raisons de l'état de pauvreté d'un ou plusieurs individus, qui sont l'aspect monétaire se manifestant par l'insuffisance d'argent pour se procurer d'un produit donné, l'aspect condition de vie par le désir d'être au même niveau du voisin et l'envie de relations sociales équivalentes à celles du voisin. Cependant, il existe plusieurs mesures utilisées pour pouvoir juger une situation de pauvreté d'individus ou de ménages.

a. Taux de pauvreté ou indice numérique de pauvreté

Le taux de pauvreté est une mesure plus simple, utilisée pour savoir le pourcentage d'individus ou de ménages pauvres dans la population. C'est le rapport entre le nombre de pauvres et le nombre total d'habitants.

b. Incidence de pauvreté

Elle indique la proportion de la population ou des ménages dont le niveau de revenu ou de consommation est inférieur au seuil de pauvreté. Autrement dit, elle représente la part de la population ou des ménages qui n'arrivent pas à acheter le panier de produit correspondant au minimum vital.

c. Profondeur de la pauvreté

Elle correspond à la distance à laquelle se trouvent des ménages par rapport au seuil de pauvreté. Cette mesure est obtenue en faisant la somme de tous les déficits des individus en situation de pauvreté, tout en supposant que le déficit est égal à zéro pour les non pauvres, et en divisant le résultat par le total de la population.

d. Sévérité de la pauvreté

La sévérité de la pauvreté est la moyenne des carrées des écarts entre le niveau de consommation des pauvres et le seuil de pauvreté. Elle tient compte non seulement de la distance qui sépare les pauvres du seuil de pauvreté ; c'est-à-dire l'écart de pauvreté, mais aussi de l'inégalité entre les pauvres. Plus la proportion des ménages pauvres est grande, plus la sévérité est forte.

e. Indice d'Amartya Sen

En 1976, l'économiste indien A. Sen a combiné en un seul indicateur l'incidence de pauvreté, son ampleur et sa répartition via le coefficient de Gini G. Cet indice est défini comme une somme pondérée des écarts de pauvreté des pauvres. Sa valeur varie de zéro à un. Le cas extrême correspond à un indice égal à zéro dans lequel toutes les dépenses ou revenus des pauvres se situent au dessus du seuil de pauvreté. Cet indice est égal à un si toute la population est pauvre et la répartition des dépenses ou revenus se caractérise par une inégalité parfaite.

f. Autres indices

Le coefficient d'inégalité de Gini mesurant l'inégalité dans la distribution de l'indicateur retenu dans les ménages étudiés et l'indice composite SST¹⁶ combinant l'incidence, la profondeur et le coefficient de Gini en termes de profondeur de pauvreté sont des autres indices permettant de mesurer la pauvreté¹⁷.

g. Autres mesures de la pauvreté

L'approche par les besoins essentiels, quant à elles, considèrent des dimensions multiples, comme une alimentation adéquate, une bonne santé, une éducation de base, un logement adéquat, des aménagements sanitaires, un bon habillement, etc. Ces différents besoins sont dits « essentiels » vu que leur satisfaction est considérée comme une condition à l'atteinte d'une certaine qualité de vie. La mesure de la pauvreté selon cette approche consiste donc à considérer tous ces besoins avant de classifier un individu dans un état de pauvreté.

Par ailleurs, selon la constatation du PNUD, la mesure de la pauvreté peut également se faire par comparaison avec le seuil de pauvreté d'une situation d'un individu. On distingue deux types de seuil de pauvreté : le seuil relatif et le seuil absolu. Le seuil relatif de pauvreté est fixé en fonction de la distribution de revenu (ou d'un autre indicateur de bien-être) dans la population étudiée. Par exemple, sur la base d'une distribution de revenu ou des dépenses des ménages, les ménages pauvres sont ceux qui ont un revenu inférieur au revenu moyen. Le seuil absolu de pauvreté est fixé de manière indépendante de la distribution de l'indicateur de bien-être. Il est basé sur un minimum de biens et services jugés nécessaires pour assurer la survie d'une personne dans un contexte socio-économique et un environnement physique donnés et souvent établi sur une base biologique. Il s'agit notamment d'un seuil de pauvreté établi sur la base des besoins énergétiques journaliers d'une personne dans un environnement donné.

L'Indicateur de Développement Humain (IDH) utilisé par le PNUD, une reprise de l'approche d'A. Sen, cherche à évaluer la qualité de vie dans chacun des pays. Cette mesure est basée sur trois dimensions : la santé, l'éducation et le revenu. Il mesure la probabilité pour un individu d'un pays donné de ne pas connaître un manque dans l'une de

¹⁶ Des initiales des auteurs : Sen-Shorrocks-Thon

¹⁷ PNUD, 2007, Mesure de la pauvreté selon la méthode de Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE), Expérience du Niger

ces trois dimensions. Sa valeur est donc comprise entre zéro et un. Un IDH proche de un correspond à une meilleure qualité de vie de la population nationale comme dans les pays industrialisés, et un IDH proche de zéro indique une mauvaise qualité de vie de la population comme dans la plupart des pays pauvres. L'Indicateur de Pauvreté Humaine (IPH) est alors le contraire de l'IDH. L'indicateur de pauvreté humaine (IPH), fondé sur trois éléments: l'espérance de vie, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'analphabétisme), les conditions de vie, notamment l'accès aux services de santé et à l'eau potable et la malnutrition des enfants. Selon cet indicateur, la pauvreté est vue comme l'absence d'opportunités permettant de bénéficier d'une existence acceptable.

Chapitre II : RELATION ENTRE EDUCATION, FORMATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Compte tenu de différentes origines de la pauvreté, surtout des différents facteurs internes, l'insuffisance de l'éducation et de la formation constitue la principale cause du blocage de la croissance et du développement économique. Pour faire développer un pays, la contribution de l'éducation et de la formation est alors primordiale. Pour justifier la nécessité de l'intervention de l'Etat pour le secteur éducatif, nombreux auteurs et économistes ont analysé l'importance de l'éducation et la formation dans la croissance ainsi dans le développement d'une économie. Les bénéfices de l'éducation peuvent se présenter de deux façons: du point de vue de l'individu et du point de vue de l'économie nationale. Trois courants de pensée économique avaient abordé la question sur la relation entre éducation et croissance/développement: l'école néoclassique, la nouvelle économie classique et l'approche en termes de développement humain. Il convient aussi d'évoquer les expériences des pays développés en matière de réussite économique avec l'investissement dans le secteur éducatif.

Section1 : Revue de littérature et théories économiques sur le rôle de l'éducation et la formation dans la croissance économique

Le niveau d'éducation de la population d'un pays peut étroitement influencer son niveau de croissance économique du fait qu'une population bien éduquée est plus productive. Plusieurs théories économiques ont mis l'accent sur le rôle de l'éducation et la formation dans la croissance économique. Les théories du capital humain considèrent l'éducation comme le principal moteur de la croissance économique en formant un capital humain plus productif. Elle est une condition de la modification des comportements sociaux et des modes de production. Les théories de la croissance endogène ont démontré que l'éducation et la formation constituent un facteur endogène de la croissance économique. Tandis que d'autres nouvelles théories économiques ont expliqué les autres avantages de l'éducation.

1. Les théories sur le capital humain

Les économistes ont noté le rôle joué par la qualification de la main d'œuvre dans l'accroissement de la production. Le niveau de production d'une économie ainsi la croissance durable dans le long terme dépend de l'accumulation du capital humain. Les années 1960 ont été caractérisées par le développement de la réflexion théorique sur le rôle de l'éducation dans la croissance économique. J.Mincer (1958), T.W. Schultz (1963) et G.S. Becker (1964) ont développé la théorie du capital humain en partant du modèle de R.M. Solow sur le rôle du progrès technique dans la croissance. Le modèle de R.M. Solow consiste à inclure aux côtés du capital physique, le capital humain qui, intègre l'éducation, l'aptitude et l'expérience. Ces modèles sont caractérisés par un progrès technique exogène et l'impact des investissements en capital humain sur la productivité de la main d'œuvre. L'utilisation de ces modèles en économie a pour but de « *mesurer l'impact de l'investissement éducatif sur la croissance (ex-post), ce qui permet de justifier l'importance accordée à, l'éducation, et pour orienter (ex-ante) les choix d'investissement dans le domaine de l'éducation, ce qui débouche sur une série de recommandations en matière de politique d'éducation et de financement public de l'éducation.* »¹⁸

Gary Becker – prix Nobel d'économie 1992 et auteur du « Capital humain », un ouvrage majeur publié en 1964 – a répondu « ... *Je suis convaincu qu'il existe une forte relation de cause à effet entre les améliorations de l'éducation ou du capital humain, et la croissance économique. Mais ça marche aussi dans l'autre sens : la croissance économique a aussi des effets sur le développement de l'éducation* » concernant la question sur la corrélation existante entre la croissance économique et le développement de l'éducation. Pour Becker (1974), le capital humain est défini comme l'« ensemble des talents et compétences productifs du travailleur », qui aient été acquis de manière informelle ; c'est-à-dire par expérience, ou de manière formelle via l'éducation ou la formation. G. Becker, avec T. Schultz, a formulé l'hypothèse selon laquelle l'éducation est une acquisition de « capital humain » et représente un investissement. Mais du point de vue économique, il correspond à l'ensemble des investissements tels que l'éducation, la santé et l'apprentissage, qui accroissent la productivité d'une personne sur le marché du travail et dans d'autres domaines de la vie grâce aux connaissances, aptitudes et compétences qu'elle a acquis lors de l'éducation et de la formation. En outre, le chômage

¹⁸ Nolwen Henaff, « Education et développement. Regard critique sur l'apport de la recherche en économie », in DEFIS DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE. L'EDUCATION EN JEU, IRD (2006), p.74

est un problème auquel tous les pays en voie de développement sont confrontés. L'impossibilité de trouver un emploi pour un chômeur peut être causée par diverses raisons, mais le plus souvent c'est le manque de compétences et de qualifications.

L'économiste américain Theodore Schultz est aussi l'un des auteurs qui ont exposé la notion de capital humain. Il a étudié sur l'importance de l'investissement des individus dans la formation dans l'amélioration de leurs rendements économiques. Il a pris l'exemple d'un médecin. *«Si quelqu'un étudie la médecine, ce n'est pas seulement dans le but de soigner les gens, c'est aussi parce que les médecins gagnent plus que les balayeurs; et si un manager se forme à un nouveau système d'inventaire pour mettre à jour ses connaissances professionnelles, c'est également dans l'idée d'être promu et d'obtenir une augmentation de salaire.»*¹⁹ T. Schultz a intégré le facteur humain dans les mécanismes de développement et stipule que ce facteur est indispensable au développement économique. C'est l'amélioration de l'éducation et de la formation des populations qui permet un pays de vaincre la pauvreté. Cette analyse est similaire à celle de William Arthur Lewis qui considère la généralisation de l'éducation comme essentielle au développement.

Jacob Mincer, avec son modèle à caractère économétrique, cherche à estimer le rendement d'une année d'étude supplémentaire. Son approche sur le capital humain considère l'éducation comme un investissement en vue d'augmenter son utilité future, c'est-à-dire le salaire. L'investissement en éducation est alors associé à un coût et peut dégager un bénéfice. L'analyse de l'équation de salaire à estimer formulée par Mincer a permis de dégager une idée selon laquelle le niveau du salaire perçu par l'individu est une fonction croissante du niveau d'éducation. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus le salaire perçu est important. Avec l'hypothèse d'un individu rationnel, Mincer a conclu que l'individu fait un arbitrage entre se former ou travailler tout en prenant en compte un accroissement de la productivité et des flux de revenus futurs plus importants.

De plus, la formation des intellectuels accroît la productivité de travail dans les entreprises privées par le biais de l'utilisation des fruits des recherches scientifiques et la rapidité de s'adapter à l'innovation et à l'évolution de la technologie. L'accroissement de la productivité des machines et des travailleurs dans les industries accroît les productions, ainsi que la croissance économique d'un pays. Une des finalités de la formation professionnelle est l'acquisition des compétences qui permettent à la personne d'assumer

¹⁹ OCDE, La valeur des gens

son rôle de travailleur et d'évoluer sur le marché du travail. Elle vise ainsi à préparer la personne à assumer ses responsabilités comme travailleur dans un champ donné d'activités professionnelles et contribuer à son développement et à assurer l'acquisition qualitative et quantitative des compétences nécessaires pour répondre aux besoins actuels et futurs du marché du travail.

Quatre facteurs de production qui conditionnent l'activité économique et causent la croissance peuvent être distingués, à savoir la terre, le travail, le capital et l'entreprise. Pour le facteur travail, A. SMITH pense que ce n'est pas la masse des travailleurs qui alimente l'activité économique, mais « les talents utiles acquis par les habitants ou membres de la société ». Ces derniers sont les plus souvent à l'origine de diverses formations que les travailleurs ont suivies. On peut dire alors que la formation joue un rôle crucial dans la croissance économique en favorisant les talents, les connaissances et les compétences des individus qui vont à leur tour accroître leurs productivités ainsi la production.

Selon les théories sur le capital humain, les rendements privés de l'éducation sont calculés à partir des revenus supplémentaires dérivés d'une année de maintien dans le système d'éducation. Le coût privé correspond au manque à gagner, c'est-à-dire ce que les individus auraient pu gagner s'ils avaient travaillé au lieu d'étudier une année supplémentaire. Le rendement social est, quant à lui, calculé en tenant compte des dépenses publiques d'éducation. L'économiste A. Michael Spence a analysé les liens entre l'éducation et le revenu d'un individu. La hausse du niveau de revenu est affectée par l'accroissement du niveau d'éducation en raison de l'amélioration de la productivité de l'actif mieux formé. De plus, Adam Smith avait déjà soutenu la thèse selon laquelle une formation plus poussée induit à un surcroît de revenus dégageant un bénéfice et couvrant les dépenses d'éducation supplémentaires.

Le capital humain est considéré comme condition au préalable du développement technologique. Elle a un effet sur la productivité totale. Une main d'œuvre mieux éduquée et mieux formée est capable d'absorber les technologies modernes et d'innover. La qualité de l'éducation importe plus sur la croissance économique à long terme que la quantité de l'éducation.

2. Les théories de la croissance endogène

Les modèles de croissance endogène, dans lesquels le modèle de Romer s'est développé, ont mis l'accent sur le rôle déterminant de l'éducation dans la croissance

économique en améliorant l'efficacité de la main-d'œuvre et étant un élément essentiel du développement technologique par le biais des effets externes. Ils ont aussi insisté sur l'importance de l'innovation qui part de la recherche et développement (R & D). Pour Romer (1988), c'est le niveau de formation dans une économie à un moment donné qui stimulera la R & D, source de la croissance économique. Ces modèles stipulent que la formation et l'innovation sont complémentaires. Le niveau de formation a deux impacts positifs du fait qu'un niveau de formation élevé permet des innovations technologiques et que ces innovations peuvent être utilisées par les actifs.

Pour pouvoir expliquer les raisons des différences en termes de croissance économique entre pays ; Mankiw, Romer et Weil ont essayé de trouver les variables explicatives de la croissance économique. Ces variables sont le taux de croissance de PIB par tête, le taux de croissance du capital physique, le taux de croissance du capital humain et le taux de croissance du progrès technique. La variation du taux de croissance d'une économie est donc fonction de celles de ces variables. En outre, Robert Lucas a également essayé d'expliquer ces différences en incorporant la dimension du capital humain. Ce dernier est selon lui considéré comme un facteur de production dont l'accumulation est bénéfique pour la croissance. Lucas stipule que le moteur de la croissance économique réside dans l'efficacité d'accumulation de capital humain qui croît toujours de façon linéaire illimitée. Ainsi, les différences dans les taux de croissance entre pays proviennent des différences en matière de cette accumulation. Des faits ont montré qu'effectivement ce sont les pays dont le système d'éducation était le plus avancé en 1960 qui ont réalisé un taux de croissance économique élevé dans les années suivantes (Persson and Tabellini). L'analyse de Charles I. Jones sur les modèles de David Romer et David Weil lui a permis d'affirmer que les pays riches sont ceux qui investissent la plus grosse part de leur PIB en capital et qui consacrent le plus de temps à la formation.

Deux autres spécialistes, Nelson et Phelps (1966), ont aussi analysé sur la croissance endogène. Ils soutiennent l'idée selon laquelle la croissance de la productivité totale des facteurs dépend positivement du stock de capital humain grâce à l'effet du capital humain sur l'adoption et l'application de nouvelles technologies à l'étranger.

Aghion et Howitt (1992) ont, quant à eux, développé un modèle de croissance endogène néo-schumpétérienne en insistant sur le rôle-clé joué par l'innovation dans la croissance qui est liée à la part de la main-d'œuvre affectée aux activités de recherche.

Pour la théorie de la croissance endogène, selon BARRO, l'effet du capital humain sur la croissance se manifeste par deux voies : la facilitation de l'absorption de

technologies plus élaborées en provenance des pays développés et la favorisation de l'ajustement à la hausse du capital physique. Le stock initial d'éducation est important, selon ce modèle, pour la détermination du taux de croissance sur une longue période. Robert BARRO a évoqué dans son analyse l'existence d'effet positif significatif du nombre d'années d'études dans le secondaire et le supérieur pour les plus de vingt-cinq ans sur la croissance. En effet, une année supplémentaire de scolarisation dans le supérieur pour un homme accroît le taux de croissance d'un pourcentage substantiel de 1,2 point par an. En plus, l'éducation des femmes stimulent la croissance économique en abaissant la fécondité et la mortalité infantile.

3. Les autres théories économiques

Les analyses sur le rôle crucial de l'éducation et la formation n'étaient pas arrêtées sur les modèles de la croissance. De nombreuses théories économiques apparaissent pour souligner l'importance de ce rôle : la théorie du signal et la théorie du chômage de prospection ou « job search », les modèles de concurrence, la théorie des attitudes et la théorie des filtres.

Les modèles de signalement ou la théorie du signal, avec l'hypothèse d'une information imparfaite des agents sur le marché du travail, affirment que le diplôme constitue pour les entreprises un signal qui les aide à identifier les personnes ayant les capacités productives adéquates. Selon l'économiste Joseph E. Stiglitz (Prix Nobel de l'économie en 2001), l'éducation est un filtre par lequel les talents innés sont identifiés. Les capacités individuelles à être adapté à un emploi sont confirmées par l'éducation. De plus, A. Michael Spence, dont la plupart de ses travaux sont similaires à ceux de Stiglitz, dans la « théorie du signal », a souligné l'importance du rôle de l'éducation en tant que « signal » pour les employeurs sur le marché du travail compte tenue de l'imperfection de l'information. Elle permet, à cet égard, de réduire et de minimiser les coûts de recrutement et de formation pris en charge par les employeurs.

La théorie du chômage de prospection stipule qu'en gérant son capital humain, l'individu optimise sa décision en matière des investissements en formation pour gagner en productivité ainsi en rémunération. Les différences en matière de formation expliquent les écarts de salaires entre travailleurs.

Les modèles de concurrence (pour l'emploi) de Thurow accordent aussi une importance à la formation. D'après ces modèles, il existe deux types de marchés du travail, l'un interne à l'entreprise, l'autre externe. Si un dirigeant veut recruter un nouveau

personnel, il recourt souvent au second type de marché du travail. Sur le marché externe, le niveau de formation constitue le premier critère de sélection en le considérant comme un gage d'ouverture d'esprit et d'adaptabilité. Ainsi, on peut dire, en se référant à ces modèles, que la formation aide celui qui cherche un emploi à trouver de façon plus facile.

Une autre théorie a considéré l'éducation comme un élément qui assure la division de travail : la théorie des attitudes formulée par Bowles et Gintis, selon laquelle l'éducation prépare à la division du travail en même temps qu'elle installe l'acceptation du travail et la formation vise à créer des attitudes conformistes et soumises. Cette théorie trouve une double mission de l'école : l'une consiste à former le prolétariat à l'appareil productif, l'autre à réserver à une élite les enseignements nécessaires aux tâches d'encadrement et de création.

La théorie des filtres a, quant à elle, essayé de surmonter l'idée de Gary Becker dans la théorie du capital humain. Elle a été développée par Arrow et stipule que l'éducation ne sert pas à accroître les capacités des individus mais à les identifier afin de pouvoir les filtrer. En effet, le système productif filtre les individus en fonction des qualités qu'il recherche. Dans ce cas, la formation, et en particulier le diplôme, sert à apporter de l'information sur les qualités des individus (intelligence, capacité de travail...).

Section2 : Rôle de l'éducation et de la formation dans le développement économique

Selon les analyses d'Amartya Sen qui s'est intéressé à la mesure du bien-être, l'amélioration de l'éducation constitue un facteur de développement par ses effets sur la santé, la reproduction, le statut et la participation des femmes au marché du travail et la démocratie ; elle est en même temps un indicateur du développement si on se réfère à l'IDH. L'idée centrale de cet économiste est basée sur le rôle de l'éducation en tant qu'un des facteurs de libération de la personne car la liberté de choix favorise le développement. Une éducation de qualité constitue une source d'amélioration des Recherches et Développement (R&D). Par ailleurs, nombreux pays ont opté pour une formation professionnelle et technique (FPT) pour deux raisons : le développement de la personne et la réponse à des impératifs de développement économique. De plus, après l'analyse de Pierre Bauchet et Paul Germain en juin 2003, la croissance ne peut s'installer de façon

durable sans une production préalable suffisante de capital humain²⁰. Ainsi, l'éducation a un impact positif sur la réduction de la pauvreté et les inégalités en rendant les populations moins vulnérables et en favorisant leur participation au développement, à l'exercice de la citoyenneté et à la bonne gouvernance. De plus, elle affecte positivement la démographie, l'hygiène et l'état sanitaire de la population. Elle a aussi des effets positifs sur la conservation de la qualité de l'environnement et sur la meilleure gestion des ressources naturelles.

1. Contribution de l'éducation et de la formation au développement humain

Pour la théorie du développement humain, elle trouve son origine dans les travaux de l'économie de l'écologie, du développement durable, du bien-être, et dans les recherches sur le genre. Cette théorie a été développée par l'économiste indien A.K.Sen. L'importance de l'éducation peut être prouvée dans les domaines démographiques, sociaux, politiques, ainsi économiques au sens strict de la contribution des hommes à la production des biens et services. L'accès à l'éducation de qualité est considéré comme un indicateur du développement économique vu que l'éducation est l'un des facteurs de la liberté des individus. Elle améliore le bien-être et la qualité de vie des individus en favorisant leur santé grâce à leur capacité de préventions de maladies ou l'amélioration de l'efficacité de traitement.

Cette section parle beaucoup de l'éducation pour la santé. De manière générique, elle peut être définie comme un ensemble d'activités intentionnelles de transfert et/ou de construction de savoirs relatifs à la santé d'une personne, d'un groupe social ou d'une communauté (Deccache et Meremans, 2000). D'une part, elle est centrée sur l'apprentissage des compétences et comportements favorables à la santé. D'autre part, elle est considérée comme un aspect de l'éducation générale, l'éducation à la vie. Selon Deccache (2008), l'éducation pour la santé favorise l'état de santé d'une personne ou d'un groupe par le biais de l'amélioration de leurs comportements de santé ou leur mode de vie grâce aux savoirs, savoir-être et compétences relatifs à la santé, qui sont acquis lors d'un apprentissage.

Il existe une relation réciproque entre l'éducation et la santé. En effet, la qualité de la santé des enfants peut avoir un impact positif sur leur éducation, mais l'inverse est aussi

²⁰ L'ÉDUCATION, FONDEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE, Pierre Bauchet et Paul Germain, juin 2003

vrai. On pense toujours que l'éducation et la santé sont deux secteurs différents à cibler pour pouvoir lutter contre la pauvreté. Et même les gouvernements allouent des ressources budgétaires différentes pour satisfaire les besoins respectifs en ces deux secteurs. Mais en réalité, si l'accès à l'éducation est assuré, la santé va être logiquement améliorée. Une population bien éduquée peut améliorer sa santé. Une étude récente de l'Institut de Statistique de l'Unesco et de l'OCDE a postulé : *«Il est maintenant prouvé que le capital humain est un facteur-clef de la croissance économique et de nouvelles données indiquent qu'il est aussi associé à toute une série d'avantages non économiques comme l'amélioration de la santé et celle du bien-être.»*²¹

Par ailleurs, l'éducation aide les élèves à comprendre l'importance d'adopter des comportements « sains », d'encourager le développement équilibré de leur personnalité, de leurs aptitudes physiques et de favoriser des comportements propices à une bonne santé. L'existence d'une forte corrélation entre le niveau d'instruction et la qualité de la santé se traduit par une espérance de vie supérieure.

En outre, les individus ayant des compétences cognitives généralement développées dans le contexte scolaire ne risquent pas d'avoir une mauvaise hygiène de vie et sont capables de gérer de manière adéquate leurs besoins en santé et en soins de santé. Au contraire, les personnes qui possèdent des connaissances de base limitées souffrent de maladies chroniques.

Le niveau d'éducation peut également influencer les comportements en matière de santé. En effet, un individu bien éduqué ne risque pas de devenir alcoolique, de conduire dangereusement, de devenir obèse et de fumer. Ce qui va améliorer évidemment son espérance de vie, ainsi sa productivité.

Enfin, une mère éduquée peut favoriser la capacité cognitive de ses enfants. Une bonne connaissance de la maladie par le biais de l'éducation est suffisante pour bénéficier d'une bonne santé. L'éducation permet de résoudre les problèmes sociaux, culturels et environnementaux. En effet, elle fait prendre conscience à l'apprenant de l'origine environnementale de certains problèmes de santé. Dans les pays en développement, il a été établi que l'éducation, en particulier celle des mères, avait une incidence notable sur les taux de mortalité infantile et post infantile.²²

²¹ ISU-OCDE, 2002 : 6

²² Nations Unies, Population, éducation et développement, New York, 2003

L'élévation du niveau d'instruction des femmes a contribué non seulement à réduire la fécondité mais à transformer les rapports sociaux de sexe, en revalorisant le statut des femmes, leur permettant d'accéder à de nouveaux rôles sociaux, grâce au pouvoir économique que confère l'instruction.²³

2. Contribution de l'éducation et de la formation au développement durable

Quand on parle de développement durable, on se réfère toujours à la conservation et à la protection de l'environnement. Or cette action fait appel à la prise de conscience des individus. Les gens mal éduqués ignorent l'importance de la conservation de l'environnement. C'est pour cela que l'éducation joue un rôle primordial dans le développement durable d'un pays. Un Proverbe chinois, Guanzi (environ 645 avant J. C.) dit : « *Si tu veux une année de prospérité, cultive du riz. Si tu veux dix années de prospérité, cultive des arbres. Si tu veux cent années de prospérité, éduque des hommes.* »

Beaucoup comprend l'importance et le rôle crucial de l'éducation dans la réalisation du développement durable. Ainsi, la première présentation du concept d'« éducation en vue du développement durable » (EDD) au niveau international était le Sommet de la Terre, à Rio de Janeiro en 1992. Ce Sommet avait pour objectif de réorienter l'éducation vers un développement durable, de mieux sensibiliser le public et de promouvoir la formation dans ce domaine. De plus, il a été décidé lors du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002 que le développement durable va être intégré dans tous les niveaux du système éducatif et le lancement d'une Décennie spécifique en faveur de l'EDD était préconisé. Encore, l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptait, depuis décembre 2002, une résolution proclamant le période 2005-2014 « *Décennie mondiale pour l'éducation en vue du développement durable* » en collaborant avec l'UNESCO pour sa mise en œuvre.

En général, l'EDD a pour but d'assurer une éducation de qualité et favoriser un développement humain durable. Pour ce faire, elle soutient cinq types fondamentaux d'apprentissage : apprendre à savoir, apprendre à être, apprendre à vivre ensemble, apprendre à faire et apprendre à évoluer soi-même et transformer la société. Elle équivaut à l'éducation à l'environnement (EE) ayant comme finalité l'émergence de citoyens

²³ Yves Charbit et Mababou Kébé, Education et changements démographiques, in Défis du développement en Afrique subsaharienne, Paris, 2006.

responsables qui sont capables de participer à l'action et à la décision collective. Selon la description/définition de l'EDD par l'UNESCO, elle constitue un moyen d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les objectifs de l'Éducation pour tous. En effet, elle inclue des questions clés comme la réduction de la pauvreté, la découverte de moyens d'existence durables, le changement climatique, l'égalité entre les sexes, la responsabilité sociale et la protection des cultures autochtones. Ainsi, deux interprétations pédagogiques de l'EDD ont pu être distinguées : d'un côté, elle est un moyen de transfert des ensembles « appropriés » de savoirs, d'attitudes, de valeurs et de comportements ; d'un autre côté, elle est un moyen de renforcer les capacités et les opportunités des individus face aux problèmes de durabilité pour leur permettre de concevoir eux-mêmes des modes de vie alternatifs.²⁴

Comme l'éducation consiste à former, développer et faire grandir l'individu pour son développement et aussi pour celui de la société, l'éducation joue un rôle important pour assurer un développement durable dans la mesure où, non seulement elle est un secteur politique qui peut mettre en œuvre les objectifs d'un développement durable, mais aussi, elle favorise l'acquisition de compétences nécessaires à cet égard. C'est dans le cadre de l'éducation que l'on peut former les citoyens à participer à la concrétisation d'objectifs d'un développement durable, à contribuer ainsi à la résolution de problématiques complexes relatives au développement durable et à prendre conscience de la protection de l'environnement pour un développement durable. Après l'analyse de Sitrak'Andrianarisaina Nirina sur l'opération Sekoly Maitso à Madagascar, elle a pu démontrer que l'éducation consiste à responsabiliser des enfants face à l'environnement en adoptant des comportements favorables à la protection de l'environnement.²⁵

3. Les effets économiques indirects de l'éducation et la formation

Il est déjà expliqué que l'éducation affecte directement le fonctionnement de l'économie en agissant sur la croissance. Mais ses impacts sur la croissance et le développement ne se limitent pas seulement à l'accroissement du niveau de production. Ils

²⁴ UNESCO, l'Éducation pour le développement durable 2009, p 28.

²⁵ UNIVERSITE D'ANTANANARIVO Faculté de Droit d'Economie de Gestion et Sociologie, SITRAK'ANDRIANARISAINA Nirina, Analyse des impacts de l'éducation environnementale à Madagascar, Février 2004, Mémoire de Maîtrise.

se présentent de manière indirecte dans les domaines microéconomiques et macroéconomiques.

a. Au niveau microéconomique

Les effets microéconomiques de l'éducation se réfèrent toujours à l'amélioration des comportements individuels des agents économiques et à l'existence des externalités positives. Tout d'abord, l'éducation affecte les comportements individuels en changeant leur mode de consommation. En effet, plus le niveau d'éducation d'un individu augmente, plus il devient capable d'utiliser les biens de consommation qu'il achète pour des consommations productives.

Le comportement d'épargne d'un individu peut aussi être affecté par son niveau d'éducation. Un individu bien éduqué est capable de gérer de manière efficace son épargne de façon à projeter dans l'avenir.

De plus, quand on parle des activités domestiques des ménages, le niveau d'éducation a un impact positif. Les individus à haut niveau d'éducation peuvent calculer le coût d'opportunité entre travailler et consommer plus de temps pour des activités domestiques comme la cuisine, le ménage, l'éducation des enfants, ... en cherchant des moyens pour réduire au maximum la consommation de temps, par exemple en utilisant des biens matériels comme l'équipement électroménagers.

Si on se réfère à l'existence des externalités de l'éducation, au sein de la famille, le niveau d'éducation du père peut atteindre de manière indirecte les études, les activités et les comportements de ses enfants. Au sein de la communauté, elle améliore non seulement les comportements de convivialité entre les membres, mais aussi l'enrichissement culturel des individus du fait de la fréquentation entre individus à haut niveau éducatif. Sous l'égide de l'existence des effets externes positifs, sur le marché du travail, le niveau d'éducation d'un individu favorise encore les aptitudes des travailleurs au fait que le savoir-faire, les conseils, le sens d'organisation d'un travailleur peuvent être transmis à ses collègues.

L'éducation présente aussi des effets politique, social, culturel et économique proprement dit. L'impact politique de l'éducation s'explique par la favorisation de la démocratie et du développement des procédures de choix lié à ce régime, ainsi par la stabilité politique et institutionnelle. Son effet social se manifeste par la cohésion sociale, la solidarité, le développement des institutions sociales, le système judiciaire et le système éducatif lui-même. Quant à l'effet culturel, l'éducation favorise le développement des institutions et des activités culturelles. Enfin, en terme des effets économiques, elle s'avère

être un des outils de fonctionnement des marchés, celui des biens et services, celui du marché des capitaux et celui du marché du travail. Le marché des biens et services fonctionne bien avec l'existence de consommateurs éduqués qui ont toujours la curiosité de rechercher des informations plus efficaces. Ensuite, les emprunteurs éduqués sur le marché de capitaux sont plus conscients de risques de défaillance. Enfin, sur le marché du travail, l'influence de l'éducation se présente par la mobilité, l'adaptabilité et l'information des offreurs de travail.

b. Au niveau macroéconomique

Autre que les effets positifs de l'éducation et la formation sur la croissance économique grâce à l'accumulation du capital humain et à l'amélioration de la productivité, on peut encore évoquer la contribution de l'amélioration de l'accès à l'éducation et la formation aux équilibres macroéconomiques.

Elle favorise, d'abord l'équilibre sur le marché du travail grâce à la réduction du chômage issue de l'insertion professionnelle plus rapide qui est déterminée par les innovations technologiques et l'adaptabilité des mains d'œuvre.

Ensuite, l'éducation affecte les finances publiques en augmentant les recettes fiscales de l'Etat. Comme il est déjà expliqué, l'éducation peut accroître le salaire d'un individu, les revenus abondants augmentent les recettes fiscales par l'intermédiaire des impôts sur le revenu et du TVA (taxe sur la valeur ajoutée) collecté dans les dépenses massives de consommation des ménages à revenu élevé.

Au niveau international, la qualification de la main d'œuvre grâce à l'acquisition des compétences via l'éducation et la formation améliore la structure des échanges et du commerce internationaux, est favorable aux exigences du marché international. De ce fait, l'éducation joue un rôle important dans les relations internationales. Elle contribue également à l'amélioration de l'attractivité d'un pays pour les investissements directs à l'étranger (IDE) de haute valeur ajoutée grâce l'amélioration de la qualité de son capital humain.

En addition, l'inefficacité de l'administration publique se traduit par une mauvaise allocation des ressources de l'Etat qui conduit au non satisfaction des besoins exprimés par la population. Cette inefficacité est souvent causée par l'insuffisance des compétences des administrateurs publics qui sont recrutés dans le cadre de la corruption et la pratique du népotisme. La mise en œuvre de formation adéquate pour ces administrateurs est donc la base de l'efficacité de l'administration publique pour le développement économique d'un pays. De plus, une population mieux éduquée et mieux formée est source de stabilité

politique qui permet au gouvernement d'adopter une stratégie de développement basée sur l'accumulation rapide du capital grâce à une politique de distribution fonctionnelle du revenu en faveur des profits des entreprises (You, 1998). C'était le cas de la Corée du sud.

Enfin, l'impossibilité pour un ménage de trouver un emploi lui amène à se pencher vers les activités relevant du secteur informel qui constitue le symbole de la pauvreté d'un pays. La formation liée à l'emploi est une voie efficace pour résoudre ce problème. Ce qui ne signifie pas que la formation professionnelle est une condition suffisante pour la réduction du chômage, mais sa contribution est nécessaire. L'éducation peut aussi réduire la propagation des activités relevant du secteur informel en améliorant la connaissance et la moralité des petits exploitants.

Section3 : Les expériences vécues par les pays développés

Les facteurs de réussite des pays industrialisés dans le développement de leur économie sont nombreux. Une des principales sources de leur puissance économique a été basée sur la valorisation du capital humain tant dans le domaine de la recherche que dans le marché du travail. Ces pays ont donné une importance primordiale à la formation des intellectuels. Les pays qui ont des niveaux d'éducation élevés tendent à s'enrichir et peuvent ainsi dépenser davantage pour accroître l'éducation. En effet, historiquement dans des pays comme l'Allemagne et les États-Unis, l'apparition de l'enseignement de masse à la fin du XIXe siècle précède la période de forte croissance économique. De même, les pays asiatiques qui ont pu réaliser de miracle économique ont tous atteint de littérature relativement élevé.

1. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique

L'économie américaine est reconnue dans le monde comme une économie très développée. Les Etats-Unis d'Amérique étaient depuis longtemps une puissance économique mondiale. Leur prospérité vient de l'existence des intellectuels qui contribuent efficacement à la croissance et au développement rapide de leur économie. La célèbre étude de Denison en 1985 sur la période 1929 à 1982 a montré que, 28 % de la croissance américaine peut être expliquée par les progrès éducatifs, en quantité (durée de formation) et en qualité (meilleures formations), c'est-à-dire par l'amélioration du capital humain, à cela s'ajoutent les progrès technologiques. C'étaient les deux éléments fondamentaux de la croissance du pays au XXe siècle. Les États-Unis ont trois grandes

transformations de leur système éducatif : la première concerne l'école primaire (*common school* ou *grade school*) au milieu du XIXe siècle; la seconde est la multiplication des écoles secondaires publiques (*public high schools*) dans l'entre-deux-guerres ; et la troisième consiste l'enseignement supérieur après 1945 (*colleges* et universités), dans le cadre du GI Bill of Rights. De plus, le programme Head Start (*Longueur d'avance*), inspiré du GI Bill, sous l'administration Lyndon Johnson dans les années soixante a été adopté pour donner une *pré-éducation* aux enfants des familles pauvres et défavorisées, afin de mieux les préparer à l'école primaire.²⁶ Selon la théorie de la croissance endogène, la richesse des Etats-Unis était à l'origine du niveau de capital par tête élevé, du niveau élevé d'éducation de sa population et de l'usage plus productif de ses facteurs de production. Le gouvernement américain a accordé une importance à l'éducation et à la formation des jeunes. D'après les comparaisons internationales faites par Claude Sauvageot et Nadine Dalsheimer, les Etats-Unis d'Amérique étaient, en 2005, le pays dont la part du PIB allouée à l'éducation était la plus élevée par rapport aux autres pays. Cette dépense était de 7,1% si 5,8% pour la moyenne des pays de l'OCDE. La part des fonds publics dans l'enseignement y est élevée, soit 90,8%.²⁷ De plus, en se référant au nombre d'heures d'enseignement, les Etats-Unis précèdent tous les autres pays : soit 1 080 heures contre 717 pour la moyenne OCDE. Benjamin Disraeli, dans la Chambre des Communes, affirma le 15 juin 1874 « *Upon the education of the people of this country the fate of this country depends.* » Autrement dit, le succès des Etats-Unis d'Amérique a été assuré par l'éducation de la population. Ce pays a déjà depuis longtemps commencé à éduquer sa population. A titre d'illustration, le nombre d'élèves à l'école primaire pour 10 000 habitants était de 1 500 en 1830 si cet effectif n'a pas pu excéder 900 pour des pays comme la Grande Bretagne, la France, l'Espagne et l'Italie à cette même année; et même inexistant pour les autres pays. Seul l'Allemagne leur a dépassé avec un nombre de 1 700 élèves sur 10 000 ; mais pour l'année 1908, ce nombre diminuait à 1547 pour l'Allemagne et augmente de 1908 pour les Etats-Unis (Easterlin, 2000). Les Etats-Unis ont déjà dès l'année 1990 un taux d'accès à l'éducation plus élevé : 75 % de la population étaient diplômés du niveau secondaire en 1990, le taux de scolarisation secondaire des enfants de 17 ans atteignait 85% entre 1960 et 1962 (Ringer, 1979). Le rôle de l'État fédéral est plus

²⁶ Jacques Brasseul, « Le rôle de l'éducation dans le développement économique des États-Unis : le cas du GI Bill »

²⁷ Education at a Glance: OECD Indicators, Paris : OCDE, 2001

important dans le supérieur, depuis le *Morrill Act* de 1862. Ainsi, le nombre d'étudiants passe de 52 000 en 1870 à 240 000 en 1900, les doctorants de 50 à 6000. Par ailleurs, aux Etats-Unis d'Amérique, les enfants reçoivent au moins douze années d'éducation et les Etats prennent en charge la majorité des dépenses d'éducation avec un financement de 50%, s'il est seulement de 7% pour l'Etat fédéral. Par ailleurs, la plupart des grandes universités aux Etats-Unis sont publiques et financées majoritairement par le gouvernement fédéral. L'éducation absorbe chaque année près de 9 % de la richesse produite aux États-Unis.²⁸

En URSS, l'enseignement est gratuit du premier degré au niveau supérieur. Il est financé majoritairement par l'accumulation de la production collective socialiste, puis financé entièrement par les ressources de l'économie à partir de 1965. Le gouvernement comprend bien l'importance de l'accès à l'éducation et à la formation dans la productivité et dans le progrès économique. Il a consacré une part importante de dépenses publiques à l'enseignement et aux investissements pour la construction des infrastructures éducatives pour la meilleure éducation de la population et l'amélioration de qualifications des travailleurs. Par conséquent, entre 1924 et 1934, presque toute la population a terminé l'enseignement primaire. Ceux qui ont fini le niveau secondaire, les diplômés de l'enseignement supérieur ou secondaire, les professeurs, les médecins, les ingénieurs et les savants deviennent plus nombreux. Depuis longtemps, l'URSS est le pays qui compte le plus d'ingénieurs, de techniciens diplômés et de cadres techniques dans le monde. Tous ces atouts particuliers ont tous favorisé sa prospérité et son développement économique.

2. Les pays de l'Union Européenne

Les pays de la zone euro composent l'Union Européenne. Ces pays sont des pays du continent européen. L'Union Européenne est aujourd'hui dans une place aussi dominante au niveau de l'économie mondiale. L'Euro devient la monnaie la plus utilisée pour l'échange mondial. Sa prospérité économique est grâce à l'union des intellectuels venant de ces différents pays. Une des expériences européennes sur l'éducation et la formation était l'élaboration du « Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » qui a permis aux citoyens de tous âges d'accéder à des opportunités de

²⁸Philippe Aghion et Élie Cohen, « Éducation et croissance »

formation gratifiantes en Europe.²⁹ Ce programme a été subdivisé en quatre sous-programmes à savoir : le programme Comenius pour l'enseignement fondamental, le programme Erasmus pour l'enseignement supérieur, le programme Leonardo da Vinci pour l'éducation et la formation professionnelle et le programme Grundtvig pour la formation des adultes. Ainsi, le développement d'une société européenne avancée et fondée sur la connaissance et le renforcement de la cohésion sociale avec l'éducation et la formation étaient des objectifs visés. Ce programme a pu expliquer la réussite économique européenne, particulièrement en favorisant la cohésion sociale entre les pays membres. De plus, le financement de l'éducation et de la formation professionnelle dans les pays de l'Union européenne était non seulement pris en charge par les gouvernements, mais aussi par les entreprises, comme le cas de l'Allemagne et le Pays-Bas. En France, la loi du 16 juillet 1971 oblige les entreprises à contribuer financièrement à l'éducation et à la formation des adultes et à atteindre des objectifs éducatifs. La France investit plus de 6% de son PIB dans l'éducation. En outre, les frais de scolarité à charge des étudiants sont peu élevés dans l'enseignement tertiaire de type A en Autriche, en Belgique, en Espagne, en France, en Irlande, en Italie, au Portugal et en Suisse. C'est pour cette raison que la majorité de leur population ont plus de chance à accéder aux services éducatifs.

En se référant aux liens entre le niveau de formation et la chance de trouver un emploi, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les diplômés de l'enseignement supérieur sont plus susceptibles d'avoir un emploi que les non-diplômés.³⁰ En moyenne, les pays de l'OCDE dépensent 9 313 USD par élève du primaire au supérieur : 7 974 USD par élève en primaire, 9 014 USD par élève dans le secondaire et 13 528 USD par élève dans le supérieur.

3. Les nouveaux pays industrialisés et les pays asiatiques

L'abondance de main d'œuvre à bas salaire comparativement aux pays industrialisés étaient et restent encore les conditions fondamentales du succès industriel des nouveaux pays industrialisés (NPI), notamment les pays asiatiques. L'importance du nombre de la population influence les activités dans ces pays vers les secteurs intensifs en main d'œuvre. Les exportations y sont plus compétitives et favorisent les investissements

²⁹ Commission européenne, ÉDUCATION ET FORMATION pour l'inclusion sociale, RÉUSSITES EUROPÉENNES, 2010, 40p.

³⁰ OCDE, Regards sur l'éducation 2011 PANORAMA.

étrangers grâce au faible coût des mains d'œuvre mais à productivité élevée. En outre, l'utilisation massive d'une main d'œuvre féminine dans le secteur manufacturier était aussi l'un des facteurs de réussite de l'économie des NPI.

Si on parle de Japon, il est connu comme un des pays les plus étroits du monde, mais il a connu depuis longtemps une prospérité économique. En réalité, cette réussite peut être jugée comme à l'origine de l'amélioration du niveau éducatif et de la formation de la population japonaise. Son gouvernement a accordé une importance à l'accès à l'éducation de la population et a dépensé une somme importante d'argent pour ces secteurs. La créativité des jeunes éduqués et formés a permis le pays de trouver des voies pour développer son économie. Depuis la Seconde Guerre Mondiale, le Japon a réalisé une croissance économique beaucoup plus rapide que les pays occidentaux. Cette croissance rapide a été favorisée par l'accumulation du capital humain. Dès l'ère Meiji, le Japon a effectué un important effort en matière d'éducation. Si le taux d'alphabétisation de sa population était seulement de 15% en 1872, il augmentait considérablement pour atteindre 70% en 1910.³¹ Par ailleurs, la formation ancrée dans l'entreprise est une caractéristique principale du système japonais de formation professionnelle, en particulier dans une grande entreprise. Ce système profite l'entreprise en réduisant le taux de fluctuation de la main-d'œuvre et en accroissant l'investissement, qui à leur tour affectent positivement la croissance économique japonaise. Avec l'augmentation de l'industrialisation du Japon, il y avait eu de plus en plus de demandes pour les études supérieures et les formations professionnelles. Kowashi Inoue, qui succéda à Mori en tant que ministre de l'Éducation, établit des écoles professionnelles publiques et promut l'éducation des femmes pour un système éducatif non mixte. La durée de l'instruction obligatoire fut étendue à six ans en 1907. Selon les nouvelles lois, les manuels scolaires ne pouvaient être émis sans l'approbation du ministère de l'Éducation. Les écoles privées des temples bouddhistes (terakoya) et des associations de voisinage furent nationalisées en écoles élémentaires. Les écoles élémentaires devinrent obligatoires en 1872 et visaient à créer de loyaux sujets de l'empereur. Les écoles secondaires étaient des écoles pour préparer les étudiants à entrer dans l'une des universités impériales et celles-ci visaient à créer des dirigeants occidentalises qui seraient en mesure de moderniser le Japon.

En comparant les croissances économiques de l'Inde et de la Chine dans les années 90, le retard de l'Inde a été expliqué par le manque de diplômés suffisamment qualifiés en

³¹<http://www.blog.saeed.com>

dépité d'une population avoisinant un milliard de personnes. Les niveaux d'éducation sont bien plus faibles en Inde qu'en Chine. Selon les chiffres de l'UNESCO, seuls 61 % des adultes savent lire en Inde, contre plus de 90 % en Chine. C'est l'une des raisons qui expliquent le rythme plus soutenu de la croissance en Chine depuis le début des années 90. Généralement, les économistes attribuent deux principaux facteurs à la croissance économique rapide de la Chine : l'investissement à grande échelle en capital et la croissance rapide de productivité.

Pour l'Inde, Michel AMBERT et Karine CHAPELLE ont analysé l'impact de l'éducation sur la croissance économique dans les principaux Etats de l'union indienne avec des données de panel 1970-1993, à partir d'une fonction de SOLOW. En Inde, le plan d'éducation était inscrit dans les plans économiques pour apporter les ressources humaines indispensables à l'émergence d'une industrie. La répartition des dépenses publiques affectées à l'éducation entre les niveaux primaire, secondaire et tertiaire y était équitable. Le capital humain a contribué à la croissance économique indienne par le biais des niveaux de scolarisation primaire et secondaire, en analysant le cas des principaux 14 Etats indiens. En d'autres termes, la transition de l'Inde a été assurée par l'accumulation du capital humain et cela a fait le pays un pays émergent.

A partir de l'analyse du « miracle asiatique », les économistes ont pu dégager que la croissance des pays d'Asie de l'Est, surtout celle de la Corée du Sud, est à l'origine de la conjonction de la réduction de la pauvreté et des inégalités de revenu avec une offre d'éducation de base de qualité et d'une politique d'accroissement de la demande de travail. Au milieu des années soixante, la République sud coréenne a généralisé la scolarisation dans le primaire. Ce résultat était issu des efforts entrepris dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale. L'éducation joue un double rôle dans le contexte de ce pays : l'augmentation de la productivité et la réduction des inégalités. C'étaient les cas des Tigres asiatiques – Singapour, la Corée et Taiwan – qui l'a aussi justifié.

Par ailleurs, le succès des pays du Sud-est asiatique peut s'expliquer par la réussite de leur système éducatif permettant de stimuler et de soutenir leur croissance économique. L'enseignement primaire y était considéré comme une priorité et des importants investissements ont été consacrés dans ce niveau. En effet, les charges relatives aux écoles primaires étaient financées par l'Etat avec une part de 15%, par les collectivités locales à un taux de 10% et les associations des parents d'élèves s'élevant jusqu'à 75% (McGinn et al. 1980). L'Etat a participé de manière importante au financement de l'enseignement secondaire. Encore, contrairement aux colonies françaises, la Corée du Sud a bénéficié de

la colonisation. En effet, les Japonais ont contribué à la promotion de la qualité de la main-d'œuvre sud-coréenne en créant des écoles à vocation professionnelle qui comptaient 34 743 élèves jusqu'en 1943 (McGinn et al, 1980 ; Mason et al, 1980). De plus, d'après l'analyse de Aimé Herinjatovo Ramiarison, professeur à l'université, les Américains, en considérant l'éducation comme un important véhicule de démocratisation de la société, ont mis en place des programmes d'alphabétisation, établi l'éducation mixte, rendu l'éducation primaire obligatoire et gratuite en donnant une formation aux enseignants coréens pour réécrire les contenus des cours à donner (curricula) et les manuels³². Un autre facteur était l'augmentation du taux de scolarisation qui a débouché sur la réduction des taux de fécondité et de la croissance démographique.³³

³² LE RÔLE DES CONDITIONS INITIALES DANS LA CROISSANCE ECONOMIQUE RAPIDE DE L'APRES-GUERRE EN ASIE DE L'EST : LE CAS DE LA COREE DU SUD, Aimé HERINJATOVO RAMIARISON

³³ E.N. Appiah, et al., Loc. Cil, p. 38.

**Partie II : PRIORITES A L'EDUCATION ET A
LA FORMATION POUR LUTTER CONTRE LA
PAUVRETE A MADAGASCAR**

La pauvreté à Madagascar est due à de nombreux facteurs. Malgré les efforts du gouvernement, des bailleurs de fonds et d'autres acteurs pour lutter contre l'extrême pauvreté du pays, les inégalités et la pauvreté tendent toujours à frapper presque la totalité de la population. Différents facteurs peuvent être jugés responsables de cette situation, mais la principale origine c'est le manque d'éducation et de formation pour la population. Cette partie est consacrée à une analyse empirique sur l'influence réciproque entre la qualité du système éducatif malgache et la pauvreté du pays afin de mieux savoir les politiques et stratégies efficaces à adopter.

Chapitre III : LE SYSTEME EDUCATIF ET LA PAUVRETE A MADAGASCAR

En général, l'analyse du lien entre l'éducation et la pauvreté se fait au niveau macro-économique en prenant en considération l'accès à l'éducation et l'allocation des dépenses publiques à ce secteur. La qualité de l'éducation et de la formation à Madagascar ne peut pas être prise comme modèle pour les pays pauvres de l'Afrique sub-saharienne. Dans le monde, il est un des pays possédant un nombre important d'illettrés, d'analphabètes et d'autres individus qui n'ont pas la possibilité d'accéder à l'éducation et à la formation. Une part importante des enfants et des jeunes ruraux n'ont pas l'accès à ces services. Dans le monde urbain, il y a augmentation incessante du nombre des enfants en situation rue et non éduqués. Tous ces problèmes peuvent être jugés responsables de la pauvreté de la population et du pays tout entier. C'est pour cette raison que l'analyse des contextes respectifs de l'éducation et de la formation est importante pour connaître dans quelle mesure ces dernières constituent des facteurs déterminants de la pauvreté du pays. Les différentes variables explicatives de la pauvreté à Madagascar seront aussi analysées.

Section 1 : Contexte de l'éducation à Madagascar

Pour comprendre les réalités du système éducatif malgache, il convient de revenir un peu plus sur son histoire. L'apparition de l'éducation à Madagascar n'était pas issue de l'initiative du gouvernement. Elle vient d'autres pays et sa structure est héritée de celle du système de ces pays, notamment celle de la métropole. Madagascar est l'un des pays où

l'on constate un nombre important de population non éduquée dans le monde. Ce non accès à l'éducation peut être à l'origine de l'impossibilité d'aller à l'école, à l'insuffisance des moyens mis à la disposition des parents ou à l'inefficacité de l'administration publique. A cela s'ajoute les multiples impacts de la crise politique qui s'est éclatée en 2009.

1. Historique de l'éducation malgache

Depuis le début du XIX^e siècle, l'école est née à Madagascar par les envoyés de la *London Missionary Society* dont l'œuvre civilisatrice était « conçue et organisée dans un but religieux », tout en appuyant le « développement de l'impérialisme britannique » au sein d'une monarchie soucieuse au départ d'assurer « l'ouverture de Madagascar au travail et au commerce » (Belrose-Huygues, 1993 : 189 et 191).

Après la loi d'annexion du 6 août 1896, l'institution scolaire a été réorganisée pour constituer un instrument de la domination coloniale française qui s'étendait à tous les secteurs d'activités politiques, économiques et socioculturelles. Le Gouvernement a engagé, depuis 1987, le Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement (PNAE).

Depuis l'indépendance en 1960, la politique scolaire appliquée était celle de la métropole : programme français, personnel formé à la française ; mais les événements de l'année 1972 l'ont mis en cause.

Depuis 1991, pendant « la transition démocratique », une éducation plus moderne, plus équitable et plus performante a été instaurée pour faire face à l'ouverture au plurilinguisme et pour s'adapter au choix affirmé très récemment en faveur de l'ultralibéralisme.

Ainsi, l'Etat a fait de l'éducation « une priorité nationale absolue » et définit l'enseignement et la formation malgaches comme des processus censés « préparer l'individu à une vie active intégrée dans le développement social, économique et culturel du pays »³⁴

Malgré tous ces efforts, le niveau et la qualité de l'éducation de la population malgache restent lamentables.

³⁴ Loi n° 2004-04 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar.

2. La structure du système éducatif malgache

En général, le système éducatif à Madagascar comprend trois niveaux fondamentaux à savoir, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Toutefois, dans les établissements privés qui essaient de se conformer au système des pays développés, il existe un autre niveau, le préscolaire, qui précède le primaire. L'enseignement primaire est destiné aux enfants qui commencent à apprendre à lire, à écrire et à calculer. Il vise également leur alphabétiser. L'enseignement secondaire consiste généralement à préparer les adultes à faire face le monde du travail pour l'enseignement professionnel et technique et au passage vers les universités pour l'enseignement général. Enfin, l'enseignement supérieur consiste à donner des compétences et des savoirs aux étudiants pour leur productivité, pour la production de l'innovation et pour la technologie.

a. L'enseignement primaire

Avant d'explicitier le niveau primaire de l'enseignement à Madagascar, il faut d'abord jeter un coup d'œil sur l'enseignement préscolaire puisque toutes les écoles privées à Madagascar appliquent le système éducatif avec un niveau précédant du primaire imité des pays développés. En réalité, ce niveau est plus crucial au développement économique, mais l'enseignement public à Madagascar n'est pas encore en mesure d'investir en ce niveau à cause de l'insuffisance des ressources financières, physiques et humaines à la disposition de l'Etat. Seulement les enfants des ménages riches peuvent bénéficier cet enseignement. Alors qu'il est le déterminant du développement des capacités affectives, intellectuelles et sociales de l'enfant dès son petite enfance. De plus, un enfant qui a la possibilité d'obtenir une éducation préscolaire est plus intelligent, moins susceptible à l'abandon et au redoublement et réussit plus à ses études, voire même à sa vie personnelle et professionnelle. L'éducation préscolaire vise l'épanouissement physique et intellectuel de l'enfant, sa familiarisation avec son environnement (scolaire et social), et l'apprentissage à la lecture, à l'écriture et au calcul pendant son âge d'environ trois à cinq ans. A Madagascar, comme la pauvreté frappe la majorité de la population, la plupart des ménages, qui sont pauvres et n'ont pas de moyens suffisants pour l'éducation préscolaire de leurs petits enfants, doivent attendre l'âge de cinq ou six ans pour leur envoyer directement aux écoles primaires publiques sans passer le niveau préscolaire. Selon le MAP (2007-2012), entre l'âge de 3 et 5 ans, seulement cinq enfants sur cent fréquentent le niveau préscolaire. Avec la multiplication des centres préscolaires privés dans les zones urbaines, la majorité des enfants ayant la possibilité d'accéder à l'éducation préscolaire

sont issues des ménages urbaines. Le gouvernement doit alors comprendre que l'enseignement préscolaire participe largement au développement individuel ainsi au développement économique du pays. Cela est prouvé par l'adage malgache « *Ny hazo no vanon-ko lakana, ny tany naniriany no tsara.* »

Ensuite, pour tous les pays, quelque soit leur niveau de développement, l'enseignement primaire est universel à tout système éducatif. A Madagascar, l'offre d'éducation primaire est assurée à la foi par le secteur public et privé. Pour les écoles primaires publiques, c'est généralement l'Etat qui doit prendre en charge leur fonctionnement, avec les dépenses de fonctionnement consacrées aux salaires des fonctionnaires et aux fournitures pédagogiques nécessaires et les dépenses d'investissement pour la construction des infrastructures scolaires. Tandis que dans les écoles primaires privées, ce sont les parents d'élèves qui prennent intégralement en charge toutes ces dépenses. Cependant, pour les écoles publiques, l'Etat n'a pas de moyens nécessaires pour assurer l'éducation primaire universelle pour tous ; ou même si les ressources soient disponibles, elles sont gérées de manière inefficace. D'un côté les parents doivent payer les salaires et d'autres dépenses des enseignements de FRAM et les fournitures scolaires pour pouvoir envoyer leurs enfants aux écoles. Par conséquent, comme pour l'éducation préscolaire, les enfants des ménages pauvres n'ont pas de possibilité de fréquenter l'école, surtout dans les milieux ruraux. D'un autre côté, la construction de la majorité des écoles à Madagascar est prise en charge par les organismes par l'intermédiaire des différents projets de développement. A titre d'exemple, les projets du Fonds International pour le Développement (FID) dans les milieux ruraux. Le deuxième objectif inscrit dans les Objectifs du Millénaires pour le Développement (OMD) concernant l'éducation pour Tous est donc loin d'être atteint. Cette stratégie vise pour objectif d'inclure tous les enfants dans les écoles primaires dans le but de diminuer, voire d'éradiquer l'analphabétisme des enfants. Il reste encore beaucoup trop d'efforts de la part du gouvernement, des bailleurs de fonds, des organismes internationaux et locaux, et des individus pour assurer l'éducation universelle pour tous les enfants malgaches, tout en assurant la qualité. En outre, la lutte contre les inégalités d'accès à l'éducation et l'exclusion au niveau primaire, que ce soit à cause de la différence de niveau de vie, de genre ou de milieu de résidence, doit aussi aller de paire avec les stratégies pour l'atteinte de ce deuxième objectif de l'OMD.

L'enseignement primaire à Madagascar est organisé en un cycle de cinq ans à savoir : T1, T2, T3, T4 et T5 ou bien 12ème, 11ème, 10ème, 9ème, 8ème et 7ème.

L'accomplissement de ce niveau est prouvé par l'attribution du diplôme CEPE (Certificat d'Enseignement Primaire Élémentaire) qui laisse l'élève à passer au niveau secondaire.

b. Le niveau secondaire

Le niveau secondaire est le niveau après l'accomplissement de l'éducation primaire dans tous les pays. L'éducation secondaire, si elle est de qualité, contribue efficacement au changement de la mentalité d'un individu. La Banque Mondiale a stipulé, en 2005, a stipulé son importance dans différents domaines en affirmant "*Secondary education (. . .) has been shown to contribute to individual earnings and economic growth. It is associated with improved health, equity, and social conditions. It buttresses democratic institutions and civic engagement. [. . .] the quality of secondary education affects the levels above and below it-primary and tertiary education*"³⁵. D'après cette affirmation de la Banque Mondiale, l'éducation secondaire est cruciale à l'épanouissement individuel, à la croissance économique, à l'amélioration des conditions de la santé de l'individu éduqué et celle de sa famille, aux conditions sociales et à la démocratie.

A Madagascar, deux sous-niveaux de l'éducation secondaire peuvent être distingués : l'enseignement collégial et l'enseignement au niveau des lycées. Comme l'enseignement primaire, ces deux niveaux d'enseignement secondaire sont assurés à la fois par le secteur public et privé. En général, le premier sous niveau de l'éducation secondaire comprend quatre années d'études : 6ème, 5ème, 4ème, et 3ème. Le diplôme de BEPC (Brevet d'études du Premier Cycle) est délivré après l'accomplissement de ces études. L'élève ayant réussi à l'examen et obtenu le BEPC peut continuer ses études au sein d'un lycée, l'autre sous-niveau de l'enseignement secondaire, s'il dispose de moyens suffisants. Mais, la majorité des enfants pauvres à Madagascar n'ont pas la chance de continuer leurs études jusqu'aux lycées, ni même d'accomplir les quatre années d'études collégiales. De nombreux facteurs en sont responsables, comme l'insuffisance de moyens à la disposition des parents obligeant les enfants à arrêter les études et à aider leurs parents, la distance existant entre le lieu d'études et le lieu d'habitation, les discriminations de forme diverse, etc.

L'autre sous-niveau de l'enseignement secondaire est, comme nous savons déjà, est l'enseignement au lycée. Il se divise en deux catégories, l'enseignement général et l'enseignement technique. A chacun de deux, le cycle comprend trois années d'études :

³⁵ World Bank, (2005), "Expanding opportunities and building competencies for young people: A new agenda for secondary education", Washington D.C., p. 17.

2nde, Première et Terminale pour l'enseignement général et 1ère, 2ème et 3ème années pour l'enseignement technique. En terminale, ou bien à la troisième année d'études au sein des lycées, s'il n'y a pas de redoublement, les élèves doivent passer l'examen de Baccalauréat (littéraire, scientifique ou technique) pour prouver l'accomplissement de ce cycle. L'enseignement général est généralement consacré à préparer les étudiants pour faire face à de nombreux concours d'entrée aux universités, mais l'enseignement technique consiste généralement à préparer les adultes à faire face directement le marché du travail. Le taux d'accès à l'éducation diminue au fur et à mesure que le niveau augmente. En effet, seules les minorités ont la possibilité de continuer les études lycéennes. Les raisons de ce non accessibilité sont liées à l'inexistence des lycées près des lieux de résidence des élèves. Seulement un lycée par commune existe, et même d'autres communes n'ont aucun lycée et leurs enfants ayant terminé l'enseignement collégial doivent immigrer vers la ville du district s'ils veulent continuer. Alors que leurs parents n'ont pas de moyens financiers pour payer leurs charges en termes de loyers de maison, d'aliments et de fournitures pédagogiques et d'autres dépenses relatives à leurs études dans l'autre endroit. Pour terminer, pour les habitants ruraux, ceux qui ont réussi le Baccalauréat et ont la possibilité de vivre en ville doivent quitter leur village pour continuer leurs études aux universités ou pour travailler au sein des entreprises qui acceptent de leur embaucher. C'est pour cette raison que la majorité des ruraux n'ont jamais fréquenté les universités et les étudiants urbains sont les principaux bénéficiaires des études et des formations supérieures.

c. L'enseignement supérieur ou le niveau universitaire

Comme tous les pays du monde, Madagascar a aussi quelques universités qui visent à donner des compétences aux étudiants. Toutefois, face à l'existence de nombreux bacheliers, même si le pays dispose d'universités pour chacune des six provinces, on peut dire encore qu'elles ne sont pas suffisantes. Un enseignement supérieur de qualité est le moteur de la croissance économique grâce à ses bienfaits en matière de Recherches et Développement, de savoirs et d'innovations technologiques, d'une part, et à sa formation du capital humain plus productif et de haut niveau, d'autre part. C'est dans les universités que l'on peut former des cadres et des actifs que le marché du travail cherche. Malgré ces bienfaits de l'enseignement supérieur, le gouvernement malgache ignore encore l'importance de l'investissement en ce niveau. Moins de 10% de la population étudient à l'université, d'autres travaillent dans le secteur informel à faible productivité ou dans les

zones franches. Ce qui explique l'amplification de la pauvreté au sein de la population pauvre.

L'offre d'éducation quant au niveau supérieur est, comme le primaire et le secondaire, également assuré à la fois par le secteur public et privé. Mais les crises chroniques et les problèmes auxquels sont confrontées les universités publiques amènent les parents plus riches de choisir les universités privées. D'où une multiplication croissante et incessante de ces dernières. Par conséquent, on n'est plus en mesure de distinguer ceux qui offrent les formations à l'attente de la croissance et du développement du pays. En outre, le nombre d'années d'études varie selon les Facultés, les départements et les filières. Mais en général, on peut évoquer que le diplôme de Licence est issu après trois années d'études, celui de Maîtrise quatre années et le Doctorant environ six années.

3. La situation actuelle de l'éducation à Madagascar

Madagascar est l'un des pays dont le niveau de l'éducation est le plus faible au monde. Malgré les efforts du gouvernement avec ses partenaires financiers pour améliorer le capital humain du pays, encore de nombreuses contraintes risquent de nuire la qualité de l'enseignement et l'acquisition de connaissances. Les problèmes auxquels est confronté le secteur de l'éducation à Madagascar se manifestent souvent par l'élévation des taux d'abandon scolaire, l'insuffisance de la qualité de l'enseignement fondamental, l'inadéquation de l'enseignement post primaire aux besoins du marché du travail et les déviances en termes de gouvernance au sein du secteur. Certains maux causés par l'insuffisance de l'éducation pénalisent le développement du pays, à savoir : la mortalité infantile et maternelle, la malnutrition infantile et le mariage précoce des jeunes filles.

a. Alphabétisation et niveau d'instruction

L'alphabétisation et le niveau d'instruction de la population sont des éléments essentiels à l'analyse du développement d'un pays. L'augmentation du niveau d'instruction de la population permet, pour un pays, de réaliser une croissance économique dans la mesure où elle améliore le capital humain ainsi la productivité de la population. L'alphabétisation constitue aussi un facteur déterminant du développement d'un pays du fait qu'une population alphabétisée est capable de capter toute information nécessaire à son insertion socio-économique. Malheureusement, le niveau d'instruction et l'alphabétisation à Madagascar restent toujours insuffisants pour réaliser une croissance économique soutenable. Le tableau ci-dessous présente le taux net de scolarisation selon le genre en 2010 que l'on a effectué une enquête auprès des ménages.

Tableau 1 : Taux de scolarisation par niveau, selon le genre (Unité en %)

| Niveau d'instruction | Garçons | Filles | Ensemble |
|----------------------|---------|--------|----------|
| Primaire | 72,4 | 74,5 | 73,4 |
| Collège | 21,0 | 24,5 | 22,7 |
| Lycée | 6,0 | 6,7 | 6,3 |
| Supérieur | 1,1 | 1,0 | 1,1 |

Source : INSTAT/DSM/EPM2010

Selon ce tableau, la part scolarisée de la population diminue au fur et à mesure que le niveau d'instruction augmente. Pour l'ensemble, seulement 6,3% de la population a été inscrite, en 2010, aux Lycées et 1,1 aux universités. Ce qui montre une médiocre qualité du capital humain et pénalise le niveau de croissance économique jusqu'à présent.

Ce taux net de scolarisation varie aussi selon le milieu de résidence. Les individus habitant en ville ont plus de chance d'avoir un niveau d'instruction plus élevé que la population rurale. En effet, selon cette même enquête, les parts de la population urbaine ayant la possibilité de continuer des études aux Lycées et aux universités sont respectivement 17,2% et 3,1%, si ces parts sont seulement 3,4 et 0,5 pour les habitants ruraux. Ces chiffres nous permettent de conclure que la majorité des individus habitant dans les milieux ruraux ont un niveau bas d'instruction et que la productivité dans le monde rural est largement faible.

En outre, si le taux d'alphabétisation indique la part de la population qui sait lire, écrire et faire un petit calcul, l'EPM 2010 a montré que ce taux varie selon le milieu de résidence et le Groupe Socio-économique du chef de ménage. C'est dans les milieux ruraux que l'on rencontre le plus des individus analphabètes. Quant au GSE, ce taux est 49% pour les ménages pauvres si 88% pour les riches. Ce qui démontre les inégalités en matière d'accès à l'éducation entre les riches et les pauvres.

b. La qualité de l'enseignement à Madagascar

L'aspect qualitatif du système éducatif est un élément essentiel du développement économique. Il permet de connaître l'importance de l'amélioration de la qualité de l'éducation dans le développement des capacités individuelles de la population et le développement du pays. A Madagascar, l'enseignement de meilleure qualité est généralement loin être assurée à cause des raisons diverses. Selon l'indicateur de

développement publié par le PNUD pour l'année 2013, Madagascar se trouve au 151^{ème} rang sur 186 pays du monde. Cette médiocrité de l'enseignement est principalement à l'origine de l'insuffisance de la qualification des enseignants et des infrastructures scolaires adéquates. A titre d'illustration, environ 57%, des enseignants dans le niveau primaire, public et privé, sont titulaires d'un Certificat d'Aptitude à l'Enseignement (CAE) ou un Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) pour être qualifiés. Malgré que Madagascar ait, depuis 2003, participé à la Campagne Mondiale pour l'Education (CME) au cœur de laquelle un thème sur l'éducation et l'enseignement de qualité nécessitant des enseignants qualifiés est justifié, le pays reste encore actuellement dépourvu d'éducation de meilleure qualité. Des entretiens au sein de quelques enseignants d'Antananarivo sur leur formation et leur motivation ont été effectués et ont permis de montrer que seulement le tiers d'entre eux sont qualifiés.

D'autres facteurs peuvent également influencer la qualité de scolarisation comme, la disponibilité des matériels pédagogiques comme les livres, les cahiers ou d'autres fournitures. La qualité de l'éducation peut s'apprécier sur les rendements scolaires qui se manifestent par le taux de redoublement et le taux d'abandon au sein de l'enseignement. Le taux de redoublement varie d'une année scolaire à une autre, selon le type d'école fréquentée et le milieu. D'après l'EPM 2010, au niveau primaire, entre les deux années scolaires 2008-2009 et 2009-2010, le taux de redoublement était de 14,9% et le taux d'abandon de 6,3%. En général, ceux qui sont exclus du primaire sont les orphelins, les habitants plus loin de l'école et les moins soutenus par les parents. D'après les observations dans les écoles, les enfants avec handicap ne représentent cependant que 0,62% des effectifs scolarisés. Il est plus élevé dans l'enseignement public en raison que ceux qui étudient dans les établissements privés viennent des ménages riches et possèdent des ressources suffisantes pour améliorer leur scolarisation. Cela démontre l'existence des inégalités de chance et d'accès à l'éducation entre les différentes couches de la population.

4. Les obstacles à l'amélioration de la qualité du système éducatif malgache

Les malgaches ne peuvent pas accéder à l'éducation puisqu'ils n'ont pas de moyens suffisants pour allouer aux dépenses nécessaires à cet égard. En se combinant avec la faiblesse des dépenses publiques affectées au secteur de l'éducation, cette situation ne permet pas aux pauvres de bénéficier des services éducatifs. De plus, le manque d'infrastructures entrave l'efficacité de l'éducation et les réussites scolaires.

Dans le monde rural, la culture des paysans n'accorde pas l'importance de l'éducation des jeunes filles et la continuité de l'éducation de leurs enfants au niveau secondaire. Cette mentalité peut être aussi liée au non disposition des moyens par les parents ou bien à la distance entre le lieu d'habitation et l'école. Les enfants sont obligés à aider leurs parents. Dans le monde urbain, le nombre des enfants en situation rue et des bidons villes ne cessent d'augmenter. Le manque d'éducation constitue la principale origine de la dégradation de leur mentalité à ne vouloir plus se développer.

a. Les impacts de la crise sur l'éducation

L'éclatement de la crise politique depuis l'année 2009 a provoqué divers problèmes économiques et sociaux. La diminution des recettes publiques suite à l'insuffisance des investissements privés n'a permis pas l'Etat de satisfaire les besoins en éducation de la population. La crise a entravé le développement du secteur, notamment l'éducation primaire à Madagascar. En 2012, le secteur était perturbé par des grèves des instituteurs fonctionnaires pour réclamer leur salaire. De nombreuses écoles ont été fermées après cette période puisque l'Etat n'est plus capable de les financer. Cette crise a précarisé le secteur éducatif du pays et a induit le bouleversement du fonctionnement fondamental du système scolaire malgache. Les allocations budgétaires des secteurs sociaux ont été réduites entre 2009 et 2010 de 33,8% par rapport au budget initial pour le secteur de l'éducation. Une régression du secteur, notamment pour les populations les plus vulnérables, a été causée par les coupures de postes budgétaires, la disparition du budget d'investissement et l'arrivée tardive des budgets de fonctionnement au bénéfice des structures périphériques/déconcentrées/décentralisées. Ainsi, les individus de cette catégorie de population n'ont plus la possibilité de prendre en charge les coûts relatifs à l'accès aux services sociaux pour compenser le désengagement de l'Etat et sont obligés à subir la baisse de la qualité, et même la disparition, de ces services. En addition, le nombre de nouveaux entrants en primaire entre les années scolaires 2009-2010 et 2010-2011 a diminué. Le taux d'abandon s'accroît à 18,8% en 2010-2011 s'il était 13,1% en 2008-2009. Encore avec les impacts de la crise, plus d'un tiers du budget alloué aux appuis basiques de l'éducation primaire a disparu et ceci a induit à l'instabilité d'un système qui cherche à retrouver ses bases.³⁶

³⁶ MADAGASCAR - Programme d'Appui d'Urgence à l'Education Nationale Malgache CRIS N° 2012 / 024-366.

Les dépenses publiques en éducation se sont réduites fortement, passant de 3,5% du PIB en moyenne durant la période 2003-2008 à 2,9% du PIB en 2009, et à 2,6% du PIB en 2010 (Gouvernement de Madagascar 2011 : 5).

En outre, le problème de chômage a induit une diminution de revenus des ménages et leur empêche d'investir pour l'éducation de leurs enfants.

b. L'inefficacité interne

Un des facteurs de la mauvaise qualité de l'enseignement est l'inefficacité à l'intérieur du système éducatif malgache. La faible rétention à tous les niveaux d'éducation, la qualité insuffisante de l'enseignement, l'inadéquation de l'enseignement post-fondamental aux besoins du marché du travail, et les déviations de gouvernance au sein du secteur de l'éducation constituent les contraintes auxquelles le développement du système éducatif à Madagascar se heurte. En effet, la faiblesse de la rétention à tous les niveaux est causée par le problème majeur d'efficacité interne au niveau primaire.

Le temps d'apprentissage n'atteint pas celui requis par le programme d'enseignement primaire actuel. Le taux d'absentéisme est élevé aussi bien pour les enseignants que pour les élèves ; qui est dû, pour les premiers, à l'éloignement par rapport aux lieux de paiement des salaires et à la participation à de multiples activités, dont les programmes de formation ; et, pour les seconds, aux difficultés économiques des parents lors des périodes de soudure qui soulignent l'importance de l'alimentation scolaire. L'absence de structures de formation des enseignants et de personnel d'encadrement constitue aussi un blocage à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

c. Les facteurs socio-économiques

Au niveau des ménages, l'exclusion scolaire est relative aux difficultés économiques associées aux problèmes familiaux, aux problèmes de santé de l'enfant et à une faible valorisation des études.

Au niveau des communautés, les préjugés sur les rôles sociaux, les blocages administratifs, le faible engagement à lutter contre le phénomène de l'exclusion scolaire, l'insécurité et la vulnérabilité climatique, le manque de soutiens extérieurs de l'Etat influencent le coût, la qualité et l'accessibilité des écoles ainsi que le découragement des communautés face à l'exclusion scolaire.

d. Les problèmes liés à la demande en éducation

Si on se réfère au point de vue de la demande en éducation, elle est à l'origine du contexte social et économique du pays, des contraintes financières des familles, du coût d'opportunité qui augmente au cours des années d'études et du chevauchement du calendrier scolaire avec la période de soudure dans les zones vulnérables.

A part ces problèmes, d'autres facteurs pénalisent aussi la qualité de l'éducation, à savoir, le coût des études, la distance par rapport à l'accessibilité des écoles, et les traitements discriminatoires voire de la violence de la part des directeurs, des enseignants et des autres élèves.

e. Les problèmes liés à l'offre de l'éducation

Du point de vue de l'offre du système éducatif, les raisons déterminantes de la mauvaise rétention sont : l'accès difficile aux écoles à cause de la longueur du trajet pour relier l'école et/ou à l'absence d'écoles dans certains villages, l'existence d'un nombre important d'écoles à cycle incomplet, le faible rendement interne de l'école, le manque de perspective pour la poursuite des études au niveau secondaire en raison de la saturation des collèges existants, la maîtrise insuffisante des langues d'enseignement, et enfin les faibles capacités de gestion et de financement du système. Quant à l'enseignement supérieur, l'augmentation des taux d'abandon ou la faiblesse des taux de rétention dans quelques filières se sont coïncidés avec le faible taux de réussite en première année suite à la faible articulation des programmes d'enseignement entre les cycles secondaire et supérieur, le problème d'orientation des étudiants et les faiblesses du système de sélection. Les problèmes liés aux infrastructures et l'insuffisance d'enseignants et de professeurs dans les établissements publics constituent aussi des blocages à l'amélioration de la qualité du système éducatif malgache.

De plus, les principales contraintes pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement portent sur la maîtrise de la langue d'enseignement par les élèves et les enseignants, la faible qualification des enseignants, et l'insuffisance du temps effectif d'enseignement et d'apprentissage. Suite à l'adoption de la langue malgache pour être la langue d'enseignement, la majorité des enseignants n'a pas été formée en ce sens. En outre, la mise en œuvre de la nouvelle politique des langues fondée sur l'utilisation de la langue maternelle comme langue d'enseignement a échoué. De plus, les enseignements communautaires recrutés manquent de qualification et de motivation.

f. Une mauvaise allocation des ressources

Au sein du système éducatif malgache, une mauvaise allocation de ressources est évidente. En effet, les intrants alloués aux écoles n'y parviennent pas en totalité, voire même ils sont en retard ; des pertes dans l'acheminement de kits scolaires aux élèves, des manuels scolaires et dans les caisses d'écoles ainsi que dans les dotations en fourniture/équipement par les structures déconcentrées de l'éducation ont été observées. Il y a aussi une mauvaise gouvernance, notamment du fait d'un manque de contrôles *a posteriori* et l'absence de suivi sur l'arrivée des caisses écoles et kits scolaires, qui entrave la scolarisation des enfants issus des ménages pauvres. En outre, la mauvaise gestion des ressources humaines et financières au sein du Ministère de l'Education peut aussi être une des manifestations de cette mauvaise gouvernance.

Section 2 : Réalités de la formation à Madagascar

La formation, que ce soit professionnelle spécifique, occupationnelle ou continue, consiste à donner des compétences et des qualifications aux apprenants pour affronter le monde du travail. Les travailleurs mal formés ne seraient jamais productifs et ne peuvent pas s'adapter à l'innovation et à la technologie. Ce qui induit à une mauvaise qualité et une insuffisance de la production qui vont freiner par la suite la croissance économique du pays. A Madagascar, les formations ne répondent pas aux attentes du marché du travail. Dans les universités, on forme des généralistes et non des spécialistes. A cela s'ajoutent les différents obstacles qui entravent la bonne marche et le bon fonctionnement des universités publiques. De plus, comparant aux mains d'œuvre d'autres pays qui s'échangent sur le marché mondial, les mains d'œuvre malgaches ne sont pas réellement compétitives. Compte tenu de nombreuses contraintes infrastructurelles, financières et personnelles, l'offre de formation à Madagascar n'est pas assurée pour mieux répondre aux attentes du marché du travail, que ce soit au niveau local ou international, et aux exigences de la croissance et du développement économique du pays.

1. Le non adéquation entre la formation et l'emploi

Peu de travailleurs malgaches occupent un poste correspondant à la formation qu'ils ont suivi. A cause de l'insuffisance d'emploi, les jeunes diplômés sont obligés à offrir leur travail aux entreprises qui acceptent de leur recruter, même si le travail demandé ne correspond pas à leurs diplômes. De plus, au sein de l'administration publique, le

recrutement ne prend pas en compte les qualifications, mais les administrateurs publics sont recrutés facilement s'ils y possèdent des relatives, autrement dit la pratique du népotisme. D'où une évidente inefficacité de l'administration publique.

Selon l'étude de Patrick Philippe Ramanantoanina, seulement 9,3 % de la population en âge de travailler avait atteint en 2006 l'enseignement secondaire de second cycle ou le niveau lycée, et 1,7 % l'enseignement supérieur. Le taux de participation dans l'enseignement supérieur à Madagascar est l'un des plus bas en Afrique et dans le monde, avec un taux brut de scolarisation autour de 3 % de la cohorte d'âge de 18 à 24 ans contre une moyenne de 8 % pour les pays de l'Afrique subsaharienne, de 15 % pour l'Asie et l'Ile Maurice.

Actuellement, à Madagascar, le système d'enseignement ne répond pas aux besoins du marché du travail quelque soit le niveau. Ce qui est dû à l'absence de mécanismes liant les institutions d'enseignement et de formation aux acteurs économiques. De plus, avec la perspective d'une scolarisation massive au niveau du 1^{er} cycle, un grand nombre des élèves qui termineront ce cycle ne pourront pas entrer au 2nd cycle et devront intégrer le monde du travail sans avoir reçu un minimum de préparation. Seule la moitié des Bacheliers sont reçus dans les enseignements supérieurs et ceux qui ne réussissent pas le Baccalauréat ne sont pas valorisés même s'ils ont passé trois années d'études secondaires.

L'enseignement technique, malgré sa vocation de préparer les jeunes à intégrer le monde du travail, n'est plus adapté au monde professionnel en raison de l'absence de lien entre l'enseignement technique et le secteur économique, d'une part, et de la désuétude des équipements, matériels et programmes d'enseignement et des faiblesses des ressources allouées à ce sous-secteur de l'éducation, d'autre part. Enfin, en dépit d'un grand nombre de spécialisations dans les enseignements supérieurs, la Classification Internationale Type de l'Education (CITE) de l'UNESCO permet de montrer que les filières techniques, comme les filières industrielles et d'ingénierie, tiennent une place limitée.

Par ailleurs, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) estime qu'environ 30 pour-cent des professionnels titulaires

d'un diplôme vivent hors de l'Afrique³⁷. Une estimation récente indique que jusqu'à 50.000 titulaires d'un doctorat (Ph.D) obtenu en Afrique travaillent hors de l'Afrique³⁸

2. Le niveau de la qualification des malgaches face à la mondialisation

Comme on est dans le cadre de la mondialisation, les malgaches ne peuvent pas échapper de l'influence de la technologie. Actuellement, la population active malgache se penche vers le travail sur internet et la télé emploi. Ce qui requiert des qualifications comme la maîtrise de l'informatique, des langues étrangères et de l'internet. La formation professionnelle spécifique est, par conséquent, nécessaire.

La rapidité des progrès technologiques dans les relations mondiales exige que les connaissances et le savoir soient nécessaires pour la compétitivité dans l'économie mondiale. Alors que la majorité des jeunes malgaches ne maîtrisent pas les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

Le rapport de la Commission de travail affirmait que l'enseignement supérieur est indispensable pour les pays en voie de développement, s'ils veulent prospérer dans une économie mondiale où le savoir est devenu un domaine vital d'avantage.

Malgré que le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP), régi par le Décret n° 97-357 du 10 Avril 1997 fixant l'attribution du Ministre et la réorganisation du Ministère, ait pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, le niveau de formation des jeunes malgaches est loin d'être satisfaisant. Cette politique vise principalement à assurer l'adaptation de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) aux besoins du marché de l'emploi à court, moyen et long terme tant au niveau national que régional, alors que cet objectif n'est pas encore atteint.

³⁷ Conseil Inter-Académie (2004): Réaliser la promesse et les potentialités de l'agriculture en Afrique. Amsterdam : Conseil Inter-Académie: 180.

³⁸ Jean-Jacques Cornish. « Blair, le gouverneur colonial ? » 13 juin 2005. Mail and Guardian Online. Afrique du Sud.

3. Relation entre l'emploi et le niveau d'instruction à Madagascar

a. Niveau d'instruction et taux d'activité

L'accès sur le marché du travail est en relation avec le niveau d'éducation et de formation de la population active. En effet, un individu mieux éduqué est plus actif et peut intégrer facilement le monde du travail. Le tableau suivant présente le taux d'activité de la population selon le niveau d'instruction et selon le genre.

Tableau2 : Taux d'activité selon le niveau d'instruction, et selon le genre

| Niveau d'instruction | Unité: % | | |
|----------------------|----------|---------|----------|
| | Masculin | Féminin | Ensemble |
| Sans instruction | 60,0 | 62,0 | 61,1 |
| Primaire | 64,2 | 60,0 | 62,2 |
| Secondaire | 78,6 | 73,3 | 76,1 |
| Supérieur | 89,3 | 82,7 | 84,4 |
| Ensemble | 65,0 | 62,4 | 63,7 |

Source: INSTAT/DSM/EPM2010

D'après ce tableau, le taux d'activité s'accroît avec le niveau d'instruction. Le taux d'activité est défini comme le rapport entre le nombre de la population active et celui de la population en âge de travailler. Si ce taux est seulement de 60% pour les personnes non instruites, il peut atteindre 89,3% pour les universitaires. Cela explique l'existence d'une relation forte et positive entre le niveau d'instruction et l'insertion dans le marché du travail. Ainsi, à Madagascar, globalement parlant les individus qui sont frappés par le problème de chômage sont souvent ceux qui n'ont pas d'accès suffisant à l'éducation et à la formation.

b. Niveau d'instruction et salaire

Comme il est déjà expliqué dans la partie I, le niveau d'instruction d'un individu détermine son niveau de revenu. Un travailleur mieux éduqué et mieux formé reçoit un salaire plus élevé qu'un autre dont le niveau d'instruction est faible. Le tableau suivant montre les divergences de salaires des travailleurs malgaches en raison d'une différence entre le niveau d'instruction.

Tableau 3: Niveau de salaire annuel moyen selon le niveau d'instruction

| Unité: 1000 Ar | | | |
|----------------------|----------|---------|----------|
| Niveau d'instruction | Masculin | Féminin | Ensemble |
| Sans instruction | 659 | 552 | 616 |
| Primaire | 901 | 681 | 830 |
| Secondaire | 1680 | 1451 | 1601 |
| Supérieur | 3078 | 2462 | 2839 |
| Ensemble | 1471 | 1235 | 1388 |

Source : INSTAT, EPM 2010, 02 septembre 2011

Ce tableau montre que le niveau de salaire est fonction du niveau d'instruction. Une nette différence entre le revenu d'un individu qui n'a pas d'accès à l'école (sans instruction) et celui d'un individu ayant un niveau d'éducation plus élevé (niveau supérieur) est constatée : un montant de 616 000 Ariary est perçu annuellement par un travailleur non éduqué s'il s'élève à 3 078 000 Ariary pour un travailleur qui a pu accéder à l'enseignement supérieur. Cette inégalité de salaire peut être expliquée par la différence de productivité dans l'exercice d'un métier. Ceux qui ont acquis à un niveau d'éducation plus élevé sont plus productifs et reçoivent évidemment un salaire plus élevé. On peut aussi ajouter que le niveau de salaire est fonction croissante du niveau d'instruction. Plus le niveau d'éducation d'un individu est élevé, plus son salaire augmente.

4. Les problèmes relatifs à la formation à Madagascar

A part les formations prises en charges par les entreprises, l'acquisition des compétences s'effectue souvent dans les universités ou l'enseignement supérieur. Les raisons des blocages à l'amélioration de formations des jeunes malgaches s'alignent avec les problèmes auxquels sont confrontées les universités publiques puisque la majorité des familles pauvres ne peuvent pas payer les dépenses d'éducation dans les instituts privés. A Madagascar, le gouvernement ne comprend pas vraiment la contribution de l'enseignement supérieur au processus de développement et n'y accorde pas d'importance. Ainsi, divers types de bouleversements apparaissent dans les universités.

Le taux d'inscription à l'enseignement supérieur est largement faible à Madagascar. De plus, comme dans les autres pays de l'Afrique sub-saharienne, la législation en vigueur entrave souvent les efforts d'accroissement des inscriptions dans

l'enseignement supérieur et d'amélioration de la qualité de l'enseignement. A Madagascar, c'est le ministère de l'Éducation qui nomme tous les membres des facultés, fixe les salaires et détermine les conditions de travail, ce qui conduit à des liens étroits entre les membres des facultés et le système politique.³⁹

Les années universitaires ne se déroulent pas de manière normale du fait que l'insuffisance des ressources de l'Etat allouées à la bonne marche de l'université, c'est-à-dire pour payer les salaires des enseignants et des personnels et les bourses des étudiants, incite toujours ces derniers à créer des grèves.

De plus, il existe de nombreux diplômés qui sont chômeurs du fait que les universités forment des généralistes, et non des spécialistes. Ainsi, les nouveaux bacheliers décident de s'inscrire dans les instituts privés.

Par ailleurs, faute de moyens nécessaires à la continuité des études, seulement les minorités sont capables de continuer les études doctorales ou de plus haut niveau.

Enfin, les infrastructures ne sont pas adéquates dans les universités publiques où la majorité des jeunes étudient. Elles sont insuffisantes et obsolètes. A titre d'exemple, les table-bancs sont vieux (les table-bancs destinés pour deux personnes sont assises par quatre personnes), la plupart des ampoules utilisés sont brûlés, alors que les étudiants entrent à 6 heures du matin et ne sortent à la classe qu'à 18 heures. Par conséquent, le taux de redoublement est élevé et le taux d'achèvement du cycle secondaire reste faible.

Section 3 : La dynamique de la pauvreté à Madagascar

La pauvreté n'est pas un phénomène, elle est un état. A Madagascar, son existence n'a plus besoin d'être expliquée puisque presque la totalité de la population la réalisent. Elle est héritée de la colonisation. Depuis l'indépendance, Madagascar n'a pas pu sortir de cette situation malgré des efforts entrepris par les gouvernements successifs. Elle est à l'origine de multiples facteurs et a suivi une évolution durant des années. Pour mieux mettre en œuvre de manière efficace des stratégies pour la lutte contre la pauvreté du pays, il est indispensable d'analyser son évolution et ses facteurs explicatifs, ainsi de connaître les différentes catégories de population malgache qui sont frappées.

³⁹David Bloom, David Canning, et Kevin Chan HARVARD UNIVERSITY, L'Enseignement supérieur et le développement économique en Afrique, Janvier 2006.

1. Les facteurs explicatifs de la pauvreté à Madagascar

La pauvreté dans les pays sous-développés est généralement à l'origine de différents facteurs : facteurs internes et externes. Les facteurs internes proviennent à l'intérieur même du pays comme l'inefficacité de l'administration publique, l'instabilité politique, les conditions géographiques, l'accroissement incessant du nombre de la population, la dégradation de la mentalité de la population, l'absence d'emploi et l'existence de nombreux partis politiques. Les facteurs externes viennent de la crise économique des pays développés à cause de la dépendance économique vis-à-vis de ces pays et aussi la crise économique mondiale. On peut citer plusieurs facteurs qui sont responsables de la situation d'extrême pauvreté à Madagascar. Elle est à l'origine du système hérité de la colonisation, à l'inefficacité de l'administration publique, à la mauvaise répartition des ressources internes, à la mauvaise mentalité des malgaches, à l'insuffisance des financements extérieurs pour les recettes publiques, etc.

Selon Bentham, la pauvreté est due à des disparités qui causent des inégalités entre les riches et les pauvres. L'intervention de l'Etat en matière de redistribution de revenus est alors nécessaire pour réduire ces inégalités sans démotiver les riches à travailler ni inciter les pauvres à ne pas travailler. Mais Mill lui a dépassé sur ce propos. Pour Mill, la pauvreté est due à deux facteurs: un manque d'éducation populaire et surtout un phénomène de surpopulation des indigents, néfaste au progrès de la société. La loi immuable de l'offre et de la demande justifie que cette surpopulation serait la cause d'un niveau de salaire trop bas pour permettre de vivre décemment. Ces deux auteurs, malgré leur divergence, s'accordent sur l'idée selon laquelle la situation de pauvreté correspond à un manque de ressources permettant de survivre.

Si on se réfère à l'approche tiers-mondiste, la pauvreté à Madagascar est due à la désarticulation des structures économiques et sociales qui se manifeste par la dominance de l'économie agraire, la faiblesse de l'Etat et une structure sociale très inégalitaire. La structure économique et sociale à Madagascar est héritée de la colonisation. Le pays n'a pas pu se développer à cause des exploitations faites par les pays colonisateurs. Cette exploitation peut être prouvée par l'obligation au pays de se spécialiser dans la production des produits bruts et l'exportation de ces produits le moins chers possible contre l'importation des biens manufacturiers des pays riches. Le déséquilibre de la structure économique du pays peut être aussi pris en compte comme l'un des facteurs de blocage de son développement. L'exportation, qui constitue la principale source de devise, dépend fortement de l'évolution des cours mondiaux. Le secteur primaire peu productif emporte

plus sur le secteur industriel et l'industrialisation reste faible. Ainsi, la colonisation peut être jugée responsable du retard du développement du pays. Elle a empêché le processus de révolution industrielle en établissant la spécialisation dans une économie agraire.

Un autre facteur de la pauvreté à Madagascar est la forte croissance de la population. Suite à cette forte croissance démographique, le gouvernement n'est plus capable de prendre en charge les dépenses pour les besoins de la population.

En se référant aux analyses d'Arthur Lewis et de Gunnar Myrdal, le sous-développement ou la pauvreté à Madagascar est à l'origine des structures du pays comme obstacle à son développement. Selon Lewis, la coexistence entre le secteur moderne et le secteur traditionnel qu'il a appelé « dualisme » constitue un des blocages de développement d'un pays. Le secteur moderne est caractérisé par le capitalisme qui est l'origine de l'accumulation et des gains de productivité. Le secteur traditionnel pèse beaucoup sur le secteur moderne du fait de la faiblesse de gains de productivités et de son monopole de la main d'œuvre disponible. A côté de ces deux secteurs, l'existence du secteur informel s'avère être aussi un facteur de blocage de développement à Madagascar. Le sous-développement du pays est donc dû à l'utilisation sous-optimale de la main d'œuvre. Selon l'analyse de G. Myrdal, la pauvreté à Madagascar est due aux inégalités à l'intérieur du pays. Le sous-développement est non seulement à l'origine des structures économiques mais aussi des facteurs institutionnels.

A partir de ce cadre théorique, il faut mettre en évidence que le déclin économique à Madagascar se caractérise aussi bien par la faiblesse de ses stocks de capital humain et physique que par la précarité de son développement technologique. Le manque de croissance du revenu par habitant constitue un blocage pour le développement humain, pour l'accroissement du capital physique ainsi que pour le développement technologique, qui sont les moteurs de la croissance.

2. Evolution de la pauvreté à Madagascar

La pauvreté à Madagascar évolue en fonction de temps et de la situation économique du pays. Le niveau de la pauvreté n'est pas le même pour des années successives. En effet, la pauvreté pendant les périodes de stabilité politique et économique n'est pas identique à celle pendant les crises. Le tableau suivant représente l'évolution du taux de pauvreté à Madagascar depuis l'indépendance.

Tableau 4 : Evolution du ratio de la pauvreté selon le milieu de résidence

(Unité en %)

| Milieu de résidence | 1960 | 1980 | 1993 | 1997 | 1999 | 2001 | 2002 | 2004 | 2005 | 2010(*) | 2013 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|------|
| Rural | 14,0 | 19,0 | 74,5 | 76,0 | 76,7 | 77,1 | 86,4 | 77,3 | 73,5 | 82,2 | |
| Urbain | 31,0 | 32,0 | 50,1 | 63,2 | 52,1 | 44,1 | 61,6 | 53,7 | 52,0 | 54,2 | |
| Madagascar | 47,0 | 47,0 | 70,0 | 73,3 | 71,1 | 69,6 | 80,7 | 72,1 | 68,7 | 76,5 | 92 |

Source : INSTAT/DSM/EPM 1993, 1997, 1999, 2001, 2002, 2004, 2005, 2010, SNLCP 2000, Banque

Mondiale

Note : (*) Pour l'année 2010, le seuil de pauvreté est 468 800 Ar par personne par an qui a été calculé en 2001 et mis à jour par le taux d'inflation

Ce tableau nous a permis de dire qu'on est devenu plus pauvre. Si le pays avait seulement 47 individus pauvres sur cent pour l'année de l'indépendance, une part importante de la population devient pauvre en 2010, soit 76,5%. De plus, selon les analyses de la Banque Mondiale, neuf malgaches sur dix ont été classés pauvres en 2013. Cela prouve que la crise politique a ravagé tous les domaines du fonctionnement de l'économie.

D'autres explications peuvent être encore faites si on se réfère toujours à ce même tableau. On peut constater que le taux de pauvreté n'est pas stable. Il existe une nette fluctuation entre des années consécutives.

Par ailleurs, on peut également analyser l'évolution de la pauvreté avec celle de la mesure du développement humain, l'IDH. Comme nous avons déjà expliqué dans la première partie ce que l'on entend par IDH, c'est-à-dire une mesure qui combine l'espérance de vie, l'accès à l'éducation et le PIB/habitant tenant compte de la parité de pouvoir d'achat, l'analyse de cet indicateur permet de connaître la qualité de vie de la population dans le temps et l'évolution en termes de rang au niveau mondial. Le tableau ci-dessous présente cette évolution.

Tableau 5 : Evolution des dix dernières années de l'IDH

| Année | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2008 | 2010 |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|---------|
| IDH | 0,462 | 0,493 | 0,468 | 0,469 | 0,499 | 0,509 | 0,533 | 0,571 | 0,435 |
| Rang | 135 | 147 | 149 | 150 | 146 | 143 | 143 | 145(*) | 135(**) |

Source : Rapport sur le développement humain

Notes : (*) sur 181 pays et (**) sur 169 pays

3. Les cibles de la pauvreté à Madagascar

La pauvreté touche toutes les catégories de la population malgache. Les manifestations de la pauvreté et ses caractéristiques diffèrent d'une région à une autre et d'un milieu à un autre, c'est-à-dire entre les milieux urbains et les zones rurales. Elle frappe les paysans dans le monde rural en se manifestant par divers aspects si on ne cite que l'autoconsommation et l'insécurité alimentaire. Quant à la pauvreté urbaine, elle se caractérise en général par l'insuffisance de revenu des ménages et de moyens nécessaires pour satisfaire leurs besoins sans évoquer d'autres manifestations, qui implique la situation de pauvreté des enfants leur empêchant à accéder à l'éducation et à la formation de qualité. Par ailleurs, on constate des disparités des régions en matière de pauvreté. Certaines régions sont plus riches que d'autres. Le tableau suivant montre la différence en termes d'incidence de la pauvreté entre la population rurale et urbaine.

Tableau 6 : *Pauvreté et pauvreté extrême, selon le milieu de résidence (Unité: %)*

| Milieu | Extrême pauvreté | Pauvreté |
|----------|------------------|----------|
| Urbain | 34,6 | 54,2 |
| Rural | 62,1 | 82,2 |
| Ensemble | 56,5 | 76,5 |

Source: INSTAT/DSM/EPM 2010

D'après ce tableau, on constate que les habitants dans les milieux ruraux sont beaucoup plus pauvres que ceux qui habitent en ville. Si la pauvreté touche seulement 34,6% de la population urbaine, le pourcentage de la population rurale pauvre s'élève à 62,1%. Cette incidence de la pauvreté affecte le niveau et le taux d'accès à l'éducation pour la population. En effet, les enfants issus des ménages ruraux ont un niveau d'éducation plus faible que ceux qui vivent dans les villes. Parmi les 22 régions du pays, la région qui connaît un taux net de scolarisation le plus élevé est la région Analamanga et celle qui a le plus faible taux net de scolarisation est la région Atsimo Atsinanana. Selon cette même enquête, en 2010, les taux nets de scolarisation dans les Primaires, Collèges, et Lycées sont respectivement 87,1%, 48,1% et 20,8% pour la région Analamanga s'ils sont 53,3%, 5,1% et 0,6% pour la région Atsimo Atsinanana.

4. L'éducation et la pauvreté à Madagascar

Il existe une forte corrélation entre la pauvreté et l'éducation. Le niveau d'instruction et d'éducation du chef de ménages affecte son état de pauvreté ainsi que celui de sa famille. Ce fait explique l'importance de l'éducation et la formation en tant

qu'éléments déterminants de la qualité de vie de la population. En effet, les individus avec un chef de famille sans instruction connaissent plus une situation de pauvreté que ceux avec un chef de ménage ayant un niveau d'étude supérieur. Le tableau ci-après prouve ce constat.

Tableau 7 : Pauvreté et pauvreté extrême, selon le niveau d'instruction du chef de ménage

| Niveau d'instruction du CM | Extrême pauvreté | Pauvreté |
|----------------------------|------------------|----------|
| Sans instruction | 73,4 | 89,1 |
| Primaire | 53,9 | 77,3 |
| Secondaire | 38,8 | 59,2 |
| Supérieur | 10,7 | 21,3 |
| Total | 56,5 | 76,5 |

Source: INSTAT/DSM/EPM 2010

Les données offertes par ce tableau permettent d'affirmer que plus le niveau d'instruction du chef de ménage augmente, moins le taux de pauvreté est faible. Si l'intensité de la pauvreté touche 73,4% des ménages non instruits, elle affecte seulement 10,7% des ménages dont le chef a un niveau d'éducation supérieur. Pour élargir l'analyse, on peut dire, selon ce tableau, que si l'enseignement secondaire est assuré pour tous les malgaches, le pays aura la possibilité de réduire de façon importante la pauvreté. De plus, si encore l'accès à l'éducation ou la formation supérieure est réalisé pour tous les adultes qui en ont besoin, Madagascar sera dans une voie à sortie de la pauvreté. Cependant, des multiples contraintes et des divers problèmes incontournables ne cessent pas d'entraver l'accès à l'éducation et la formation de qualité à Madagascar.

La situation d'extrême pauvreté, notamment pour les individus sans instruction, attire l'attention à poser la question selon laquelle, quelles stratégies on peut juger efficaces et doivent être adoptées pour combler toutes les lacunes de celles qui ont été déjà mises en œuvre depuis l'obtention de l'indépendance. Comme l'accès à l'éducation et à la formation coûte plus cher, il est alors nécessaire de connaître le mécanisme de financement du secteur éducatif à Madagascar, avant d'analyser les différentes stratégies déjà mises en places pour mieux apporter de meilleures recommandations.

Chapitre IV : LES STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR PAR LES POLITIQUES EDUCATIVES

La lutte contre la pauvreté est le seul objectif de toutes les stratégies qui ont été mises en œuvre depuis longtemps à Madagascar. Toutefois, la pauvreté des malgaches persiste toujours et ne cesse pas de frapper la majorité de la population. Ce qui permet de porter jugement sur ce que les stratégies déjà adoptées ont échoué et qu'il faut mettre en œuvre des nouvelles stratégies beaucoup plus efficaces qui vont permettre de lutter réellement contre la pauvreté du pays. La seule voie de réussite c'est la politique éducative puisque l'accès à l'éducation et à la formation de qualité est le principal fondement de réussite de toute stratégie de développement pour tous les secteurs de l'économie. Comme l'éducation figure parmi les trois indicateurs du développement humain, le non accès à l'éducation peut donc se traduire par une pauvreté humaine. Ainsi, pour lutter contre la pauvreté, il faut cibler le secteur éducatif. Même si tous les acteurs économiques prennent leur part pour financer ce secteur, les offres de services éducatifs et de formation sont loin d'être suffisamment financées en plus des échecs des stratégies de réduction de la pauvreté déjà adoptées. Toutes les réflexions critiques sur ce propos conduisent à la proposition des politiques et stratégies à adopter pour vaincre la pauvreté du pays tout en transformant le système éducatif.

Section 1 : Le financement du secteur éducatif à Madagascar

L'offre des services éducatifs est à la fois assurée par le secteur privé et le secteur public. Les dépenses scolaires pour l'éducation dans les établissements privés sont intégralement prises en charge par les parents d'élèves. Ainsi, seulement les enfants des ménages du dernier quartile de la pauvreté, c'est-à-dire les riches, peuvent bénéficier de l'éducation offerte par le secteur privé. Pour les services éducatifs offerts par le secteur public, c'est l'Etat qui doit en premier lieu les financer. Mais à cause de l'insuffisance des ressources mises à sa disposition, la société civile et les parents des élèves entrent en jeu. Actuellement, les sociétés civiles comme les organisations non-gouvernementales (locales ou internationales), les bailleurs de fonds et d'autres organismes de développement

contribuent de façon importante au financement de l'accès à l'éducation pour la population malgache. La valeur de leur finance excède même celle dépensée par l'Etat pour le secteur.

1. Rôle de l'Etat

La contribution de l'Etat dans la promotion de l'accès à l'éducation et la formation se mesure par la part du PIB qu'il dépense pour financer le secteur éducatif, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur ou universitaire. Pour chaque niveau d'enseignement, l'Etat doit annuellement consacrer la part de son budget pour le financement du secteur éducatif, mais la répartition pour chaque secteur n'est pas équitable. Pour Madagascar, en tant que pays pauvre où la généralisation du niveau primaire n'est pas encore assurée, l'effort financier du gouvernement doit y être important.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des budgets de l'Etat alloués au secteur de l'éducation et de la santé pour l'année 2005 jusqu'à 2011.

Tableau 8 : Evolution des budgets sociaux (éducation et santé) dans le budget national

| Année | Unité en % | | | | | |
|------------|------------|------|------|------|------|------|
| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2010 | 2011 |
| Education | 21,3 | 19,5 | 20,1 | 18,7 | 19,9 | 23,3 |
| Santé | 7,9 | 7,1 | 7,7 | 8,1 | 7,0 | 9,2 |
| Population | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,5 | 0,5 |
| Autres | 70,3 | 72,9 | 71,9 | 72,9 | 72,6 | 67,0 |

Source : Loi de finance, calculs propres

D'après ce tableau, l'Etat a consacré 21,3% de ses recettes pour dépenser au financement du secteur éducatif pour l'année 2005 et 23,3% pour l'année 2011. Mais, on peut constater des fluctuations de ces dépenses entre deux années consécutives.

Les recettes de l'Etat ne sont pas suffisantes pour satisfaire tous les besoins en éducation exprimés par la population. Il doit donc faire des choix en matière de l'affectation de ses dépenses pour le secteur de l'éducation. La répartition doit être équitable et le choix public doit être fait en fonction des priorités. Toutefois, on constate une mauvaise répartition des dépenses publiques dans ce secteur. L'incapacité de l'Etat à prendre en charges toutes les dépenses nécessaires pour l'enseignement, l'insuffisance des ressources mises à sa disposition et la mauvaise gestion des ressources disponibles sont des obstacles à l'amélioration de la qualité de l'enseignement à Madagascar. Donc, les

bailleurs de fonds et d'autres organisations non-gouvernementales entrent en jeu. Le budget d'investissement voté et inscrit dans la Loi de finances 2012 pour le Ministère de l'Education a diminué de 79% par rapport au budget voté en 2011. L'impact des restrictions budgétaires des ressources de l'Etat sur les secteurs sociaux a eu des conséquences graves, et ce en dépit d'une aide extérieure accrue pour les secteurs éducation et santé en 2010 (260 millions de dollars US contre 180 millions en 2008). Ainsi le nombre d'enfants en déperdition scolaire s'est considérablement accru, passant de 138.000 à plus de 900.000 en 2011.⁴⁰

Par ailleurs, la Loi de Finances 2013 prévoit que 22,5% du Programme d'Investissement Public, dont 17,1% provient du financement extérieur et 5,4% du financement intérieur, sera consacré pour le secteur social qui inclue l'éducation et la santé.⁴¹ Cela démontre une faible part de budget étatique alloué au secteur éducatif qui se subdivise encore en différents niveaux.

2. Rôle des bailleurs de fonds et des ONG nationales et internationales

Comme le gouvernement à Madagascar n'est pas capable de fournir suffisamment les services éducatifs à cause de non disposition des institutions et des systèmes solides nécessaires pour cet égard, les bailleurs de fonds contribuent à améliorer la fourniture de ces services puisqu'ils comprennent que l'éducation est un service essentiel au développement. Leur participation au financement de l'accès à l'éducation est prouvée par quelques objectifs comme la continuité des services éducatifs, le renforcement des capacités du gouvernement à fournir ces services et le développement de la politique éducative. Leurs appuis pour l'atteinte de ces objectifs sont souvent relatifs aux salaires des enseignants, au recrutement et au suivi des enseignants, au renforcement de la capacité du gouvernement dans le secteur de l'éducation et à la collaboration avec les prestataires non étatiques (PNE).

a. Les différents types de bailleurs de fonds

Il existe différents types de bailleurs qui s'entraident pour la fourniture des services éducatifs à Madagascar. Ils collaborent en s'appuyant sur des mécanismes stratégiques,

⁴⁰ Nations Unies, PROGRAMME INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR 2012-2013, Février 2012.

⁴¹ Présidence de la Transition, Loi N°2012 – 021 portant Loi de Finances pour 2013, 17 décembre 2012.

opérationnels, et de financement. D'abord, les bailleurs de fonds bilatéraux comme les ministères, les ambassades ou les agences responsables de livrer l'aide publique au développement. En d'autres termes, c'est la coopération bilatérale entre Madagascar et d'autres pays en matière d'éducation, par exemple avec la France, la Chine, les Etats-Unis ou autres. Il existe aussi les Bailleurs de fonds multilatéraux ; c'est-à-dire ceux qui sont créés et financés par de multiples pays afin de réaliser collectivement des objectifs humanitaires et / ou de développement ; à titre d'exemple l'UNESCO et l'UNICEF. L'initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) de l'Education pour Tous (EPT) est un autre type de bailleur de fonds. Elle vise à aider les pays à faible revenu de réaliser l'enseignement primaire universel d'ici 2015. Les bailleurs de fonds du secteur privé, quant à eux, sont des organisations de la société civile incluant les entreprises privées et des particuliers dont le financement est direct. Viennent ensuite les ONG internationales et locales ; c'est-à-dire des organisations à but non lucratif soutenant des projets et programmes variés, y compris des projets en matière de l'éducation.⁴²

b. Les mécanismes de financement des bailleurs de fonds

Pour appuyer les activités d'éducation à Madagascar, les bailleurs de fonds utilisent des mécanismes de financement.

L'Assistance humanitaire avec les fonds humanitaires communs : Elle est accordée par plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux et administrée par l'ONU, ou également par des bailleurs de fonds non traditionnels, tels que les particuliers et les entreprises privées. Le but de ce financement est de délivrer l'assistance humanitaire aux besoins critiques. L'éducation est financée par ce type de fonds lorsque le secteur est prioritaire dans le plan d'action ou inclus dans le cadre des activités de protection de l'enfant.

L'Assistance humanitaire-appel de l'ONU: Elle se manifeste par des mécanismes de collecte de fonds pour attirer des contributions de plusieurs bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Les fonds recueillis par un appel sont directement dirigés vers les organismes d'exécution pour appuyer les plans de travail et / ou les projets élaborés au niveau du terrain et inclus dans l'appel. Le but de cette assistance est de délivrer les services et reconstruire.

⁴² GUIDE DE REFERENCE DE L'INEE (Inter-Agency Network for Education in Emergencies) SUR LE FINANCEMENT EXTERIEUR DE L'EDUCATION

L'Appui aux projets : C'est la forme la plus commune d'assistance extérieure dans les pays à faible revenu, comme Madagascar, notamment dans le secteur de l'éducation, à court ou à long terme. Il est financé par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et par les acteurs non étatiques. Le but est de délivrer les services et peut aussi renforcer les capacités.

L'Appui aux programmes : Il peut être constitué de fonds communs fournis par de multiples bailleurs de fonds ou par un bailleur de fonds individuel bilatéral ou multilatéral. Il permet la participation des bailleurs de fonds qui ne peuvent pas ou n'accorderont pas de soutien budgétaire mais qui souhaitent appuyer le secteur. Le financement s'étale généralement sur une durée de trois à cinq ans. Il vise en général la prestation de services et le renforcement des capacités.

Le Fonds d'affectation spéciale multi-bailleurs: C'est un type de financement commun qui rassemble des fonds de plusieurs bailleurs et dont l'objectif est la prestation de services et renforcement de l'État.

L'Appui budgétaire sectoriel : C'est un type de financement par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour le budget du gouvernement partenaire par l'intermédiaire du Trésor public. Il vise la prestation des services et le renforcement des capacités de l'Etat à élaborer et à réaliser des politiques et à appuyer la prestation des services au niveau de l'école.

L'Appui budgétaire général: Il est financé par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour le budget du gouvernement partenaire par l'intermédiaire du Trésor public afin d'appuyer une politique nationale de développement ou de réforme, avec un objectif de prestation des services et de renforcement de l'État.

L'Allègement de la dette : Il est destiné à libérer des ressources de Madagascar en tant que pays débiteur. Dans ce cas, l'Etat doit rediriger l'argent vers des dépenses visant à réduire la pauvreté pour l'atteinte des OMD, telles que la prestation des services éducatifs, au lieu de rembourser sa dette. Il a pour but d'encourager les gouvernements à allouer davantage de fonds à l'éducation.

c. Les organismes œuvrant pour l'amélioration du système éducatif à Madagascar

L'UNESCO : depuis sa création en 1945, elle défend une vision holistique et humaniste de l'éducation de qualité dans le monde entier, la réalisation du droit de chaque individu à l'éducation, et la conviction selon laquelle l'éducation joue un rôle fondamental dans le développement humain, social et économique. C'est le seul organisme des Nations

Unies dont la mission couvre l'ensemble des aspects de l'éducation en englobant dans ses activités le développement de l'éducation à tous les niveaux, du niveau préscolaire à l'enseignement supérieur, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et même l'éducation non formelle et l'alphabétisation. Dans le domaine de l'éducation, elle vise à soutenir la réalisation de l'Éducation pour tous (EPT), à être chef de file en matière d'éducation aux niveaux mondial et régional, à renforcer les systèmes éducatifs du monde entier - de la petite enfance à l'âge adulte - et à relever les défis mondiaux d'aujourd'hui grâce à l'éducation.

L'UNICEF : son objectif en matière d'éducation correspond à assurer une éducation de base de qualité pour tous les enfants, en mettant l'accent sur la parité et la suppression des disparités en tout genre. Elle vise également à scolariser les filles, en s'assurant qu'elles restent à l'école et apprennent pour pouvoir mieux contrôler et gérer leur vie familiale. C'est pour cette raison que l'UNICEF a déclaré « *When you educate a girl, you educate a nation.* » C'est l'organisme chef de file de l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles, un partenariat formé pour atteindre les cibles de la parité et de l'égalité des sexes dans l'enseignement. Pour le soutien du plan « Education pour tous » (EPT) à Madagascar, l'UNICEF a administré la Norvège, qui s'appête à reprogrammer 2 000 000 EUR, vers l'achat de kits scolaires pour l'année 2013-2014.

L'UNESCO et l'UNICEF sont toutes des agences participantes des Nations Unies. En Février 2012, les Nations Unies élaboraient un Programme intérimaire 2012-2013 dans lequel les offres de « Services sociaux de base » regroupant la santé, l'éducation ainsi que l'eau, hygiène et assainissement figurent parmi les axes stratégiques, des domaines qui sont considérés comme partie intégrante de services essentiels à la population. Le Système des Nations Unies appuie la mise en place d'un cadre stratégique pour le pilotage du secteur d'éducation. Il continuera à assumer l'harmonisation des partenaires au développement, pour que (i) le système éducatif fonctionne, (ii) les ressources pour l'éducation soient assurées, (iii) les acquis soit capitalisés et (iv) les objectifs du plan EPT soient atteints, surtout en ce qui concerne la réforme l'amélioration de l'accès à l'éducation et le renforcement de la qualité.⁴³

L'Agence Française pour le Développement (AFD) : les réunions du Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) en juillet

⁴³ Nations Unies, PROGRAMME INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR 2012-2013, Février 2012, p. 8

2004 et en mai 2005 ont engagé l'AFD d'être responsable de l'éducation de base (alphabétisation, enseignements primaire et secondaire) et de la formation professionnelle en appuyant l'élaboration d'une politique sectorielle dans un pays donné, y compris Madagascar, à la réalisation des programmes et des projets qui en découlent. Elle contribue au développement de l'éducation de base dans les pays les moins avancés, en mettant l'accent sur l'amélioration de la mise en œuvre des programmes sectoriels. Les axes d'intervention de l'AFD concernent les priorités de la stratégie de coopération française « Education, Formation et Insertion 2010/2015 ». A Madagascar, pour restaurer le secteur éducatif perturbé par la récente crise politique, l'AFD a mis plus de 600 000 EUR de fonds additionnels sur la table pour l'appui au programme de cantines scolaires. Ces interventions s'inscrivent en complément des 27 700 000 EUR que le MEN a budgétisé dans le cadre de cette coordination sectorielle.⁴⁴

L'UNION EUROPEENNE : elle a décidé de mettre en œuvre dès la fin 2012 un "Programme d'appui aux Services Sociaux de Base – Education" avec un montant de 22 000 000 EUR sur des crédits issus du Fonds Européen de Développement.

LA BANQUE MONDIALE : elle continuera, en collaboration avec les autres principaux bailleurs, à assister le MEN dans le développement d'un nouveau plan EPT intérimaire, l'adoption duquel permettra le prochain financement FTI/GPE ("Global Partnership for Education").

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) contribue aussi au financement de l'accès à l'éducation à Madagascar en assurant l'accès aux services sociaux de base dans l'appui du planning familial.

L'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) est aussi un des partenaires de Madagascar dans l'offre des services éducatifs.

Tous les bailleurs intervenant dans le secteur de l'éducation se réunissent une fois par mois dans une table sectorielle "Partenaires Techniques et Financier Education" afin de coordonner les différents appuis et suivre la mise en application des fonds GPE ("Global Partnership for Education").⁴⁵

⁴⁴ MADAGASCAR - Programme d'Appui d'Urgence à l'Education Nationale Malgache CRIS N° 2012 /024-366, p 3.

⁴⁵ Idem

3. Rôle des parents d'élèves

Dans la plupart des écoles, collèges et lycées publiques, l'Etat n'est pas en mesure de prendre en charge toutes les dépenses pour les services d'éducation. Donc, les parents d'élèves doivent participer pour pouvoir éduquer leurs enfants. A titre d'exemple, pour l'année scolaire 2010/2011, environ 13% des personnels des lycées publiques sont subventionnés par la FRAM (Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra) selon les chiffres du ministère de l'éducation nationale (MEN). Les ménages ruraux dépensent moins que les ménages urbains pour les coûts de scolarisation de leurs enfants. Pour une année scolaire, un ménage dépense en moyenne 70 800 Ariary par enfant scolarisé dans les milieux urbains contre 29 400 Ariary dans les zones rurales⁴⁶. Par conséquent, les parents sont limités par des contraintes financières dans la scolarisation de leurs enfants. Les ménages pauvres, qui cherchent aujourd'hui ce qu'ils vont manger, ne seraient jamais capables d'envoyer leurs enfants à l'école sans la volonté de l'Etat de faire l'éducation un service gratuit pour l'ensemble de la population. Les dépenses scolaires incluent les droits de scolarité (qui n'existent pas au niveau primaire pour les établissements publics), les frais d'écologie, le transport et la nourriture. Elles augmentent au fur et à mesure que le niveau d'études s'élève. A titre d'exemple, pour une année scolaire, si le transport pour l'école coûte 43 800 Ariary par individu scolarisé dans le niveau primaire, ce frais atteint 106 000 Ariary dans le niveau universitaire. De plus, si les dépenses de fournitures scolaires coûtent seulement 7 100 Ariary dans l'éducation primaire, elles s'élèvent à 41 700 Ariary pour le niveau d'études supérieures. Ainsi, les enfants issus des parents pauvres n'ont pas la possibilité de continuer un niveau plus élevé.

Section 2 : Analyse sur les politiques éducatives déjà appliquées à Madagascar

Depuis l'obtention de l'indépendance, il y a eu déjà des efforts entrepris par chaque gouvernement successif par l'intermédiaire des stratégies de réduction de la pauvreté qui a fait l'éducation comme une des priorités considérées. Toutefois, jusqu'à nos jours, une situation d'extrême pauvreté persiste toujours et le secteur éducatif malgache reste de mauvaise qualité par rapport à celui d'autres pays voisins. Comment peut-on alors expliquer cet échec ? Il s'agit d'abord de savoir les réformes de ce secteur depuis des années afin de porter jugement si les réformes mises en place constituent un obstacle ou un

⁴⁶ INSTAT/DSM/EPM 2010

facteur de développement de l'accès à l'éducation de qualité du pays. Ensuite, il convient d'analyser la façon selon laquelle les stratégies de réduction de la pauvreté déjà adoptées considèrent l'importance de l'accès à l'éducation et de la formation pour des résultats qualitatifs et non seulement des résultats quantitatifs. Enfin, les limites de ces différentes stratégies seront évoquées.

1. Les réformes éducatives à Madagascar

La première réforme fut introduite en 2003 en visant la gratuité de l'enseignement primaire à travers : la suppression des frais de scolarité et la dotation d'allocations budgétaires aux écoles primaires ; le recrutement massif d'enseignants communautaires (ENF) et la subvention de l'Etat à leur salaire ; la construction d'environ 2000 salles de classes par an ainsi que le recrutement d'un nombre équivalent d'enseignants et la distribution de kits scolaires aux élèves.⁴⁷

Par la suite, le Gouvernement a adopté en 2005 le Plan National pour l'Education Pour Tous (Plan EPT) pour consolider toutes ces initiatives et atteindre l'objectif d'un Enseignement Primaire Universel (EPU) à l'horizon 2015. Un Second Plan EPT fut adopté, en 2008, avec l'introduction d'une seconde réforme sur le basculement progressif de l'Enseignement Fondamental (primaire et secondaire - 1^{er} cycle) de 9 ans à 10 ans. Ce basculement concerne la restructuration du système de 5 ans du primaire, 4 ans du secondaire 1^{er} cycle et 3 ans du secondaire 2nd cycle vers un système de 7 ans du primaire, 3 ans du secondaire 1^{er} cycle et 2 ans du secondaire 2nd cycle. Les objectifs étaient de permettre aux enfants ayant achevé les 5 premières années de l'enseignement fondamental de poursuivre leurs études jusqu'à environ 14 ans sans toujours devoir quitter leur foyer familial ; d'éviter que les élèves ne redeviennent analphabètes en cas d'arrêt des études après un cycle primaire de 5 ans et de libérer des places dans les collèges existants. En adoptant cette restructuration, Madagascar s'aligne sur le système éducatif d'autres pays d'Afrique australe, et particulièrement ceux de la SADC, dans lequel il est membre depuis 2008.

Une autre réforme sur la période 2009-2011, a été introduite. C'était une réforme pour la gratuité de l'enseignement primaire. Pour cette période, le montant total requis pour la mise en œuvre du Plan National EPT 2008 était prévu de 870 millions de US\$ dont

⁴⁷ Patrick Philippe Ramanantoanina ; 16. SECTEUR DE L'EDUCATION : UN EFFORT CONCERTÉ POUR MAINTENIR LES ACQUIS ET RATTRAPER LES RETARDS

84 % financé par les ressources propres de l'Etat (y compris l'aide budgétaire, autour de 9 %), 5 % par les aides projets, et 11 % par le dons provenant du Fonds Catalytique pour l'IMOA (Initiative de Mise en Œuvre Accélérée). Toutefois, ce plan de financement n'a pu être mis en œuvre en 2009 et 2010 suite à l'arrêt des aides budgétaires et la réduction des recettes domestiques,⁴⁸ après l'éclatement de la crise politique en 2009.

2. Considération de l'éducation et la formation dans les différentes stratégies de réduction contre la pauvreté mises en œuvre à Madagascar

Le programme national d'éducation (PNAE) avait pour objectif d'améliorer la qualité d'éducation et augmenter la scolarisation primaire. La réhabilitation des écoles fermées, l'entretien des écoles fonctionnelles et la construction de 500 nouvelles salles de classe par an, l'amélioration des conditions de travail des élèves par l'intermédiaire d'une distribution des guides et manuels scolaires et le renforcement de la capacité institutionnelle en dotant des moyens de déplacement (motocyclettes) pour les circonscriptions scolaire étaient les principales activités retenues par le PNARS dans le cadre du PNAE pour la satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux de base. Toutefois, le système éducatif n'a pas encore connu une nette amélioration.

Le Plan National d'Action pour le Redressement Social (PNARS) était élaboré en 1994, mais il a échoué. Au cours de cette période, aucune stratégie bien définie de la part du gouvernement pour améliorer l'éducation a été mise en œuvre. De plus, l'accès était largement faible puisque des différents problèmes relatifs à l'environnement scolaire, comme l'insuffisance d'infrastructures scolaire et des enseignants, n'ont pas motivé les enfants à aller à l'école.

Ensuite, la Stratégie Nationale de la Lutte Contre la Pauvreté (SNLCP) a été élaboré en janvier 2000 par le Secrétariat National à l'Autopromotion et au Développement (SNAD). Le secteur de l'éducation est inscrit dans le troisième axe de cette stratégie, qui combine l'accès à l'éducation avec l'accès à l'eau potable et la maîtrise de la croissance démographique. Pour le domaine de l'éducation, cet axe consistait à garantir aux pauvres l'accès à l'éducation par l'universalisation de l'enseignement primaire, par l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire et professionnel et

⁴⁸ Idem

la capacité des pauvres à en bénéficier et par le développement du système d'éducation formelle.

Le Document Stratégique pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP) était une des stratégies adoptées pour diminuer l'incidence de la pauvreté à Madagascar. Il a été élaboré à l'an 2000 pour l'année 2003-2007. Il a visé à réduire le taux de pauvreté en 10 ans. Il était lié à trois axes fondamentaux à savoir, restaurer un Etat de droit et une société bien gouvernée, susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie et susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle de protection sociale élargie. Le secteur éducatif a été figuré parmi les priorités du gouvernement pour l'atteinte de ces objectifs. Les deux premiers objectifs du troisième axe stratégique d'intervention dans le DSRP concernent l'éducation. Le premier vise à assurer l'éducation fondamentale à tous les malgaches « Education Pour Tous », préparer et valoriser les ressources humaines du pays ; tandis que le second objectif consiste à assurer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux. Pour ces stratégies, le gouvernement s'est engagé pour l'éducation fondamentale à prendre en charge les droits d'inscription en augmentant le volume budgétaire alloué aux inscriptions, à améliorer la capacité d'accès en améliorant les infrastructures, et à augmenter le nombre d'enseignants recrutés tout en assurant leur formation. Pour la formation technique et professionnelle, il s'est aussi engagé à collaborer avec les entités décentralisées et le secteur privé. Enfin, pour l'enseignement supérieur dans les universités, il a accepté de développer la formation continue en augmentant le nombre de formations dispensées sur place et à l'extérieur. Toutefois, les résultats de ces stratégies peuvent être jugés infimes. En réalité, tous ceux qui sont contraires à l'atteinte de ces objectifs se réalisent. Tous les engagements du gouvernement ne sont pas réalisés. On peut dire alors qu'il y avait mauvaise allocation des ressources.

Enfin le Madagascar Action Plan (MAP) ou Plan d'Action pour Madagascar était une nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté élaborée par le Président de la République Marc RAVALOMANANA pour son second mandat de 2007-2012. Adopté officiellement en Novembre 2006, il décrit les engagements, les stratégies et les actions pour une croissance économique rapide et ce, par rapport aux avantages et défis de la mondialisation, selon la Vision « Madagascar Naturellement » et les Objectifs du Millénaire pour le Développement. La transformation de l'éducation était son troisième engagement en stipulant « *Nous aurons un système éducatif de normes internationales en terme de qualité et d'efficacité, qui stimule la créativité et aide nos apprenants à transformer leurs rêves en réalité, et qui fournit à Madagascar les ressources humaines*

nécessaires pour devenir une nation compétitive et un acteur performant de l'économie mondiale. »⁴⁹ Cet engagement présente sept principaux défis à savoir : l'accès de tous les enfants aux opportunités de développement avant leur véritable scolarisation, la création d'un système d'éducation primaire performant, l'intensification du système d'éducation fondamentale de second cycle ou collège, l'amélioration du système d'enseignement secondaire ou lycée et le développement de la formation professionnelle, la transformation de l'enseignement supérieur, la lutte contre l'analphabétisme et le développement des capacités et de l'attitude mentale et psychologique des jeunes par les sports et la participation à la vie civique. Cet engagement a prévu à atteindre 85% en 2012 le taux d'achèvement du niveau primaire s'il était 57% en 2006. L'atteinte de cet objectif a prévu l'amélioration du rapport élèves/maitre entre 30 et 40 et l'augmentation des dépenses publiques allouées à l'éducation à 6% en 2012. De plus, tous les niveaux d'éducation, partant du préscolaire jusqu'à l'enseignement supérieur ont été pris en compte et priorités par nombreuses stratégies de transformation de l'éducation à Madagascar. Ainsi, on peut dire que le MAP était la première stratégie de lutte contre la pauvreté élaborée à Madagascar qui a essayé d'améliorer le secteur éducatif du pays.

A cause de l'éclatement de la crise politique en 2009, les différents défis du MAP n'ont pas pu être réalisés et un plan intérimaire d'éducation a été formulé par le MEN en Février 2013 et couvre les années 2013 à 2015 avec l'appui technique et financier des membres de Groupe Local des Partenaires de l'Education (GLPE) à Madagascar. Ce plan est structuré autour de trois axes stratégiques à savoir : (i) l'extension des capacités d'accueil et de la rétention scolaire ; (ii) l'amélioration de la qualité de l'enseignement ; et (iii) le renforcement institutionnel.⁵⁰ Il est conforme aux objectifs inscrits dans les engagements internationaux pour l'atteinte des objectifs d'Education Pour Tous (EPT) et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les organismes qui se sont engagés à collaborer avec le MEN pour la réalisation de ce plan sont : l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance), la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement (BAD), le Royaume de Norvège, le Bureau International de Travail (BIT), la République Française, l'Agence Japonaise de

⁴⁹ MAP, PLAN D'ACTION MADAGASCAR 2007-2012, Un Plan Audacieux pour le Développement Rapide, p 051

⁵⁰ MADAGASCAR PLAN INTERIMAIRE DE L'EDUCATION (2013 – 2015), LETTRE D'ENDOSSEMENT PAR LES MEMBRES DU GROUPE LOCAL DES PARTENAIRES DE L'EDUCATION, Février 2013, p.3

Coopération Internationale (JICA) et le Programme Alimentaire Mondial. Toutefois, le système éducatif à Madagascar reste fragile et l'atteinte des objectifs inscrits dans ce plan connaît des contraintes.

3. Limites des politiques déjà adoptées

a. Le PNAE

Malgré la coopération avec les organismes de développement comme le PNUD et la Banque Mondiale, le PNAE n'a pas pu améliorer totalement le système éducatif. En fait, le taux de scolarisation a connu une baisse et n'a cessé de diminuer. Si la part de la population scolarisée était 72% en 1989, elle devenait 65% en 1992 et n'a cessé de diminuer pour devenir 62% en 1994. Par ailleurs, le taux de redoublement augmentait à l'ordre de 36% et le taux d'abandon de 30% en 1994. Ce qui prouve un net échec de ces stratégies.

b. Le MAP

Suite à l'élaboration du MAP, une légère amélioration du taux de couverture scolaire a été constatée en 2007. En effet, ce taux a atteint 7,1% pour une prévision de 7%. Cependant, l'accès à l'éducation préscolaire reste faible. Le problème de coût, l'insuffisance des ressources humaines et les besoins en personnel qualifié n'ont permis pas les enfants pauvres et ruraux à bénéficier cette éducation. Par ailleurs, une amélioration du taux de scolarisation de l'enseignement à tous les niveaux a été aussi constatée. Pour le niveau primaire, le taux d'achèvement a atteint 54,3% en 2007. Pour l'éducation collégiale, l'effectif des élèves de 420 153 en 2007 augmente de 468 866 en 2008. De même, le nombre de salles de classes fonctionnels et le nombre des enseignants ont enregistré aussi une augmentation. Pour les Lycées et l'Enseignement professionnel, le taux d'achèvement du cycle en 2007 est de 8,3% et le taux brut de scolarisation en 2008 de 11,6%. Enfin, pour l'enseignement supérieur, le nombre d'étudiants pour 100.000 habitants est 292 en 2007 et est passé à 350 en 2008. Mais malheureusement, l'éclatement de la crise politique en 2009 qui a enlevé le Président Marc RAVALOMANANA a empêché la réalisation des stratégies élaborées au MAP. Ainsi, le pays devient de plus en plus pauvre et l'amélioration de la qualité et l'accès à l'éducation reste loin d'être réalisée.

Section 3 : Des priorités à considérer et des recommandations pour une meilleure qualité de l'éducation et de la formation à Madagascar

De nombreuses stratégies de réduction de la pauvreté ont été adoptées à Madagascar, alors qu'à présent le système éducatif contient toujours des défis à relever. La promotion de l'accès à l'éducation et à la formation fait appel à la compréhension et à la prise de conscience sur ce que l'accès à l'éducation et la formation est primordial pour des raisons d'efficacité dans tous les domaines ainsi pour le développement du pays. L'atteinte des objectifs en matière de la qualité de l'enseignement exige la responsabilité de tous les acteurs économiques à renforcer les institutions éducatives et de formation. L'Etat doit veiller à l'évolution des structures et de l'organisation de leurs systèmes d'éducation et de formation professionnelle pour parvenir à une société cognitive. Les entreprises doivent contribuer de façon importante à la formation des mains d'œuvre. Les individus, quant à eux, ont la responsabilité en termes de mentalité et d'acquérir eux-mêmes des connaissances à part l'éducation et la formation qu'ils acquièrent au sein de système formel. Pour arriver à ces fins, quelques objectifs ont besoin d'être atteints.

L'Etat doit comprendre qu'investir dans le secteur éducatif doit précéder tous les investissements dans d'autres secteurs puisque l'éducation constitue la condition préalable et nécessaire à la réussite de toute stratégie de lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, tous les domaines et niveaux de l'éducation doivent être priorisés : de l'éducation fondamentale dès la petite enfance jusqu'à l'enseignement supérieur et la formation professionnelle pour les travailleurs, sans oubliant les jeunes filles et les femmes. Selon Santosh Mehrotra, la voie la plus sûre à réaliser la croissance économique est la mise en place des politiques sociales efficaces en matière d'accès de tous à l'éducation et à la santé avec l'égalité entre les sexes. Or l'éducation doit être assurée avant la santé car l'indicateur d'éducation élevé induit à une amélioration dans le domaine de la santé.

1. Assurer l'éducation fondamentale de base pour tous

Afin de mieux lutter contre la pauvreté à Madagascar, l'amélioration de l'accès à l'éducation de base et la qualité de l'enseignement au niveau primaire est primordiale. En réalité, tous les petits enfants ont besoin d'éducation préscolaire si on veut assurer la réduction de la pauvreté ainsi le développement économique du pays. Mais, s'il n'est pas possible d'assurer à tous les enfants l'enseignement en ce niveau, il faut au moins qualifier l'éducation primaire, par exemple, en formant les professeurs, en finançant les dépenses

scolaires des ménages pour envoyer leurs enfants à l'école, en continuant de distribuer des kits scolaires aux enfants du primaire, en assurant l'égalité de genre en matière d'accès à l'éducation et l'inclusion des enfants vivant dans les rues.

Pour assurer la réalisation du droit de tous les enfants à l'éducation, les États ont trois principales obligations : (i) Réaliser le droit à l'éducation pour que l'éducation soit disponible pour tous les enfants et que des mesures positives soient prises pour permettre aux enfants d'en bénéficier. A titre d'exemple, il s'agit de lutter contre la pauvreté, adapter les programmes scolaires aux besoins de tous les enfants, mobiliser les parents pour leur permettre d'apporter un soutien efficace à l'éducation de leurs enfants. (ii) Respecter le droit à l'éducation avec la prévention de toute action qui aurait pour effet d'empêcher les enfants d'accéder à l'éducation ; par exemple une législation qui catégoriserait comme inéducables certains groupes d'enfants handicapés. (iii) Protéger le droit à l'éducation en prenant les mesures nécessaires pour supprimer les obstacles à l'éducation imposés par des individus ou des communautés ; par exemple les barrières culturelles à l'éducation ou la violence et les mauvais traitements dans l'environnement scolaire⁵¹

En 2000, 180 pays dont Madagascar fait partie ont été réunis au Forum mondial sur l'éducation à Dakar et se sont fixé un but ambitieux : assurer l'accès de tous les enfants à l'éducation primaire d'ici 2015. Toutefois, l'atteinte des Objectifs en matière du secteur éducatif est loin d'être assurée. Pour atteindre l'objectif concernant l'éducation de base à tous les enfants inscrit dans les OMD, quelques actions doivent être mises en place. D'abord, l'effort du gouvernement à accroître de façon considérable les ressources allouées à l'éducation primaire aura un impact positif sur le développement futur du pays. La part du budget consacrée à l'enseignement primaire doit être plus élevée. Ensuite, l'efficacité et l'efficacités des systèmes éducatifs doivent être assurées, par exemple la bonne gouvernance et la meilleure gestion des ressources disponibles. Une autre action recommandée consiste à accroître les possibilités d'accès à l'école en rendant l'éducation primaire gratuite et obligatoire. Ceci fait appel à l'intervention massive de l'Etat. Il faut aussi diriger les budgets de l'Etat vers les besoins urgents des ménages pauvres en matière d'accès à l'éducation puisqu'ils n'ont que de chance limitée à bénéficier des services éducatifs. Cette action concerne aussi les filles exclues d'école, les populations rurales, les enfants et adultes handicapés, etc. De plus, réduire les inégalités de toute sorte, que ce soit

⁵¹ Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 13, Le droit à l'éducation (art. 13), E/C.12/1999/10, 8 décembre 1999, par. 43, 44, 50.

en termes de genre, de milieu de résidence ou de niveau de vie, figure aussi parmi les principales actions à réaliser. Vient ensuite l'action à assurer aussi bien la quantité que la qualité de l'éducation en priorisant la formation des professeurs et la disponibilité des matériels pédagogiques nécessaires. En outre, comme l'éducation contribue efficacement à l'amélioration de l'état sanitaire d'un individu, il faut garder son rôle à cet égard, c'est-à-dire améliorer la prévention des différentes maladies via l'enseignement. Enfin, il faut accroître la connaissance des programmes d'éducation pertinents pour le développement. Mais il ne faut pas oublier que toutes ces actions doivent aussi concerner l'enseignement secondaire qui est consacré aux adultes.

Pour ajouter à toutes ces actions sur-mentionnées, il faut également maîtriser les langues étrangères sans dévaloriser la langue maternelle : le Malagasy, pour bénéficier des possibilités professionnelles et personnelles dans l'ouverture internationale. Quelles actions sont-elles jugées efficaces à la réduction de la pauvreté à Madagascar si l'enseignement supérieur est touché ?

2. Appuyer l'enseignement supérieur

L'éducation supérieure contribue à l'amélioration de la qualification des professeurs et au développement institutionnel du pays. Comme pour l'enseignement de base, l'accès à l'enseignement supérieur comprend quelques actions principales. D'abord, il faut développer les technologies de l'information et de la communication (NTIC) comme l'internet, le téléphone, les télévisions, etc. pour mieux passer les informations et transférer les connaissances et compétences aux étudiants. Ensuite, il faut également développer les coopérations avec d'autres pays qui sont susceptibles d'aider Madagascar à promouvoir l'accès à la formation de qualité. De plus, éviter la « fuite des cerveaux » en leur valorisant et encourageant à trouver d'emploi à l'intérieur du pays sera aussi un des facteurs de réussite du pays. Enfin, le gouvernement doit aussi consacrer une part importante de ses recettes pour financer les universités là où les Recherche et Développement partent. Le bon fonctionnement des universités et la qualité des enseignements au sein des universités publiques doivent être assurés par le gouvernement en essayant de payer de manière régulière les bourses des étudiants et les salaires des personnels car les grèves engendrées par ces problèmes empêchent l'enseignement supérieur de se fonctionner normalement et induit des instabilités politico-économiques. Alors que la croissance économique est déterminée par la productivité des individus qu'ils ont notamment acquis lors de leurs études universitaires.

Accroître les savoirs des individus : Accroître les savoirs revient à augmenter le niveau de connaissances des individus. Cette perspective peut se faire par le développement de toute forme d'incitation à apprendre, la création de centres des ressources en connaissances, le soutien à la mobilité et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) comme les logiciels facilitant la transmission de connaissances aux apprenants. Tous les partenaires sociaux ont à contribuer pour cette fin. L'éducation doit être ouverte sur le monde du travail. L'entreprise doit s'efforcer pour la formation des salariés, des jeunes et des adultes. Il doit y avoir une coopération entre établissements éducatifs et entreprise. Il s'agit d'aider les jeunes à trouver d'emploi.

3. Appuyer les formations liées à l'emploi pour une meilleure adaptation au marché du travail

La recommandation concernant les formations professionnelles consiste à assurer l'adéquation entre la formation et l'emploi. La recherche d'une formation adaptée aux perspectives de travail et d'emploi au cœur des préoccupations pour résoudre le problème crucial de l'emploi en est une action à réaliser. Il existe quelques actions principales pour arriver à cette fin. Premièrement, il faut mettre en œuvre des stratégies, des systèmes et des processus éducatifs favorisant l'acquisition des qualifications nécessaires pour la productivité de la population active ainsi pour la croissance économique du pays. Deuxièmement, des politiques pour lier le plus étroit possible la formation et l'emploi doivent être mises en place. Elles consistent par exemple à aider les diplômés à rechercher de l'emploi ou même à créer de l'emploi par eux-mêmes.

Encourager les formations à la création d'entreprise : des modalités favorisant la création de micro-entreprises, notamment par des jeunes et la simplification des formalités de création de telles entreprises en est une voie à suivre. Enfin, Madagascar doit avoir un système éducatif offrant l'opportunité d'apprendre les métiers techniques par l'intermédiaire des formations professionnelles en créant par exemple des centres spécialisés aux formations pré-emploi. Pour ce faire, soutenir la formation d'ingénieurs et de techniciens du tertiaire plus spécifiquement adaptés aux activités de service est recommandé.

Le non adéquation entre la formation et l'emploi pour un individu actif est l'un des facteurs qui entravent sa possibilité de trouver un emploi adéquat, alors que le problème de chômage constitue un blocage pour la croissance ainsi pour le développement

économiques d'un pays. Pour pouvoir résoudre ce problème, des propositions sont jugées nécessaires pour mieux joindre la formation et le marché du travail de façon à donner à la formation une place importante dans la réduction de la pauvreté. Ainsi, des passerelles entre école et entreprises doivent être renforcés et l'égalité professionnelle entre femmes et hommes doit être assurée. A titre d'exemple, l'entreprise qui recrute doit non seulement exiger des qualifications techniques, mais elle doit aussi prendre en compte la maîtrise de culture générale, les capacités d'autonomie et d'évolution de celui qu'elle va embaucher. Les expériences ne s'acquièrent qu'en pratiquant. Donc, les entreprises ne doivent pas exiger des expériences très spécifiques avant d'embaucher un diplômé. En outre, les femmes et les hommes doivent être traités sur un même pied d'égalité dans le domaine de l'emploi.

Encourager les formations à de nouveaux métiers des services à caractères multidisciplinaires : par exemple, la formation aux métiers du tourisme et de la protection de l'environnement, en plein développement peut aussi être prise en compte.

A Madagascar, les problèmes de chômage ont laissé sur le bord de la route plusieurs catégories de population: jeunes sans diplômes, salariés âgés, chômeurs de longue durée, femmes revenant sur le marché du travail. Ces populations sont exclues de diverses manières. L'intervention de l'Etat pour leur inclure à nouveau doit multiplier les stages de formation ou le retour vers l'emploi. Le développement d'entreprises d'insertion et d'autres modes de réinsertion par l'exercice d'une activité professionnelle, fortement encadrée et à vocation qualifiante est, d'ailleurs, recommandé.

Les femmes participent efficacement à la vie économique d'un pays en améliorant le niveau de vie de leur famille, notamment les enfants. Comme la majorité des femmes malgaches travaillent dans le secteur informel et dans les zones franches industrielles où la rémunération est faible puisqu'elles n'ont pas les qualifications exigées par les grandes entreprises, donner des formations adéquates aux femmes pour pouvoir intégrer le monde du travail formel permet donc de lutter contre la pauvreté extrême du pays. Cette perspective va permettre au pays de dépasser l'informalité de l'économie et donner une place aux femmes dans la croissance et dans le développement économique. Plus les mères de familles sont bien formées, plus elles sont devenues mieux rémunérées et peuvent accroître le niveau de vie de sa famille et envoyer leurs enfants à l'école.

CONCLUSION

En guise de conclusion, le cadre théorique et l'analyse empirique nous ont permis, le long de ce mémoire, d'analyser la contribution de l'accès à l'éducation et la formation à la réduction de la pauvreté d'un pays. Les théories sur le capital humain et celles de la croissance endogène soutiennent la thèse selon laquelle l'éducation et la formation constituent une condition fondamentale nécessaire pour la croissance et le développement de toute économie, en améliorant la productivité et la qualité de la population. Les expériences des pays développés et des nouveaux pays industrialisés en matière de réussite économique, grâce à un investissement massif dans les domaines d'éducation et à la valorisation du capital humain, confirment la véracité de ces théories et leur conformité aux réalités. La contribution de l'éducation à la croissance économique se manifeste non seulement par l'accroissement de la productivité de la population active grâce aux compétences acquises lors de l'éducation et de la formation, mais également par l'élévation du niveau de vie de la population suite à l'accroissement des salaires. Au niveau social, l'accès d'un individu à l'éducation induit une amélioration de la santé des individus et des relations entre les personnes vivant dans une même société en assurant l'égalité. Dans le domaine politique, elle permet l'Etat de mettre en œuvre des stratégies de développement efficaces avec la stabilité politique assurée par une population bien éduquée, d'assurer l'ouverture du pays au niveau mondial avec un capital humain plus compétitif. De plus, la démographie sera maîtrisée grâce à la réduction du taux de fécondité et celui de mortalité infantile. Ainsi, les théories ont pu prouver que l'amélioration du secteur éducatif pour une meilleure accumulation du capital humain constitue une voie la plus sûre pour faire sortir un pays de la situation d'extrême pauvreté.

Les stratégies et politiques mises en œuvre pour essayer de réduire la pauvreté du pays n'ont pas réussi à éradiquer la pauvreté, même si elles ont considéré nombreuses priorités en matière du développement, puisque leur réalisation a manqué d'efficacité. La faiblesse de la scolarisation de la population et la médiocrité du système éducatif malgache affecte négativement la disponibilité du capital humain qualifié ainsi que la croissance économique. L'accès à l'enseignement de qualité rencontre de nombreux problèmes qui ne le permettent pas de lutter efficacement contre la pauvreté du pays. Après avoir analysé

des données concernant la réalité du secteur éducatif à Madagascar et de la formation, on a pu juger que la qualité est loin d'être assurée. Toutes les réformes en matière du secteur de l'éducation a échoué et n'était pas capable d'assurer un enseignement de qualité à Madagascar. C'est pour cette raison que notre île n'arrive pas à sortir du joug de la pauvreté. Ce contexte fait appel à la prise de conscience de tous les acteurs responsables : l'Etat, la société civile et les ménages tout en faisant en sorte que l'efficience et la qualité soient assurées. La promotion de l'accès à l'éducation et à la formation de qualité sera une stratégie plus efficace pour faire sortir Madagascar de la situation de pauvreté. Pour ce faire, il est recommandé de suivre les voies suivies par les pays qui ont pu faire développer leurs économies.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----|
| REMERCIEMENT..... | i |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS..... | ii |
| LEXIQUE DES MOTCLES..... | iv |
| SOMMAIRE..... | v |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| Partie I : GENERALITES ET APPROCHES THEORIQUES SUR LE RÔLE DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE | 3 |
| Chapitre I : APPROCHES THEORIQUES SUR L'EDUCATION, LA FORMATION ET LA PAUVRETE | 4 |
| Section 1 : Les différentes approches sur l'éducation | 4 |
| 1. Les différentes définitions relatives à l'éducation | 5 |
| 2. Les concepts de l'éducation..... | 6 |
| 3. Typologie de l'éducation | 7 |
| Section 2 : Notions générales sur la formation | 10 |
| 1. Définition d'une formation | 10 |
| 2. Les objectifs d'une formation | 11 |
| 3. Les différents types de formation | 13 |
| Section 3 : Les concepts du sous-développement et de la pauvreté | 14 |
| 1. Définitions du sous-développement et de la pauvreté..... | 14 |
| 2. Les différentes formes et approches de la pauvreté | 16 |
| 3. Mesures de la pauvreté..... | 17 |
| Chapitre II : RELATION ENTRE EDUCATION, FORMATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | 21 |
| Section1 : Revue de littérature et théories économiques sur le rôle de l'éducation et la formation dans la croissance économique | 21 |
| 1. Les théories sur le capital humain..... | 22 |
| 2. Les théories de la croissance endogène | 24 |
| 3. Les autres théories économiques | 26 |
| Section2 : Rôle de l'éducation et de la formation dans le développement économique..... | 27 |

| | | |
|----------------|---|----|
| 1. | Contribution de l'éducation et de la formation au développement humain | 28 |
| 2. | Contribution de l'éducation et de la formation au développement durable | 30 |
| 3. | Les effets économiques indirects de l'éducation et la formation..... | 31 |
| Section3 : | Les expériences vécues par les pays développés | 34 |
| 1. | Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique..... | 34 |
| 2. | Les pays de l'Union Européenne | 36 |
| 3. | Les nouveaux pays industrialisés et les pays asiatiques..... | 37 |
| Partie II : | PRIORITES A L'EDUCATION ET A LA FORMATION POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR..... | 41 |
| Chapitre III : | LE SYSTEME EDUCATIF ET LA PAUVRETE A MADAGASCAR..... | 42 |
| Section 1 : | Contexte de l'éducation à Madagascar | 42 |
| 1. | Historique de l'éducation malgache..... | 43 |
| 2. | La structure du système éducatif malgache | 44 |
| 3. | La situation actuelle de l'éducation à Madagascar | 48 |
| 4. | Les obstacles à l'amélioration de la qualité du système éducatif malgache | 50 |
| Section 2 : | Réalités de la formation à Madagascar..... | 54 |
| 1. | Le non adéquation entre la formation et l'emploi..... | 54 |
| 2. | Le niveau de la qualification des malgaches face à la mondialisation | 56 |
| 3. | Relation entre l'emploi et le niveau d'instruction à Madagascar | 57 |
| 4. | Les problèmes relatifs à la formation à Madagascar | 58 |
| Section 3 : | La dynamique de la pauvreté à Madagascar..... | 59 |
| 1. | Les facteurs explicatifs de la pauvreté à Madagascar | 60 |
| 2. | Evolution de la pauvreté à Madagascar | 61 |
| 3. | Les cibles de la pauvreté à Madagascar | 63 |
| 4. | L'éducation et la pauvreté à Madagascar..... | 63 |
| Chapitre IV : | LES STRATEGIES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR PAR LES POLITIQUES EDUCATIVES..... | 65 |
| Section 1 : | Le financement du secteur éducatif à Madagascar | 65 |

| | |
|---|----|
| 1. Rôle de l'Etat | 66 |
| 2. Rôle des bailleurs de fonds et des ONG nationales et internationales | 67 |
| 3. Rôle des parents d'élèves | 72 |
| Section 2 : Analyse sur les politiques éducatives déjà appliquées à Madagascar | 72 |
| 1. Les réformes éducatives à Madagascar..... | 73 |
| 2. Considération de l'éducation et la formation dans les différentes stratégies de réduction contre la pauvreté mises en œuvre à Madagascar | 74 |
| 3. Limites des politiques déjà adoptées | 77 |
| Section 3 : Des priorités à considérer et des recommandations pour une meilleure qualité de l'éducation et de la formation à Madagascar | 78 |
| 1. Assurer l'éducation fondamentale de base pour tous | 78 |
| 2. Appuyer l'enseignement supérieur..... | 80 |
| 3. Appuyer les formations liées à l'emploi pour une meilleure adaptation au marché du travail | 81 |
| CONCLUSION..... | 83 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | a |
| ANNEXE | e |
| Annexe 1: Liste des Tableaux..... | e |
| Annexe 2: Evolution de l'intensité de pauvreté à Madagascar..... | e |
| Annexe 3 : Taux d'alphabétisation de 15 ans selon le quintile..... | f |
| Annexe 4 : Taux de scolarisation par niveau, selon le milieu, et selon le genre..... | f |

BIBLIOGRAPHIE

1. MANUELS et OUVRAGES

AMBERT Michel et CHAPELLE Karine, « Politiques sociales et croissance économique », Ed. L'Harmattan, Tome 1, 2002

BARRO Robert J., « Les Facteurs de la Croissance économique », Ed. ECONOMICA, 47 rue Héricat, Paris, 2000, 120p.

BEKER Gary (1993): "Human capital", Third Edition, University of Chicago Press

DARREAU Philippe, « Croissance et politique économique »

MAZEROLLE Fabrice, « Théorie de la croissance endogène », De Boeck Université s.a, Paris, Bruxelles, 2000, 200 p.

MINCER J., « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution », Journal of Political Economy, p. 281-302, août 1958

SANTOSH Mehrotra, "Le Développement à visage humain", Ed. ECONOMICA, 2001, 195 p

SCHULTZ Théodore: "Investment in human capital", AER 51, 1-17, Mars

SCHULTZ Théodore: "The Economic Value of Education", Columbia University Press, 1963

2. REVUES ET PUBLICATIONS

AGHION Philippe et COHEN Élie, (2003), « *Éducation et croissance* », Rapport pour le Conseil d'analyse économique, Paris, 143 p.

Alexandre BERTIN, (2007), « *Pauvreté monétaire, pauvreté non monétaire une analyse des interactions appliquée à la guinée* », Thèse pour le Doctorat en Sciences Économiques

AURELIEN TOBIE, International Alert, Formation de formateurs

CHARBIT Yves et MABABOU Kébé, (2006), « *Education et changements démographiques, in Défis du développement en Afrique subsaharienne* », Paris.

Commission européenne, (2010), « *Education et formation pour l'inclusion sociale, réussites européennes* », 40p

Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale n° 13, Le droit à l'éducation (art. 13), E/C.12/1999/10, 8 décembre 1999, par. 43, 44, 50.

Conseil Inter-Académie (2004): « *Réaliser la promesse et les potentialités de l'agriculture en Afrique. Amsterdam : Conseil Inter-Académie: 180* »

ÉDUCATION POPULAIRE ET TRANSFORMATION SOCIALE., (Intervention de Christian MAUREL / Fondation Gabriel Péri – 23 mai 2012)

Elaine Bernard / Harvard, Trade Union Program

Emile DURKHEIM (1922), « *Education et Sociologie* »

E.N. Appiah, et al., Loc. Cil, p. 38

INSTAT, Août 2011, « *Enquête Périodique auprès des Ménages 2010* »

Jacques Brasseul, « Le rôle de l'éducation dans le développement économique des États-Unis : le cas du GI Bill

Jacques Pain, (2000), article « *Education informelle* » in Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, Nathan, pp. 358-359

Jean Claude Richez , Octobre 2010, Cinq contributions autour de l'éducation populaire

Jean-Jacques Cornish. 13 juin 2005, « *Blair, le gouverneur colonial ?* », Mail and Guardian Online. Afrique du Sud

Jean François Minko M'Obame, « *Sciences de l'éducation et Philosophie de l'éducation* »

L'ÉDUCATION, FONDEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE, Pierre Bauchet et Paul Germain, juin 2003

MAP, « PLAN D'ACTION MADAGASCAR 2007-2012 », Un Plan Audacieux pour le Développement Rapide

Madagascar Plan Intérimaire de l'Education 2013-2015, février 2013, lettre d'endossement par les membres du groupe local des partenaires de l'éducation

MADAGASCAR - Programme d'Appui d'Urgence à l'Education Nationale Malgache CRIS N° 2012 / 024-366

Nations Unies, PROGRAMME INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR 2012-2013, Nations Unies, Population, éducation et développement, New York, 2003

Nations Unies, Février 2012, « PROGRAMME INTERIMAIRE DES NATIONS UNIES A MADAGASCAR 2012-2013 »

Nolwen Henaff, Education et développement. Regard critique sur l'apport de la recherche en économie

OCDE, (2001), Education at a Glance: OECD Indicators, Paris

OCDE, La valeur des gens

OCDE, Regards sur l'éducation 2011 PANORAMA

Patrick Philippe Ramanantoanina ; *16. Secteur de l'éducation : un effort concerté pour maintenir les acquis et rattraper les retards*

PNUD, Mesure de la pauvreté selon la méthode de Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE), Expérience du Niger

RAMIARISON HERINJATOVO Aimé, « *Le rôle des conditions initiales dans la croissance économique rapide de l'après-guerre en Asie de l'est : le cas de la Corée du sud* »

UNESCO, 1997, « *CITE Classification Internationale Type de l'Education* »

UNESCO, 2009, « *l'Éducation pour le développement durable* »

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO Faculté de Droit d'Economie de Gestion et Sociologie, Février 2004, SITRAK'ANDRIANARISAINA Nirina, « *Analyse des impacts de l'éducation environnementale à Madagascar* », Mémoire de Maîtrise.

World Bank, (2005), « *Expanding opportunities and building competencies for young people: A new agenda for secondary education* », Washington D.C.

3. WEBOGRAPHIE

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Education>

<http://lesdefinitions.fr/formation>

<http://cerdom.over-blog.com>

<http://www.blog.saeed.com>

<http://www.unesco.org>

<http://www.unicef>

4. Autres

Avisé, Education à l'environnement vers un développement durable, Mai 2008

Commission de la communauté européenne. Op. cit. (p. 9)

Du bien-être des nations : Le rôle du capital humain et social (2001)

GUIDE DE REFERENCE DE L'INEE (Inter-Agency Network for Education in Emergencies)
SUR LE FINANCEMENT EXTERIEUR DE L'EDUCATION

ISU-OCDE, 2002

Loi n° 2004-04 du 26 juillet 2004 portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar.

Marie-George Buffet, Instruction n°98-221JS du 08/12/98

Microsoft® Encarta® 2009

Persée, « La mesure des effets économique de l'éducation »

Présidence de la Transition, Loi N°2012 – 021 portant Loi de Finances pour 2013, 17 décembre 2012

Ravallion [1998: 3, notre traduction]

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des Tableaux

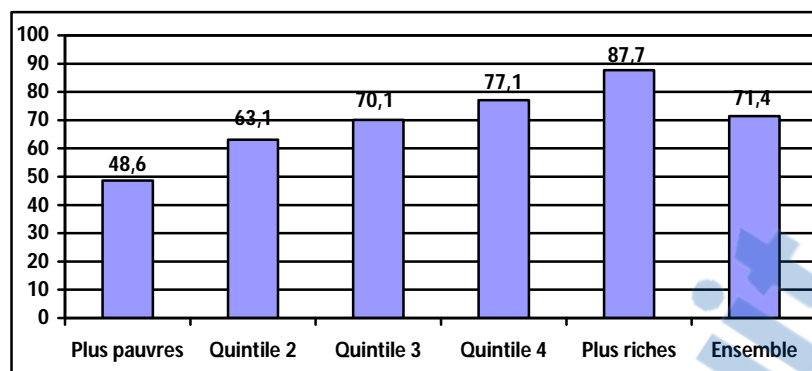
| | |
|--|----|
| Tableau 1 : Taux de scolarisation par niveau, selon le genre..... | 49 |
| Tableau 2 : Taux d'activité selon le niveau d'instruction, et selon le genre..... | 57 |
| Tableau 3: Niveau de salaire annuel moyen selon le niveau d'instruction..... | 58 |
| Tableau 4 : Evolution du ratio de la pauvreté selon le milieu de résidence..... | 62 |
| Tableau 5 : Evolution des dix dernières années de l'IDH..... | 62 |
| Tableau 6 : Pauvreté et pauvreté extrême, selon le milieu de résidence..... | 63 |
| Tableau 7 : Pauvreté et pauvreté extrême, selon le niveau d'instruction du chef de ménage..... | 64 |
| Tableau 8 : Evolution des budgets sociaux (éducation et santé) dans le budget national. | 66 |

Annexe 2 : Evolution de l'intensité de pauvreté à Madagascar (en %)

| Année | 1993 | 1997 | 1999 | 2001 | 2002 | 2004 | 2005 | 2010 |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Madagascar | 30,3 | 33,6 | 32,8 | 34,8 | 47,6 | 31,6 | 26,8 | 34,9 |
| Antananarivo | 27,8 | 29,1 | 26,0 | 21,0 | 33,7 | 22,3 | 19,4 | 24,6 |
| Fianarantsoa | 33,7 | 32,1 | 40,2 | 45,4 | 57,6 | 40,4 | 30,6 | 44,7 |
| Toamasina | 33,7 | 39,3 | 32,6 | 44,1 | 51,7 | 39,2 | 30,9 | 36,5 |
| Mahajanga | 18,6 | 29,1 | 36,5 | 35,1 | 57,5 | 33,5 | 26,2 | 27,9 |
| Toliara | 42,8 | 46,4 | 33,7 | 39,2 | 47,4 | 29,6 | 32,9 | 44,2 |
| Antsiranana | 22,0 | 23,9 | 32,0 | 28,9 | 51,4 | 27,3 | 25,2 | 29,0 |
| Urbain | 17,5 | 29,6 | 21,4 | 18,3 | 29,3 | 20,2 | 19,3 | 21,3 |
| Rural | 33,2 | 34,7 | 36,1 | 39,7 | 53,0 | 34,8 | 28,9 | 38,3 |

Source : INSTAT, EPM 2010, janvier 2011

Annexe 3 : Taux d'alphabétisation de 15 ans selon le quintile



Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Annexe 4 : Taux de scolarisation par niveau, selon le milieu, et selon le genre

Unité: %

| Milieu | Taux net de scolarisation | | | Taux brut de scolarisation | | | |
|----------|---------------------------|--------|----------|----------------------------|--------|----------|-------|
| | Garçons | Filles | Ensemble | Garçons | Filles | Ensemble | |
| Urbain | Préscolaire | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 40,8 | 42,7 | 41,7 |
| | Primaire | 78,9 | 81,4 | 80,1 | 122,9 | 120,3 | 121,7 |
| | Collège | 33,7 | 42,3 | 37,8 | 67,1 | 75,5 | 70,2 |
| | Lycée | 17,0 | 17,5 | 17,2 | 48,2 | 40,2 | 44,1 |
| | Supérieur | 3,3 | 2,9 | 3,1 | 5,5 | 4,9 | 5,1 |
| | Ensemble | | | | | | |
| Rural | Préscolaire | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 14,6 | 13,2 | 13,9 |
| | Primaire | 70,8 | 73,0 | 71,9 | 117,2 | 117,1 | 117,2 |
| | Collège | 18,0 | 20,4 | 19,2 | 39,3 | 35,6 | 37,5 |
| | Lycée | 3,3 | 3,5 | 3,4 | 8,5 | 7,6 | 8,1 |
| | Supérieur | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 1,0 | 0,9 | 1,0 |
| | Ensemble | | | | | | |
| Ensemble | Préscolaire | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 19,1 | 18,3 | 18,7 |
| | Primaire | 72,4 | 74,5 | 73,4 | 118,3 | 117,6 | 118,0 |
| | Collège | 21,0 | 24,5 | 22,7 | 44,7 | 42,7 | 43,7 |
| | Lycée | 6,0 | 6,7 | 6,3 | 16,5 | 15,1 | 15,8 |
| | Supérieur | 1,1 | 1,0 | 1,1 | 2,0 | 1,8 | |
| | Ensemble | | | | | | |

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

Nom et prénoms : HARIFENITRA Dinintsoa Fanilo Famonjena

Titre : « Promouvoir l'accès à l'éducation et à la formation pour lutter contre la pauvreté à Madagascar »

Option : Développement

Nombre de tableaux : 08

Nombre de pages : 83

Encadreur : RAKOTOARISON Rado Zoherilaza, Maître de Conférences

RESUME ANALYTIQUE

Ce présent travail consiste à évoquer l'importance de l'éducation et la formation dans la lutte contre la pauvreté à Madagascar. Il se réfère aux différentes théories économiques ; les théories sur le capital humain, les théories de la croissance endogène, et d'autres théories, qui ont prouvé le rôle de l'éducation et de la formation dans la croissance et le développement économique. L'éducation est prouvée comme un outil efficace de réduction de la pauvreté grâce à ses impacts positifs dans tous les domaines : économique, social, politique et démographique. En terme économique, cet impact se manifeste par l'accroissement de la productivité de la population active. Le rendement du système éducatif malgache est prouvé faible tant en terme de qualité (un système éducatif non performant) que de quantité (le non accès de la majorité de la population aux services éducatifs nécessaires et suffisants). Madagascar connaît une crise de capital humain productif qui bloque la croissance économique ainsi le processus de développement du pays. Par conséquent, ce mémoire insiste sur la promotion de l'accès à l'éducation et à la formation pour lutter contre la pauvreté en faisant en sorte que les ressources disponibles soient utilisées de manière efficace.

MOTS CLES : *Education, formation, capital humain, lutte contre la pauvreté, croissance économique, développement, Madagascar*

EXECUTIVE SUMMARY

The present work is to discuss the importance of education and training in the fight against poverty in Madagascar. It refers to various economic theories, theories of human capital, endogenous growth theories, and other theories which have proved the role of education and training in the growth and economic development. Education is proven as an effective tool for poverty reduction through its positive impact in all areas: economic, social, political and demographic. In economic terms, this impact is reflected in the increased productivity of the workforce. Performance of Malagasy educational system is proven low both in terms of quality (a non-performing education system) and quantity (lack of access to the majority of the population to necessary and sufficient educational services). Madagascar is experiencing a crisis of productive human capital that blocks the growth and development process of the country. Therefore, this paper emphasizes the promotion of access to education and training for the fight against poverty by ensuring that available resources are used effectively.

KEYWORDS: *Education, training, human capital, fight against poverty, economic growth, development, Madagascar*